LE MONDE diplomatique

MANIÈRE DE VOIR

Les paradoxes de L'ESPAGNE

Du franquisme à la révolution féministe

N° 204 /// DÉCEMBRE 2025-JANVIER 2026
8,50 EUROS FRANCE MÉTROPOLITAINE
M 02796 - 204 - F: 8,50 € - RD

Dessin : Adrià Fruitós

AFRIQUE 5 500 F CFA · ALLEMAGNE 9,80 € · ANTILLES-RÉUNION 8,90 € · BELGIQUE 9,40 € · CANADA 14,99 $ CAN · ESPAGNE 9,50 € · ROYAUME-UNI 7,95 £ · GRÈCE 9,50 € · ITALIE 9,50 € · LUXEMBOURG 9,50 € · MAROC 90 DH · PORTUGAL CONT. 9,50 € · SUISSE 14,80 CHF · NOUVELLE-CALÉDONIE 1 700 XPF · TUNISIE 11,90 DT

Le Monde *diplomatique*

Manière de voir

Numéro 204. Bimestriel. Décembre 2025 - janvier 2026

Dessin de couverture
Adrià Fruitós

Les paradoxes de L'ESPAGNE

Numéro coordonné
par Christophe Ventura

Édition : Angélique Mounier-Kuhn
Conception graphique : Nina Hlacer
Maquette : Jérôme Grillière
Photogravure : Patrick Puech-Wilhem
Cartographie : Fanny Privat
Correction : Xavier Monthéard
Remerciements : Julien Grohar
et Bryan Pouget

Sommaire

© www.manuelalorente.com

Manuela Lorente /// De la serie « ¿Es usted quien creo que es? » (Etes-vous bien celle que je crois ?), Espagne, 2020

Éditorial

4 Tenir tête à M. Trump ///// ***Christophe Ventura***

Regard

6 Carte : Identités et territoires ///// ***Fanny Privat***

7 Chronologie : Guerres, révoltes, dictatures et transition, deux siècles de tumultes

9 L'inamovible M. Sánchez ///// ***Hubert Peres***

1. La transition, malgré tout

13 Démocratie année zéro ///// ***José Vidal-Beneyto***

16 L'ombre persistante du franquisme ///// ***Ignacio Ramonet***

20 L'air de Madrid //// ***Comte de Casa Rojas***

22 La mort du bloc central //// ***Eduardo Haro Tecglen***

24 Le chat de Felipe González //// ***Luis Sepúlveda***

28 Quand l'affairisme socialiste préparait le retour de la droite //// ***Margarita Rivière Martí***

31 Au seuil de l'Europe //// ***Jean-Jacques Kourliandsky***

33 Le dogme de la convergence //// ***Thierry Maliniak***

2. Pesanteurs conservatrices et dynamiques d'avant-garde

38 La « loi du désir » selon Pedro Almodóvar //// ***J. V.-B.***

41 Ce passé qui ne passe pas //// ***Pauline Perrenot et Vladimir Slonska-Malvaud***

44 Une monarchie déconsidérée //// ***Pablo Castaño***

46 Aux racines du conservatisme //// ***Philippe Marcovici***

50 Les cinq vies du Parti populaire //// ***Maëlle Mariette***

54 Hauts et bas de Podemos //// ***M. M.***

59 À Madrid, la vie rêvée des Latinos //// ***Hèctor Estruch et V. S.-M.***

3. Une voix singulière

64 Sur la Costa Blanca, l'Europe des retraités à demeure //// ***Élisa Perrigueur***

67 Tous les chemins mènent à Compostelle //// ***Lola Parra Craviotto***

72 Sans elles, l'Espagne s'arrête //// ***Angélique Mounier-Kuhn***

74 La tentation indépendantiste //// ***C. V.***

78 Le pays du bout du monde //// ***Ramón Chao***

81 Et pour quelques tomates de plus //// ***Pierre Daum***

85 Tous unis pour Gaza //// ***Lilith Verstrynge***

88 Choisir Rabat, ménager Alger //// ***Ignacio Cembrero***

Voix de faits

92 Cartographie, chiffres-clés, citations...

Susanna Inglada //// « Fuerza » (Force)

© susannainglada.com

Encadrés

15 Aux origines du franquisme

18 Richard Nixon vote Juan Carlos

29 La stratégie originelle du PSOE

56 « Nous nous sommes réveillés »

57 « Notre stratégie »

66 Et la bulle immobilière éclata

82 Une fierté nommée football

91 Une rupture en trompe-l'œil

Iconographie

Ce numéro est accompagné des œuvres de :

- Olmo Calvo, @olmocalvo
- Susanna Inglada, susannainglada.com
- Manuela Lorente, manuelalorente.com
- Francisco Mayor Maestre, mayormaestre.com

Bande dessinée *Guillaume Barou*

69 Une autre façon de faire //// ***Núria Tamarit***

Documentation

Bibliographie **34, 43, 88**

Podcasts **81**

Les articles publiés dans ce numéro – à l'exception de quatre inédits – sont déjà parus dans *Le Monde diplomatique*. La plupart ont fait l'objet d'une actualisation, et leur titre a souvent été modifié. La date de première publication ainsi que les titres originaux figurent en page 98.

Le Monde *diplomatique*

Édité par la SA Le Monde diplomatique, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance. Actionnaires : Société éditrice du Monde, Association Gunter Holzmann, Les Amis du *Monde diplomatique*

Directoire :
Benoît BRÉVILLE, président, directeur de la publication
Anne-Cécile ROBERT, directrice adjointe

Autres membres : Vincent CARON, Élodie COURATIER, Pierre RIMBERT
Secrétaire générale : Anne CALLAIT-CHAVANEL

1, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris
Tél. : 01-53-94-96-01
Courriel : secretariat@monde-diplomatique.fr
Site Internet : www.monde-diplomatique.fr

Directeur de la rédaction : Benoît BRÉVILLE
Rédacteur en chef : Akram BELKAÏD

Commission paritaire des journaux et publications :
1025 D 87574. ISSN : 1241-6290

Imprimé en France - Printed in France. Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 0%. Ce magazine est imprimé chez Maury, certifié PEFC. Eutrophisation : Ptot = 0,017 kg/t de papier

PEFC 10-31-1282 / Certifié PEFC / Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. / pefc-france.org

Tenir tête à M. Trump

PAR CHRISTOPHE VENTURA

« L'Espagne ne joue pas collectif » Ce 22 octobre 2025, le président américain Donald Trump étrille une nouvelle fois le gouvernement dirigé par M. Pedro Sánchez lors d'une conférence de presse organisée à la Maison Blanche, à laquelle est également convié le docile secrétaire général de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), M. Mark Rutte. Du fond de sa chaise, l'ancien premier ministre néerlandais opine du chef après chaque phrase martelée par le maître des lieux. Depuis des mois, M. Trump alterne menaces de sanctions économiques (droits de douane) et attaques verbales contre un membre de l'Alliance dont trois mille soldats sont mobilisés dans seize opérations extérieures déployées sur quatre continents, et qui accueille deux bases stratégiques des États-Unis (Morón de la Frontera et Rota, en Andalousie)[1]. *« Vous pouvez régler ce problème espagnol très facilement je pense »*, glisse M. Trump à M. Rutte. Contrit, le chef de la plus puissante organisation militaire du monde acquiesce. Sa feuille de route est claire : Madrid doit rentrer dans le rang, et dans les meilleurs délais. Sans quoi, le président américain évoque la possibilité de l'en exclure.

M. Trump reproche à l'Espagne de ne pas vouloir consacrer 5 % de son produit intérieur brut (PIB) au financement de l'organisation *« pour 2035 »*, comme l'indique la déclaration finale de son 76e sommet, tenu le 25 juin 2025 à La Haye (Pays-Bas). Madrid a bien signé ce texte, mais affirme qu'il peut remplir ses objectifs vis-à-vis de l'OTAN en limitant pour le moment ses dépenses à 2,1 % du PIB, un niveau – plus de 33 milliards d'euros – par ailleurs jamais atteint par le pays depuis le sommet de 2014 qui avait fixé l'objectif à 2 %. M. Sánchez expose une autre comptabilité que celle du président américain : *« Passer de 2 % à 5 % d'ici à l'année 2035 nécessiterait de dépenser environ 350 milliards d'euros supplémentaires*, avance-t-il. *Ce qui ne pourrait être réalisé qu'en augmentant les impôts de chaque travailleur de près de 3 000 euros par an, en supprimant les prestations sociales en matière de chômage, de maladie et de maternité ; en réduisant de 40 % toutes les pensions de retraite ; en diminuant de moitié les investissements publics dans l'éducation. »* Et de trancher : *« Ce niveau de dépense serait incompatible avec notre État social »*[2].

Selon Madrid, une envolée des dépenses militaires est incompatible avec la préservation de l'État social

Les choix de M. Sánchez répondent à des logiques de politique intérieure. Au-delà de la défense du modèle social de l'Espagne, le chef du gouvernement doit composer avec la gauche de sa coalition (présente au sein de l'exécutif et au Congrès des députés), hostile à l'OTAN et au plan de réarmement de l'Union européenne. Et, dans un contexte national difficile marqué par les affaires de corruption touchant des proches, membres de son parti, ainsi que par la montée de l'extrême droite (Vox), il investit le terrain de la politique internationale, susceptible de lui permettre, sur plusieurs sujets, de rencontrer l'approbation d'une large part de la population. D'un côté, M. Sánchez se montre solidaire de l'Ukraine lorsqu'il annonce se joindre au programme d'achat d'armes américaines pour Kiev dans le cadre d'une démarche des pays de l'OTAN. De l'autre, il tente de résister à la pression de cette dernière et du président américain sur la question des dépenses militaires. Il se démarque aussi sur la guerre à Gaza, dans un pays où près de 80 % de la population souhaite que les États européens reconnaissent celui de Palestine[3]. En mai 2024, avec l'Irlande et la Norvège, le président du gouvernement

1. Site du ministère de la défense, https://emad.defensa.gob.es.

2. Site de la présidence espagnole, 22 juin 2025, www.lamoncloa.gob.es.

3. « 45ª Oleada Barómetro del Real Instituto Elcano », Real Instituto Elcano, Madrid, juillet 2025.

4. Site de la présidence espagnole, 8 septembre 2025.

Francisco Mayor Maestre
/// « Nunca entenderé por qué siempre te sientas en el borde del sofá » (Je ne comprendrai jamais pourquoi tu t'assois toujours sur le bord du canapé), 2021

espagnol franchit le pas, tandis qu'Israël dévaste Gaza. Puis il multiplie les prises de position contre M. Benyamin Netanyahou. En septembre 2025, M. Sánchez exige ainsi de « *mettre un terme au génocide à Gaza, de poursuivre ses exécutants et d'aider la population palestinienne* », et annonce par décret (8 septembre) une série de mesures visant à « *consolider juridiquement l'embargo sur les armes à destination d'Israël, en vigueur depuis octobre 2023* »[5]. Il s'agit de proscrire l'achat et la vente d'armes à Tel-Aviv. D'autres dispositions complètent l'arsenal juridique, comme par exemple l'interdiction d'utiliser les ports ou l'espace aérien de l'Espagne pour acheminer des armes, du combustible ou du matériel à l'armée israélienne. Cette décision inclut les deux bases américaines.

La position de Madrid lui vaut l'ire du premier ministre israélien. La charge est lourde : le gouvernement espagnol constituerait, selon lui, une « *menace génocidaire flagrante contre l'unique État juif du monde* » (*El País*, 11 septembre 2025).

Quelques jours plus tard, cela n'empêche pas M. Sánchez d'exprimer son « *admiration* » pour les manifestants propalestiniens qui font obstacle à l'arrivée finale de la Vuelta (le Tour d'Espagne cycliste) à Madrid en raison de la présence de l'équipe Israel-Premier Tech. Et de gagner, le 8 octobre, une majorité au Congrès des députés qui approuve son décret du 8 septembre.

Et si, face à M. Trump sur la scène internationale, Berlin, Rome et Paris s'inspiraient de Madrid ? ■

Identités et territoires

Sources : naturalearthdata.com ; Institut national de la statistique, 2025.

GUERRES, RÉVOLTES, DICTATURES ET TRANSITION, DEUX SIÈCLES DE TUMULTES

1808. Renversement de la dynastie des Bourbons par les armées napoléoniennes ; occupation de Madrid. Napoléon Ier installe son frère Joseph Bonaparte sur le trône d'Espagne (José Ier) ; des soulèvements débouchent sur la guerre d'indépendance espagnole.

1812. Adoption de la Constitution de Cadix, qui organise la séparation des pouvoirs et institue un Parlement.

1813. José Ier Bonaparte est expulsé d'Espagne. Napoléon renonce au trône espagnol.

1814. Restauration des Bourbons sur le trône d'Espagne. Ferdinand VII mène une politique de retour à l'absolutisme.

1820. Pronunciamento (déclaration en vue de renverser le régime) du lieutenant-colonel libéral Rafael del Riego contre l'exercice absolutiste du pouvoir par Ferdinand VII, suivi de mouvements insurrectionnels à travers le pays. Le monarque est contraint de respecter la Constitution de Cadix.

1823. Expédition des « cent mille fils de Saint Louis » menée par le duc d'Angoulême afin de rétablir l'absolutisme. Début de la « décennie abominable », marquée par la répression des opposants libéraux et, sur le plan international, par la relégation de l'Espagne à une puissance de second rang.

1824-1826. Dislocation de l'Empire espagnol en Amérique du Sud et en Amérique centrale après une série de victoires des indépendantistes lors des guerres hispano-américaines. L'Espagne ne conserve de ses possessions transatlantiques que Porto Rico et Cuba. En Asie-Pacifique, les Philippines et l'île de Guam restent également sous contrôle espagnol.

1833-1840. Guerre civile, dite « première guerre carliste », portant sur la succession de Ferdinand VII. Elle oppose les libéraux, soutiens de sa fille Isabelle – héritière du trône en vertu de l'abolition de la loi salique –, et les conservateurs, dits carlistes, soutiens du frère du roi défunt, Charles.

1843-1868. Après la régence de sa mère Marie-Christine puis du général Baldomero Espartero, Isabelle II prête serment le 10 novembre 1843. Elle a 13 ans. Son règne est marqué par l'instabilité politique et les conflits entre les libéraux et les carlistes.

1868. La révolution de Septembre, soulèvement militaire appuyé par des mouvements populaires, détrône Isabelle II, qui s'exile à Paris.

1869. Promulgation d'une nouvelle Constitution monarchiste, qui instaure le suffrage universel masculin et d'amples libertés individuelles.

1870-1873. La dynastie des Bourbons étant déchue, les députés élisent le duc d'Aoste – fils du roi d'Italie Victor Emmanuel II – « roi des Espagnols ». Il règne sous le nom d'Amédée Ier, avant d'abdiquer en 1873. La Première République espagnole est aussitôt proclamée.

1874. Coup d'État et restauration de la monarchie. Alphonse XII, le fils d'Isabelle II, monte sur le trône.

1876. Adoption d'une nouvelle Constitution : le roi partage l'initiative législative avec les Cortes et le pouvoir exécutif avec le gouvernement.

1879. Fondation dans la clandestinité du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) à Madrid, autour de figures intellectuelles et ouvrières menées par le Galicien Pablo Iglesias Posse.

1888. Pablo Iglesias Posse crée l'Union générale des travailleurs (UGT).

1898. Guerre hispano-américaine (*Desastre del 1898*) : la défaite face aux États-Unis entraîne la perte de Cuba (où la guerre d'indépendance a débuté en 1895), de Porto Rico, des Philippines et de Guam, qui deviennent des colonies et protectorats américains.

1906. Conférence d'Algésiras, qui divise le Maroc en zones d'influence françaises et espagnoles. Les accords favorisent l'influence française mais laissent un rôle à l'Espagne.

1910. Fondation à Barcelone de la Confédération nationale du travail (CNT), organisation anarcho-syndicaliste qui s'affirme rapidement comme la plus grande centrale syndicale espagnole.

1917-1920. L'Espagne ne s'implique pas dans la première guerre mondiale. À la grève générale de 1917 succèdent les « trois années bolcheviques » : les mouvements sociaux ouvriers et agraires encouragés par les informations en provenance de Russie sont durement réprimés.

1921-1926. Guerre du Rif au Maroc : révolte des tribus berbères menées par Abdelkrim contre la présence coloniale espagnole et française.

1923. Coup d'État du général Miguel Primo de Rivera. Alphonse XIII reste roi d'Espagne. La dictature coïncide avec une période de modernisation économique et de répression politique.

1930-1931. Après la démission de Primo de Rivera, Dámaso Berenguer est chargé par le roi de former un gouvernement. Il renonce à son tour en 1931. Deux jours après la poussée des républicains aux élections municipales, la Seconde République est proclamée le 14 avril 1931. Alphonse XIII part en exil. Des réformes majeures sont entreprises : instauration du droit de vote des femmes, loi agraire, statuts d'autonomie, etc.

1936. Les élections générales se soldent par la victoire du Front populaire, qui regroupe les partis de gauche et les syndicats. La polarisation politique s'accentue. Les 17 et 18 juillet, les généraux nationalistes Emilio Mola et Francisco Franco déclenchent un coup d'État. L'Espagne bascule dans la guerre civile. À Burgos, Franco est proclamé chef du gouvernement de l'Espagne soulevée.

À Madrid, le président du conseil des ministres et socialiste Francisco Largo Caballero forme un nouveau gouvernement, où entrent des communistes puis des anarchistes. L'Allemagne nazie et l'Italie fasciste reconnaissent Franco et interviennent militairement à ses côtés, la France et le Royaume-Uni optant pour la non-intervention.

1937. Bombardement de Guernica, au Pays basque, par la légion allemande Condor : les troupes franquistes sont mises en échec à Madrid ; elles rentrent dans Bilbao et obtiennent la reddition des Asturies. Le gouvernement républicain se déplace à Barcelone.

1938. L'offensive des républicains échoue dans la vallée de l'Ebre ; ils sont repoussés sur l'autre rive le 15 novembre. Les Brigades internationales sont dissoutes.

1939. Après avoir pris Barcelone et la Catalogne en janvier-février, les troupes franquistes s'emparent de Madrid. Un demi-million de républicains espagnols fuient vers la France (la Retirada, « retraite »). Le Caudillo installe une dictature militaire, soutenue par la Phalange, parti unique. L'Espagne sera un État *« catholique, social et représentatif »*.

1940. Création du syndicat unique, le Sindicato Vertical, conçu comme un instrument du contrôle social et économique.

1947. Franco fait instaurer une loi de succession : il devient régent à vie de la monarchie.

1953. Signature d'accords militaires et économiques entre Franco et les États-Unis (Pactos de Madrid).

1955. L'Espagne est admise à l'Organisation des Nations unies (ONU), ce qui amorce une timide ouverture internationale.

1959. Rapprochement avec les pays occidentaux anticommunistes : visite de Dwight D. Eisenhower à Madrid. Début de la « technocratisation » du franquisme, et influence croissante de l'Opus Dei.

Naissance du groupe de résistance au franquisme Euskadi ta Askatasuna (« Pays basque et liberté », ETA), qui évoluera vers le terrorisme.

1969. Franco choisit le prince Juan Carlos de Bourbon comme successeur à la tête de l'État.

1970. Une partie du clergé commence à s'opposer ouvertement à Franco.

1973. Assassinat du président du gouvernement Luis Carrero Blanco par l'ETA.

1975. Mort de Franco le 20 novembre ; le 22 novembre, Juan Carlos est proclamé roi d'Espagne.

1976. Réforme du code pénal. La législation sur les mouvements politiques est assouplie. Amnistie politique et syndicale. Suppression des tribunaux d'exception.

1977. Loi d'amnistie pour les crimes commis sous Franco.

Une tuerie est perpétrée à la gare de Madrid-Atocha par des activistes d'extrême droite.

Le PSOE puis le Parti communiste sont légalisés. L'Union du centre démocratique (UCD) d'Adolfo Suárez l'emporte aux élections législatives de juin.

1978. La peine de mort est abolie.

Adoption par référendum d'une Constitution instituant une monarchie parlementaire, garantissant les libertés démocratiques et engageant un processus de décentralisation de l'Espagne, désormais composée de communautés autonomes. La Constitution reconnaît l'autonomie du Pays basque, de la Galice et de la Catalogne.

1981. Démission de Suárez. En février, une tentative de coup d'État menée par des militaires franquistes est mise en échec. En mai, le divorce est autorisé.

1982. Aux troisièmes élections générales depuis la mort de Franco, le PSOE remporte une majorité absolue ; M. Felipe Gonzalez devient chef du gouvernement. Une période de modernisation économique et sociale s'amorce.

L'Espagne adhère à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN).

1986. L'Espagne entre dans la Communauté économique européenne. Nouvelle victoire du PSOE aux élections législatives. Par référendum, l'Espagne approuve son maintien dans l'OTAN.

1987. Un attentat perpétré par l'ETA dans un centre commercial de Barcelone (Hipercor) fait 21 morts et 45 blessés.

1992. Barcelone accueille les Jeux olympiques, Séville l'Exposition universelle, et Madrid est consacrée capitale culturelle de l'Europe.

1996. Le Parti populaire (PP) gagne les élections législatives (majorité relative) et entre au gouvernement, mettant ainsi fin à plus de treize années de pouvoir socialiste.

2003. Le gouvernement espagnol apporte son soutien au projet américain d'attaquer l'Irak ; des centaines de milliers de citoyens manifestent contre cette décision.

2004. Le 11 mars, des bombes explosent en début de matinée dans plusieurs gares de Madrid, tuant 192 personnes et en blessant 1 858. Le gouvernement de M. José María Aznar accuse l'ETA et maintient son hypothèse en dépit des progrès de l'enquête, qui s'oriente rapidement vers la piste du terrorisme islamiste. Trois jours plus tard, le PP est sèchement battu par le PSOE aux élections générales. M. José Luis Zapatero (petit-fils d'un républicain fusillé par les franquistes) devient chef du gouvernement.

2005. Régularisation de 800 000 sans-papiers.

L'Espagne devient le troisième pays à légaliser le mariage homosexuel.

À l'automne, des migrants tentent de s'infiltrer dans les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, dans le nord du Maroc. Plusieurs sont tués. Madrid et Rabat se rejettent la responsabilité.

2006. Le gouvernement approuve un projet de loi sur la mémoire historique qui condamne officiellement le franquisme et honore ses victimes. Elle sera votée par les députés l'année suivante.

2007. Adoption d'une loi sur la parité femmes-hommes au sein des partis politiques et dans les entreprises.

Vingt et un des vingt-huit accusés dans le procès des attentats du 11 mars 2004 sont condamnés à des peines allant de trois à plus de quarante mille ans de prison.

2008. Le PSOE remporte de nouveau les élections générales, alors que le pays s'abîme dans la crise économique sur fond de déstabilisation financière mondiale. Mobilisation de masse contre les mesures d'austérité. L'équipe d'Espagne de football remporte l'Euro 2008, puis la Coupe du monde deux ans plus tard.

2011. Le PP fait son retour au pouvoir après l'effondrement électoral du PSOE. M. Mariano Rajoy prend la présidence du gouvernement. En mai, le mouvement des « indignés » s'installe à la Puerta del Sol de Madrid.

2013. Création du parti d'extrême droite Vox par d'anciens cadres du PP qui reprochent à M. Rajoy d'incarner une droite « complexée ».

2014. Abdication du roi Juan Carlos au bénéfice de son fils, Felipe VI.

Création du mouvement de gauche radicale Podemos (« Nous pouvons ») par des universitaires issus du mouvement des « indignés », dont M. Pablo Iglesias.

2015. Aux législatives, Podemos et ses alliés font une percée en remportant près de 20 % des voix (69 sièges).

2017. Quelques semaines après la tenue du référendum d'autodétermination convoqué par la Generalitat (gouvernement) de Catalogne, le Parlement proclame la Catalogne indépendante le 27 octobre. Le gouvernement espagnol met la région sous tutelle, destitue son Parlement et poursuit en justice plusieurs dirigeants indépendantistes, dont l'ancien président de la Generalitat, M. Carles Puigdemont, qui se réfugie à Bruxelles. Les indépendantistes remportent malgré tout la majorité au Parlement catalan lors des nouvelles élections régionales du 21 décembre 2017, avec 70 sièges sur 135.

2018. Le 8 mars, la grève féministe rassemble plusieurs millions de personnes à travers le pays, une mobilisation sans précédent à l'échelle mondiale.

M. Rajoy est renversé par une motion de censure. Le PSOE revient au pouvoir avec M. Pedro Sánchez.

2019. Felipe VI convoque des élections générales cinq mois après le précédent scrutin, le Congrès ayant échoué à investir un nouveau président de gouvernement. À l'issue du vote, marqué par une percée de l'extrême droite Vox (15 % des suffrages), le PSOE et Podemos concluent un pacte de coalition. Podemos fait son entrée au gouvernement.

Le 24 octobre, après des mois de bataille judiciaire, la dépouille de Franco est exhumée de son mausolée du Valle de los Caídos et inhumée dans le cimetière de Mingorrubio (Madrid).

2020. Soupçonné de corruption et sous le coup d'enquêtes ouvertes par le parquet de la Cour suprême, l'ex-roi Juan Carlos s'exile aux Émirats arabes unis.

2021. Dans la nuit du 16 au 17 mai, des milliers d'exilés marocains et subsahariens franchissent la frontière pour rejoindre Ceuta. Deux meurent. L'Espagne accuse le Maroc d'avoir levé ses contrôles à la frontière en représailles du différend diplomatique autour du Sahara occidental.

L'Espagne devient le sixième pays à légaliser l'euthanasie.

2022. Le Parlement adopte la loi sur la mémoire démocratique, qui vient compléter la loi sur la mémoire historique de 2007, en renforçant la condamnation du franquisme. Elle permet notamment aux descendants des Espagnols contraints à l'exil à cause de la guerre civile et de la dictature de Franco d'obtenir la nationalité espagnole ; elle reconnaît le statut de victime aux « bébés volés » sous Franco.

La loi organique de garantie intégrale de la liberté sexuelle, connue sous le nom de *Sólo si es sí* (« Seul un oui est un oui ») – et selon laquelle tout acte à caractère sexuel réalisé sans consentement explicite constitue une agression sexuelle –, entre en vigueur. Elle sera révisée un an plus tard.

2023. Après la victoire de l'Espagne en finale de la Coupe du monde féminine de football, le président de la Fédération espagnole Luis Rubiales embrasse de force la joueuse Jennifer Hermoso. Sous le feu des critiques, il démissionne.

Après la défaite de la gauche aux élections municipales et régionales en mai, le PP s'allie à Vox pour gouverner des villes et des communautés autonomes.

Malgré son arrivée en tête aux élections législatives anticipées en juillet, la droite échoue à former une majorité. M. Sánchez est reconduit pour un nouveau mandat grâce à un accord d'amnistie avec les indépendantistes catalans.

Vote d'une loi permettant aux personnes de 16 ans ou plus de changer leur genre sur leurs papiers d'identité via une simple déclaration administrative. Les députés adoptent également une loi créant un congé menstruel pour les femmes souffrant de règles douloureuses.

2024. Le 28 mai, l'Espagne reconnaît officiellement la Palestine comme un État au côté de l'Irlande et de la Norvège.

Fin octobre, des pluies torrentielles provoquent des inondations dans la province de Valence, faisant près de 240 morts. Lors d'une visite, le roi Felipe VI est chahuté par les habitants qui dénoncent la gestion de la catastrophe par les responsables politiques.

2025. En avril, une panne d'électricité géante paralyse l'Espagne et le Portugal.

En août, plus de 330 000 hectares de forêts sont ravagés par des incendies alors que le pays est touché par sa plus forte vague de chaleur depuis « *au moins 1950* », selon l'Agence météorologique nationale (Aemet).

En septembre, la Vuelta, le Tour d'Espagne cycliste, est interrompue avant son terme par les mobilisations en faveur de la Palestine.

Le 22 octobre, M. Sánchez annonce sa volonté de faire disparaître les symboles de la dictature franquiste de l'espace public à l'approche du cinquantième anniversaire de la mort du général Franco. ■

L'INAMOVIBLE M. SÁNCHEZ

Le président du gouvernement espagnol dirige le pays depuis 2018, une durée inégalée en Europe de l'Ouest. À la tête d'une frêle coalition parlementaire dont le salut dépend en dernier ressort des partis indépendantistes, il défend un bilan économique et sociétal à contre-courant de ceux de la plupart de ses homologues sur le Vieux Continent.

PAR HUBERT PERES*

Monsieur Pedro Sánchez accumule les paradoxes. Chef d'un parti social-démocrate, il dirige depuis 2018 le gouvernement d'un grand pays d'Europe, dans laquelle les positions de pouvoir de cette famille politique se sont réduites comme peau de chagrin. Et il ne manque que quelques mois avant que sa longévité à la tête de l'Espagne dépasse celle des chefs de gouvernement qui l'ont précédé, hormis l'exceptionnelle période de M. Felipe González (1982-1996).

C'est d'autant plus remarquable que M. Sánchez n'a jamais pu s'appuyer sur la majorité parlementaire absolue ou quasi absolue dont ses prédécesseurs avaient profité. Son avènement coïncide en effet avec la recomposition du système partisan espagnol annoncé par les élections européennes de 2014. L'émergence simultanée de Podemos (à la gauche des socialistes) et de Ciudadanos (au centre droit) fragmente alors l'espace politique et met fin au quasi-bipartisme, inauguré dès 1977, qui assurait la stabilité gouvernementale et, à partir de 1982, l'alternance au pouvoir de deux organisations disciplinées incarnant respectivement la droite et la gauche.

En outre, après sa victoire aux élections primaires du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) en juillet 2014, M. Sánchez commence sa carrière de secrétaire général de manière on ne peut plus chaotique en subissant des défaites cinglantes aux deux élections législatives rapprochées de décembre 2015 et juin 2016. Le PSOE est alors non seulement très largement distancé par son habituel adversaire de droite, le Parti populaire (PP), mais il ne devance que d'un cheveu Podemos, qui rate de peu l'objectif claironné par son leader, M. Pablo Iglesias, de devenir la première force de gauche. Les très fortes dissensions entre les dirigeants socialistes consécutives à ces échecs conduisent M. Sánchez à démissionner de la tête du parti en octobre 2016.

Manuela Lorente — De la série « ¿Es usted quien creo que es? » (Êtes-vous bien celle que je crois ?), Espagne, 2020.

* Professeur émérite de science politique à l'université de Montpellier, auteur de *La Politique en Espagne*, La Découverte, Paris, 2023.

Fin de parcours ? Au contraire ! Dans le creux de la vague, il démontre une étonnante capacité de rebond et des talents d'intelligence tactique. En mai 2017, il remporte à nouveau les élections primaires de son parti après une campagne centrée sur la volonté de reconquérir les électeurs de gauche attirés par Podemos. Un an plus tard, M. Sánchez profite d'une décision de justice concluant à l'existence d'« *un système de corruption institutionnel* » ayant profité au PP pour prendre l'initiative d'une motion de censure des députés socialistes contre le président du gouvernement Mariano Rajoy. Pour la première fois dans l'histoire de la démocratie espagnole postfranquiste, celle-ci est adoptée par le Congrès des députés en réunissant les votes du PSOE, de Podemos et des partis nationalistes basques et catalans. Le 1er juin 2018, M. Rajoy est renversé. Le même jour, en vertu du principe de la « défiance constructive » qui oblige les partis votant la censure à proposer simultanément un candidat à la présidence, M. Sánchez devient, à 46 ans, le septième président du gouvernement de l'ère constitutionnelle ouverte en 1978. Mais son cabinet exclusivement socialiste est ultraminoritaire. Incapable de faire approuver la plupart de ses projets de loi, et notamment la loi de finances, il demande au roi Felipe VI de dissoudre le Parlement en mars 2019.

Fin de parcours ? Au contraire ! Dans le creux de la vague, il démontre une étonnante capacité de rebond et des talents d'intelligence tactique

Marquées par l'entrée en force au Congrès des députés du parti d'extrême droite Vox, jusque-là insignifiant, les élections du 28 août suivant constituent néanmoins une embellie pour le PSOE, dont le nombre d'élus grimpe de près de 50 %. Le bilan du bref premier gouvernement Sánchez n'est pas étranger à ce rebond. Sa marge de manœuvre restreinte lui a tout de même permis de prendre plusieurs mesures sociales (hausse du salaire minimum, revalorisation des pensions de retraite, augmentation du salaire des fonctionnaires) cohérentes avec la volonté de reconquérir l'électorat de gauche, de même que l'annonce de l'exhumation de la dépouille de Francisco Franco du très symbolique monument du Valle de los Caídos (réalisée le 24 octobre 2019). Mais, dans cette nouvelle donne partisane, compliquée par la présence des formations régionalistes, surtout des nationalistes basques et catalans, il devient clair qu'aucun des deux grands partis historiques ne peut accéder au pouvoir et s'y maintenir sans réunir une coalition élargissant sa base parlementaire. Il faut pour cela négocier après l'élection, puisque le mode de scrutin (dans chacune des cinquante provinces espagnoles, il se joue dans le cadre d'un vote proportionnel à un tour) ne contraint pas à des ententes préélectorales.

Investi pour la deuxième fois

Mais la négociation entre le PSOE et Podemos échoue, et le Parlement est à nouveau dissous. L'après-scrutin du 20 novembre 2019, dont les résultats sont proches de ceux du 28 août, voit naître le premier gouvernement de coalition de gauche (et de coalition tout court) de la monarchie parlementaire. Le 7 janvier 2020, M. Sánchez est investi pour la deuxième fois à la présidence, grâce à l'addition des voix du PSOE, de la gauche radicale – dont Podemos – et du Parti nationaliste basque (PNV), ainsi qu'à l'abstention de deux formations indépendantistes de gauche, la Gauche républicaine de Catalogne (ERC) et Réunir le Pays basque (EH Bildu). Dominé par les socialistes, le deuxième gouvernement Sánchez inclut deux têtes d'affiche de Podemos et deux ministres issus du mouvement communiste. Il nécessite le soutien parlementaire d'au moins une partie des nationalistes basques et catalans pour pouvoir agir.

En dépit de sa fragilité et des tensions récurrentes entre le PSOE et Podemos (qui critique notamment la fourniture d'armes à l'Ukraine et le rapprochement avec le Maroc sur la question du Sahara occidental), le bilan du gouvernement Sánchez en termes de politiques publiques est particulièrement prolifique entre début 2020 et début 2023.

Dans un contexte macroéconomique favorable (forte croissance, baisse du chômage), les dépenses sociales et les investissements publics augmentent sensiblement, alors même que le déficit budgétaire se réduit. Le salaire minimum est revalorisé à plusieurs reprises. Une réforme concertée avec les partenaires sociaux limite le recours aux contrats de travail précaires. Les réformes sociétales sont nombreuses et diversifiées. Une nouvelle loi mémorielle beaucoup plus contraignante que la loi de mémoire historique de 2007 entre en vigueur. Le retrait de tous les symboles visibles

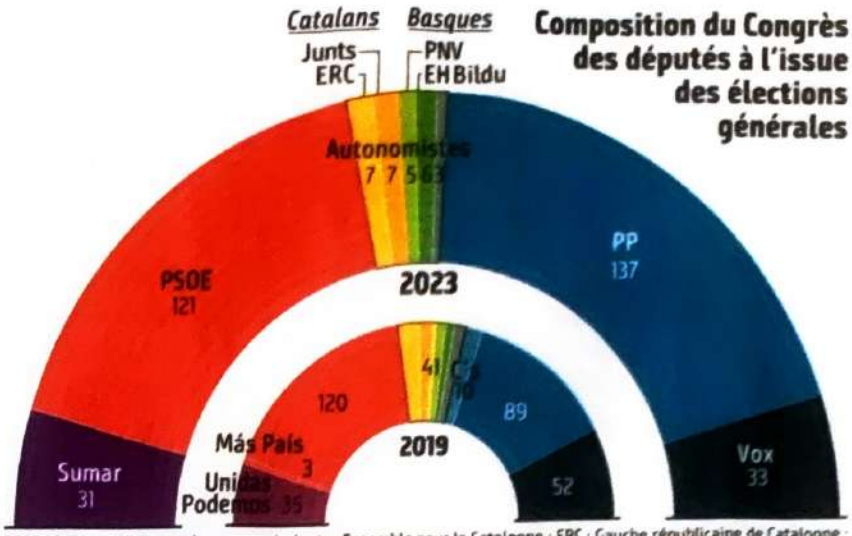
du franquisme devient obligatoire, et tous les actes publics exaltant son action sont susceptibles de poursuites judiciaires. Le droit à solliciter l'aide à mourir (*« Ley de eutanasia »*) est reconnu et régulé. L'Espagne devient le premier pays à égaliser la durée des congés de maternité et de paternité, puis le premier pays européen à créer un congé menstruel. La loi sur la liberté sexuelle identifie l'absence de consentement explicite à une agression sexuelle. Malheureusement, les effets pervers de sa rédaction conduisent à la libération de plusieurs délinquants sexuels dont les peines ont été révisées en tenant compte du nouveau cadre légal. Cette situation a entraîné une réforme du texte en mars 2023, au grand dam de Podemos.

Le Parlement vote en faveur de l'autodétermination du genre permettant à toute personne de plus de 16 ans de choisir le sexe de son état civil. Cette loi, dite « loi trans », a fortement divisé le mouvement féministe. Une fraction de ce dernier considère que l'autodétermination du genre aboutit à effacer le sexe biologique et par conséquent à minorer les problématiques spécifiques aux femmes, leurs droits et leur sort, et à mettre ainsi en danger les dispositifs de protection contre la violence machiste et pour l'égalité sociale entre femmes et hommes. Ce débat a provoqué de vives polémiques au sein même du PSOE, où ce courant féministe hostile pèse.

« Ou Sánchez ou l'Espagne »

Cet activisme législatif suscite, surtout dans son volet sociétal, de très violentes réactions de la droite espagnole, qui a récusé d'emblée la légitimité d'un président de gouvernement dont l'accès et la survie au pouvoir dépendent des partis indépendantistes. M^me^ Isabel Díaz Ayuso, la très droitière présidente PP de la communauté de Madrid, résume l'antisanchisme par la formule lapidaire : *« Ou Sánchez ou l'Espagne »*. Attisée par Vox, dont les discours antiféministes séduisent un électorat jeune et masculin, la polarisation idéologique profite aux conservateurs, qui gagnent très nettement les élections municipales et régionales de mai 2023.

M. Sánchez décide alors d'abréger la législature de quelques mois en convoquant des élections anticipées. Il espère mobiliser les électeurs de gauche en pariant sur leur crainte de l'arrivée au pouvoir de Vox aux côtés du PP au sein d'une coalition de droite. Et gagne en partie son pari. En juillet 2023, le PP arrive certes en tête et la droite, au sein de laquelle Ciudadanos a disparu, bat la gauche en voix et en sièges. Il lui en manque malgré tout une poignée pour atteindre la majorité absolue.



PSOE : Parti socialiste ouvrier espagnol ; Junts : Ensemble pour la Catalogne ; ERC : Gauche républicaine de Catalogne ; PNV : Parti nationaliste basque ; EH Bildu : Réunir le Pays basque ; PP : Parti populaire ; C's: Ciudadanos.

Or ses relations exécrables avec les partis basques et catalans empêchent le chef du PP, M. Alberto Núñez Feijóo, d'espérer ne serait-ce que leur abstention dans un vote d'investiture. Au contraire de M. Sánchez, qui peut toujours compter sur les partis indépendantistes de gauche et obtient, après de longues négociations, le soutien d'Ensemble pour la Catalogne (Junts, la formation fidèle à l'ex-président catalan en exil, M. Carles Puigdemont) contre la promesse très controversée d'une amnistie des condamnations et des poursuites judiciaires liées au référendum d'autodétermination jugé illégal du 1^er^ octobre 2017 en Catalogne. Le 16 novembre 2023, M. Sánchez se succède à lui-même. Il reconstitue un gouvernement de gauche comprenant cinq ministres du mouvement Sumar (en français « additionner »). Ce nouvel entrant a été fondé quelques mois plus tôt par M^me^ Yolanda Díaz, militante communiste et ministre du travail depuis janvier 2020, qui cherche à regrouper toute la gauche radicale sous un nouveau label pour en élargir l'audience électorale. Espoir déçu : le score de Sumar en 2023 est inférieur à celui atteint en 2019 par un Podemos déjà en fort déclin depuis 2016. La deuxième coalition de gauche dirigée par M. Sánchez est non seulement plus minoritaire au Parlement que la précédente, mais elle agit sous la menace permanente d'une défection des Catalans de Junts. Sans oublier celle de Podemos, qui a refusé de participer au gouvernement. Ses cinq députés élus sous l'étiquette Sumar abandonnent son groupe parlementaire et, bien qu'ayant voté pour l'investiture de M. Sánchez, le parti ne se considère pas comme un membre de la coalition gouvernementale, contre laquelle il multiplie critiques et avertissements. Au Congrès des députés, il soutient sous condition, ou s'abstient, ou rejette au coup par coup les projets législatifs déposés ou les propositions parlementaires souhaitées par le gouvernement.

Blocages et attaques personnelles

Sur l'essentiel, la politique intérieure de M. Sánchez s'en trouve paralysée. Le gouvernement n'a pu que prolonger le budget 2023 sans pouvoir faire adopter de loi de finances en 2024 et 2025. Et il en sera vraisemblablement de même pour 2026. Certaines promesses emblématiques, comme la réduction de la durée hebdomadaire du travail ou la régularisation massive d'immigrés sans papiers, ne peuvent s'accomplir. Ces blocages ainsi que l'intensité des attaques personnelles dont la droite l'accable, et le coup porté à sa crédibilité par des accusations de corruption visant son entourage proche, constituent de nouveaux défis pour M. Sánchez, bien décidé à gouverner jusqu'en 2027. Ce qui suppose que sa coalition ne se délite pas.

Hubert Peres

La transition, malgré tout

© susannainglada.com

Susanna Inglada /// « The City » (La ville), 2023

La transition démocratique espagnole n'est ni le fruit de l'effondrement d'une dictature ni celui d'un soulèvement populaire. Unique en Europe, cette expérience politique engagée par les forces issues du régime franquiste leur a permis d'opérer leur mue et de se redéployer dans un nouveau cadre. Elle a également conduit celles d'opposition, notamment socialistes, à occuper le pouvoir pour devenir les gestionnaires du consensus libéral et atlantiste…

DÉMOCRATIE ANNÉE ZÉRO

Le général Francisco Franco meurt le 20 novembre 1975 à Madrid après trente-six années passées à la tête de la deuxième plus longue dictature ouest-européenne du XX^e siècle (après celle du Portugal). Débute alors la transition démocratique (1976-1981), une période pleine d'espoirs de modernisation sociale, politique et économique. Pourtant, bien des incertitudes pèsent déjà sur l'avenir du pays...

PAR JOSÉ VIDAL-BENEYTO*

Le franquisme touche à sa fin. Ce n'est pas tant parce que Francisco Franco se meurt, mais parce qu'il a échoué. Nous retiendrons quatre signes de cet échec :

– le franquisme a réussi à rallier contre lui les grands antagonistes sociaux par excellence : le grand capital financier et les forces du monde du travail. Tous deux considèrent en effet, mais chacun avec des modalités qui lui sont propres, que le régime constitue l'obstacle majeur au progrès économique et qu'une nouvelle forme d'organisation politique, plus moderne et plus conforme aux caractéristiques de l'Espagne actuelle et de son contexte européen, doit prendre la relève ;

– l'Espagne se trouve dans un état permanent d'infériorité sur le plan international en raison du discrédit que connaît son régime politique. La volonté presque unanime des pays voisins de ne pas se compromettre publiquement avec le régime espagnol est significative ;

– quarante ans de critique quotidienne de la démocratie libérale, d'endoctrinement fasciste, de répression constante se sont traduits, dans tous les sondages d'opinion effectués depuis 1970, par 60 à 80 % de réponses en faveur de la démocratie libérale, alors qu'ils avaient été réalisés dans des conditions peu propices à la liberté d'expression et étaient même parfois menés par des organismes gouvernementaux ;

– les grandes institutions sociales (Église, grand capital financier, magistrature et armée) qui furent autrefois le support du régime ont pris progressivement leurs distances, et ceci constitue peut-être l'élément le plus révélateur de l'échec du franquisme.

Juan Carlos de Bourbon est l'héritier politique de Franco. L'après-franquisme devra obligatoirement passer par lui *[il régnera jusqu'à son abdication en 2014 sous le nom de Juan Carlos Ier]*. Plusieurs obstacles se présentent à lui :

– son manque de légitimité historique, de par le fait qu'il est issu d'un régime aussi contesté que le franquisme, et son manque de légitimité institutionnelle, dû à la rupture de l'ordre de succession au sein de la dynastie ;

– l'absence de sentiment monarchiste chez les Espagnols ;

– son peu de prestige personnel ;

– la situation extrêmement grave et complexe dans laquelle il va se trouver ;

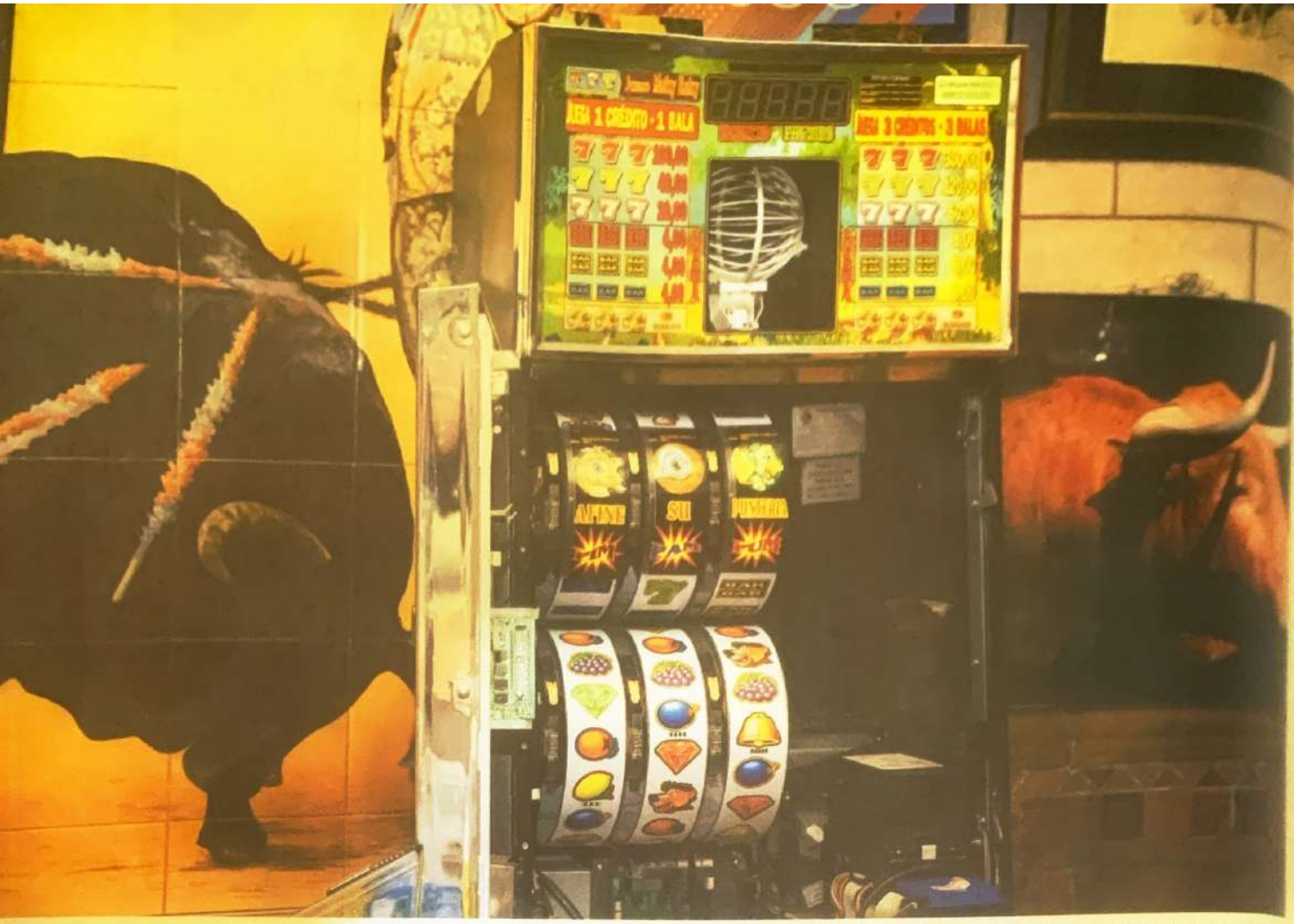
– son manque de crédibilité démocratique étant donné les liens qui l'unissent au franquisme, son serment de fidélité à ses principes en étant l'expression la plus achevée.

« Reblanchir sa façade »

En fait, Juan Carlos dispose devant lui de trois possibilités : la stricte continuité du régime politique du général Franco ; l'installation d'une pseudo-démocratie ; et le plein rétablissement des libertés démocratiques. Il semble fort douteux qu'il retienne la troisième possibilité, laquelle l'obligerait à soumettre son propre pouvoir à la volonté du pays et comporterait donc son éventuelle disparition immédiate de la scène politique. Par ailleurs, l'irrecevabilité nationale et internationale du franquisme, à laquelle nous nous sommes référés, exclut sa perpétuation pure et simple et postule des modifications en surface. Donc, Juan Carlos tentera de reblanchir sa façade au moyen d'une « démocratie limitée » qu'une bonne équipe de relations publiques cherchera à « vendre » en utilisant les arguments habituels de l'entraînement progressif à la liberté, etc. Mais il est à prévoir que la dynamique de la démocratie débordera rapidement ces demi-mesures génératrices de tension et de conflits supplémentaires, et, par conséquent, d'insécurité politique et sociale.

De son côté, l'extrême gauche préconise une transformation radicale et immédiate, par tous les moyens, du système politique et social en vigueur. Cette volonté révolu- ☛

* Philosophe et sociologue (1927-2010). Il fut l'un des fondateurs du quotidien *El País*.



Manuela Lorente /// De la série « ¿Es usted quien creo que es? » (Êtes-vous bien celle que je crois ?), Espagne, 2020

DÉMOCRATIE ANNÉE ZÉRO

tionnaire suppose la possibilité d'un changement radical à n'importe quel moment, pourvu qu'on ait recours à des moyens également révolutionnaires – tels que la lutte armée –, tout autre comportement politique apparaissant de ce fait comme un compromis avec les ennemis de classe et comme le renforcement du capitalisme. Cette attitude ne se trouve représentée en Espagne que par l'Euskadi ta Askatasuna (ETA) et le Front révolutionnaire antifasciste et patriote (FRAP), puisque la participation du Parti communiste d'Espagne (PCE) et du Parti du travail d'Espagne (PTE) à la Junte démocratique, et celle de l'Organisation révolutionnaire du travail et du Mouvement communiste d'Espagne à la Plate-forme de convergence (Plataforma de Convergencia) les différencient de la perspective antérieure.

En réalité, si nous faisons abstraction du Pays basque, où la lutte armée, même si elle n'est menée que par une faible minorité, jouit d'un vaste appui populaire, l'instance révolutionnaire tout comme l'action violente collective semblent être totalement impossibles dans l'État espagnol. C'est à cet état de fait, et au comportement réformiste qui en découle chez l'ensemble des travailleurs, que l'on doit attribuer la modération du Parti communiste et non, comme on le prétend, à des calculs très subtils de tactique et de stratégie politiques. Il s'ensuit que l'hypothèse radicale semble avoir de très faibles chances de succès, au moins au niveau des faits patents, si les conditions socio-économiques et les rapports entre les classes ne se dégradent pas de façon notable...

L'alternative démocratique, c'est-à-dire l'établissement en Espagne d'une démocratie pluraliste, paraît être l'option la plus viable, car, mieux que toute autre, elle répond aux

© www.manuelalonretec.com

possibilités et aux exigences de la situation actuelle. Il va de soi que son avènement doit être promu par les peuples d'Espagne sous la coordination des forces politiques démocratiques : entre autres et en premier lieu, la Junte démocratique, la Plate-forme de convergence et les organismes unitaires de Catalogne, du Pays basque et de Galice.

La Junte démocratique, qui apparaît en juillet 1974, au moment de sa création, comme une instance de représentation symbolique de partis et personnalités politiques, s'est convertie en un vaste mouvement de juntes qui couvre tout le pays ; aux onze partis ou groupes politiques et syndicaux et aux nombreuses personnalités politiques qu'elle réunit, est venu s'ajouter un contingent fourni de formations sociales.

Influence sur la classe ouvrière

Le Parti communiste (et la problématique qu'il pose en ce qui concerne son intégration à l'ensemble des forces démocratiques) constitue la pierre de touche de toutes les analyses portant sur l'avenir du pays. L'objection que l'on rencontre le plus fréquemment à son encontre est son éventuel manque de loyauté à la démocratie espagnole une fois terminé le franquisme. Objection dépourvue de sens, car le problème ne réside pas dans l'authenticité démocratique du PCE mais dans l'impossibilité de refuser son existence. Dans l'opposition, il s'agit du parti politique possédant les plus forts effectifs et disposant de l'organisation la plus efficace. Son influence sur la classe ouvrière est déterminante. Prétendre que la collaboration avec le Parti communiste affaiblit les chances de la démocratie en Espagne ne résiste pas à la moindre analyse.

Le premier objectif de l'opposition antifranquiste est de constituer un front uni où seront présentes toutes les forces en lutte contre la dictature, en tenant compte du rôle fondamental joué par le vaste ensemble de formations sociales qui ont éclos dans l'Espagne des années 1970[1].

José Vidal-Beneyto

1. Comme l'ordre des médecins, les associations d'ingénieurs civils, l'ordre des avocats, les associations d'architectes, les associations de licenciés et docteurs ès sciences et lettres, l'ordre des pharmaciens, etc. C'est également le cas d'entités telles que les commissions de quartier, les associations de maîtresses de maison, les groupements de consommateurs, les associations culturelles, sportives et artistiques, etc.

Aux origines du franquisme

Des centaines de milliers de morts, des villes rasées, un fascisme conquérant : le fantôme de la guerre civile hante toujours l'Espagne.

Le 14 avril 1931, l'Espagne proclame sa Seconde République, obligeant le roi Alphonse XIII à s'exiler. Les deux premiers gouvernements, à participation socialiste, engagent des réformes sociales et démocratiques : réforme agraire, laïcisation, autonomie pour la Catalogne, etc. Cette politique pâtit des conséquences de la crise économique mondiale, mais aussi des tentatives répétées de coup d'État militaire. En 1934, la droite s'allie à l'extrême droite pour remettre en cause les réformes de la gauche. La riposte de celle-ci prend la forme d'une grève générale, qui, dans les Asturies, devient insurrectionnelle et est brutalement réprimée par le général Francisco Franco.

La mobilisation ouvrière débouche en janvier 1936 sur la formation du Front populaire autour d'un programme modéré avec l'Union républicaine, la Gauche républicaine, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), le Parti communiste, le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) ainsi que les autonomistes catalans et galiciens. Aux élections du 16 février, le Front populaire l'emporte sur le Front national, par 34,3 % des voix contre 33,2 %, grâce au renfort d'une partie de la Confédération nationale du travail (CNT), anarchiste, qui d'ordinaire boycottait les élections.

Cette victoire suscite un puissant mouvement populaire, qui dépasse un gouvernement auquel ni les socialistes ni les communistes ne participent. Des manifestations libèrent les prisonniers que le Front populaire s'est engagé à amnistier. Des grèves éclatent dans les usines pour obtenir les augmentations de salaire annoncées. Des paysans occupent les terres de leurs propriétaires sans attendre la réforme agraire promise. L'ensemble s'accompagne d'incendies d'églises, mais aussi d'assassinats de personnalités des deux bords.

C'est la mort d'un des chefs de la droite monarchiste, José Calvo Sotelo, qui décide le général Franco, hésitant, à prendre le 17 juillet, au Maroc, la tête de l'insurrection qui se prépare depuis des mois. En retour, le putsch amène le mouvement populaire à s'armer et à prendre le contrôle des usines et des terres ainsi que des biens de l'Église. Une révolution est en marche. Ainsi commence la guerre civile, qui va durer trois ans et servir de banc d'essai à la seconde guerre mondiale.

Les effectifs sont égaux, avec un demi-million de combattants de chaque côté, mais les franquistes bénéficient d'un renfort considérable en hommes et en armement de la part de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie. La république, elle, ne peut compter que sur l'aide, réduite, de l'Union soviétique.

La guerre d'Espagne a fait plusieurs centaines de milliers de morts sur les champs de bataille et sous les bombardements, mais aussi du fait de la répression exercée par les deux camps. La plupart des historiens s'accordent néanmoins pour ne pas renvoyer dos à dos républicains et franquistes : la « terreur blanche » a fait beaucoup plus de victimes, et elle s'intégrait dans une stratégie délibérée et centralisée. *« Pour sauver l'Espagne,* avait déclaré le général Franco, *je ferais fusiller la moitié de la population s'il le fallait. »*

Dominique Vidal
Journaliste.

L'OMBRE PERSISTANTE DU FRANQUISME

Le 23 février 1981, près de quatre ans après le premier scrutin législatif démocratique de l'après-franquisme, une tentative de putsch est perpétrée par des officiers militaires sur fond de crise économique et sociale. L'opération avortée révèle les failles d'un processus démocratique mal conçu qui a favorisé les forces autonomistes.

PAR IGNACIO RAMONET*

Le coup d'État militaire manqué du 23 février 1981 marque en Espagne, après quatre ans de régime parlementaire, la rentrée politique des forces armées qui, dans l'ensemble, demeurent attachées aux idéaux de la victoire franquiste de 1939 et entendent le rappeler au roi Juan Carlos comme au gouvernement d'union centriste *[issu des élections de 1977]*. Le démontage purement technique du franquisme semble fort compromis, ce qui met sérieusement en péril le pari historique du roi d'affermir définitivement la monarchie en associant l'opposition aux réformes démocratiques tout en s'appuyant sur les forces armées.

La classe politique espagnole (droite et gauche confondues) a perdu un temps précieux au cours duquel elle s'est révélée incapable de régler les grands problèmes du pays, en particulier celui, explosif, des autonomies régionales et de son dramatique corollaire : le terrorisme basque. Elle mesure dès lors combien il est délicat de passer d'un État autoritaire fortement centralisé à un État démocratique à vocation fédérale. Ni la crise économique, ni le chômage, ni l'extraordinaire désarroi social n'ont été affrontés convenablement ; l'entrée dans la Communauté économique européenne (CEE), objectif politique de premier ordre, n'a pas encore été obtenue ; enfin, et surtout, on n'est guère parvenu à dépolitiser une armée dont tout indiquait pourtant qu'elle constituerait le principal obstacle à une réelle démocratisation.

Ni la crise économique, ni le chômage, ni l'extraordinaire désarroi social n'ont été affrontés convenablement

Depuis la mort de Francisco Franco, la jeune monarchie espagnole a connu, jusqu'au putsch avorté du 23 février, deux périodes assez nettement différenciées : avant et après le référendum constitutionnel du 6 décembre 1978.

© susanninglada.com

La première période fut, longtemps, celle des peurs réciproques ; la droite craignait une vague de désordres populaires ; la gauche, de son côté, redoutait l'avènement d'un ultrafascisme militaire. Aussi chaque partie chercha-t-elle à se faire accepter par l'autre afin de conjurer ses propres frayeurs. Chacune y trouvait son compte : la gauche reprenait sa place dans la vie politique espagnole, la droite rachetait, aux yeux du monde, ses complicités avec le franquisme.

* Ancien directeur du *Monde diplomatique* (1990-2008).

Susanna Inglada //// « Character Carrying Character » (Personnage transportant un personnage), 2022

Cette réconciliation ne se fait pas sans grincements et sans heurts ; les franquistes orthodoxes, en particulier, la critiquent radicalement, et le premier ministre Carlos Arias Navarro démissionne dès juillet 1976. Le roi nomme alors, à la tête d'un gouvernement démocrate-chrétien, Adolfo Suárez (Union du centre démocratique, UCD), qui sera l'artisan de la double légitimation ; il entreprend la démocratisation du pays en veillant bien à ne point trop concéder à la gauche pour ne pas s'attirer les reproches de l'armée. L'idée forte de Suárez, à laquelle il rallie socialistes et communistes, est de « glisser » vers la démocratie sans rompre juridiquement avec la légalité franquiste. Avec une habileté de démineur, il cherche à éviter la rupture, la coupure, pour ne pas fournir à l'extrême droite et aux forces armées l'argument qui leur permettrait légalement de s'opposer au processus de démocratisation en accusant le roi de trahir son serment fait à Franco de demeurer *« fidèle aux principes du Mouvement »* (le parti unique franquiste).

Aux élections de juin 1977, l'UCD obtient la majorité des sièges (165), et Suárez forme le troisième gouvernement de la monarchie. L'UCD et le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) établissent entre eux une sorte de « pacte constitutionnel » et acceptent la coresponsabilité de la réforme politique. Cette réforme, que la Constitution adoptée en 1978 viendra sanctionner, ne touche guère aux privilèges de l'ancien régime ; en fait, bien souvent, les nouvelles lois se bornent à constitutionnaliser des pratiques franquistes : ainsi, par exemple, l'ancien Tribunal d'ordre public a été remplacé par l'Audience nationale, qui en a conservé toutes les prérogatives et notamment celle de juger les « délits politiques » ; le nouveau Conseil du pouvoir judiciaire perpétue en réalité, sous couvert d'apolitisme, l'ancienne hiérarchie des juges franquistes ; l'existence, aberrante, d'une juridiction canonique est maintenue ; la législation du travail de l'ancien régime est reconduite à quelques détails près, et on ne remet pas aux syndicats leur patrimoine d'avant-guerre, etc.

Cette réforme, qui préserve pour l'essentiel les structures économico-juridiques, met en route une pseudo-démocratie et s'attire des ennemis venus de tous les horizons.

Une deuxième période commence alors et, bien que l'UCD remporte encore les élections législatives de mars 1979, il apparaît déjà que les principaux problèmes de l'Espagne demeurent hors de portée. C'est à partir de la formation du troisième gouvernement Suárez, en avril 1979, que les faiblesses d'une réforme aussi fragile vont devenir manifestes ; les crises politiques se succèdent et, alors que l'indifférence et l'apathie se répandent dans le pays, la classe politicienne donne l'impression d'être impuissante à résoudre les graves questions qui se posent à l'Espagne.

L'épineuse question des autonomies

La plus lourde de conséquences concerne sans doute la structure de l'État, c'est-à-dire des autonomies régionales. La responsabilité des politiciens est ici considérable car ils ont accepté que, sur un sujet aussi capital, la Constitution reste floue, ambiguë, et autorise des lectures fort différentes ; le compromis politique n'a été obtenu qu'à ce prix.

Sur cette épineuse question des autonomies, l'UCD a commis, au moins, deux fautes politiques : d'une part, afin de ne pas donner l'impression de favoriser les deux seules régions (Catalogne et Pays basque) qui, depuis le début du XX^e^ siècle, réclament de manière véhémente un statut particulier, le parti gouvernemental a voulu banaliser les revendications autonomistes en les généralisant et en proposant l'autonomie à l'ensemble des régions. L'UCD a joué ainsi à l'apprenti sorcier en suscitant des sentiments autonomistes même là où ils n'existaient quasiment pas.

Par la légèreté de ses considérations politiciennes, l'UCD a, de la sorte, multiplié le nombre de vocations autonomistes ; il y avait deux graves problèmes régionaux en Espagne, il y en a désormais une quinzaine. D'autre part, l'UCD n'ayant pas de perspective claire sur ce problème (on ignore quel est l'horizon des autonomies puisqu'il

L'OMBRE PERSISTANTE DU FRANQUISME

n'est pas question de créer un État fédéral), sa politique autonomiste a été fort maladroitement conduite, les revirements ont été parfois grossiers ; cette attitude contradictoire a exaspéré les régionalistes, et, au Pays basque, elle a justifié la méfiance des partisans d'une solution radicale ; partout, ce comportement hésitant et confus a favorisé l'émergence de partis locaux (parfois majoritaires, comme le parti nationaliste basque, et, en Catalogne, Convergencia i Unio) ; ils se sont développés aux dépens des partis nationaux – qui, en Catalogne et au Pays basque, contrôlent le Parlement et le gouvernement locaux –, contraignant le pouvoir à négocier avec eux en position de faiblesse. Cette situation irrite inévitablement les forces armées.

L'indécision de l'UCD sur la politique des autonomies a eu d'importantes conséquences au Pays basque ; les nationalistes les plus intransigeants, ceux des deux branches de l'Euskadi ta Askatasuna (ETA) notamment, y ont vu la confirmation de leur théorie selon laquelle le régime actuel ne serait qu'un « *franquisme masqué* », et ils ont continué de réclamer, les armes à la main, le départ des « *forces d'occupation* » et le droit à l'autodétermination pour le Pays basque (qui comprend aussi, selon eux, la Navarre). Cela a irrité de manière grandissante les forces armées et les forces de l'ordre, principales victimes du terrorisme (en dix ans, plus de trois cents de leurs membres ont été abattus) et maintenues à l'écart de toute négociation.

À cet échec, capital, dans la politique des autonomies (et dont le terrorisme n'est qu'une particularité dramatique) s'ajoute celui, considérable, de la « défranquisation » de l'économie. Dans la dernière période du franquisme, l'ensemble du secteur économique bénéficiait d'un protectionnisme qui taxait lourdement les produits importés, tandis que le patronat local était encouragé à investir grâce à une généreuse politique de crédit peu cher. Le chômage était combattu par l'exportation de main-d'œuvre et en favorisant une politique de plein-emploi aidée par le « gel » des salaires et l'interdiction des syndicats libres et des grèves.

Facteurs aggravants

L'instauration du régime démocratique coïncide avec deux facteurs aggravants : d'une part, la crise qui frappe également l'Europe industrielle refoule vers l'Espagne des centaines de milliers d'ouvriers émigrés ; de l'autre, le souci (politique avant tout) d'entrer dans la Communauté économique européenne (CEE) impose à l'économie espagnole une profonde restructuration ; le pays doit entreprendre simultanément la réorganisation de ses principaux secteurs industriels (sidérurgie, charbonnages, textile, cuir, automobile, électroménager, etc.), et la rationalisation de la production exige des licenciements massifs, que les partis de l'opposition et les syndicats acceptent lors de la signature du pacte de la Moncloa en octobre 1977. Il s'agit fondamentalement d'adapter l'économie espagnole à l'épreuve de l'entrée dans le Marché commun européen. Cette adaptation exige trois réformes fondamentales : libéralisation du système financier, assouplissement du marché du travail, réforme fiscale.

Richard Nixon vote Juan Carlos

L'observateur dispose d'un témoignage sur la continuité des structures de domination de l'Espagne grâce à l'entretien qui eut lieu en mars 1971 entre le président Richard Nixon et le général Francisco Franco, auquel participait l'ancien directeur adjoint de l'Agence centrale de renseignement américaine (CIA), le général Vernon A. Walters. « *L'Espagne avait une importance vitale pour l'Occident et Nixon ne voulait pas assister au développement d'une situation chaotique ou anarchique. Nixon exprima l'espoir que Franco introniserait le jeune prince Juan Carlos (...). Le président estimait que ce serait une situation idéale, dans la mesure où elle assurerait une transition paisible et ordonnée, que Franco lui-même pourrait superviser* », témoignait le général dans son ouvrage *Silent Missions*[1].

« *La succession se passerait dans l'ordre* », aurait répondu Franco. « *Il n'y avait pas d'autre solution que le prince. L'Espagne ferait un bout de chemin dans la direction préconisée par nous (le gouvernement des États-Unis).* »

Après avoir rencontré, au cours de cette visite, des responsables militaires espagnols, Walters précisa : « *Tous les officiers supérieurs avec qui je me suis entretenu (...) ne croyaient pas qu'il y aurait dans le pays de trouble sérieux après la mort de Franco, et ils disaient que les forces armées pourraient résoudre facilement ces problèmes. Ce fut une expérience magnifique et unique.* »

Walters avait des raisons de se sentir satisfait. Les événements suivirent, grosso modo, les lignes tracées avant même le décès de Franco.

Joan E. Garcés

Avocat, spécialiste du droit international et de science politique. Il fut conseiller du président chilien Salvador Allende (1970-1973) et fut à l'origine de l'arrestation du dictateur Augusto Pinochet.

1. Vernon. A. Walters, *Silent Missions*, Doubleday, New York, 1978. Les citations des paragraphes suivants proviennent également de ce livre.

À ces deux problèmes centraux, des autonomies (et du terrorisme) et de la crise économique, il faut ajouter celui que pose le profond malaise social ressenti par l'ensemble de la population et qualifié parfois de « désenchantement ».

Il est bien évident que tous ces errements (politiques, économiques, sociaux et diplomatiques) de la démocratie ont été suivis avec la plus grande préoccupation par les forces armées, qui constituent depuis deux siècles (depuis 1814, il y a eu deux cent deux putschs militaires) une composante capitale de la vie publique espagnole.

Tous les errements politiques, économiques, sociaux et diplomatiques de la démocratie ont été suivis avec préoccupation par les forces armées

En avril 1977, la promulgation d'un décret enjoignant aux militaires de respecter une totale neutralité politique et la légalisation par Adolfo Suárez du Parti communiste provoqua la démission du vice-premier ministre, l'amiral Gabriel Pita da Veiga. Et, dans un contexte politique fort agité, entre les premières élections libres de juin 1977 et la décision de rétablir l'autonomie catalane le 28 septembre de la même année, les grandes conspirations militaires commencent.

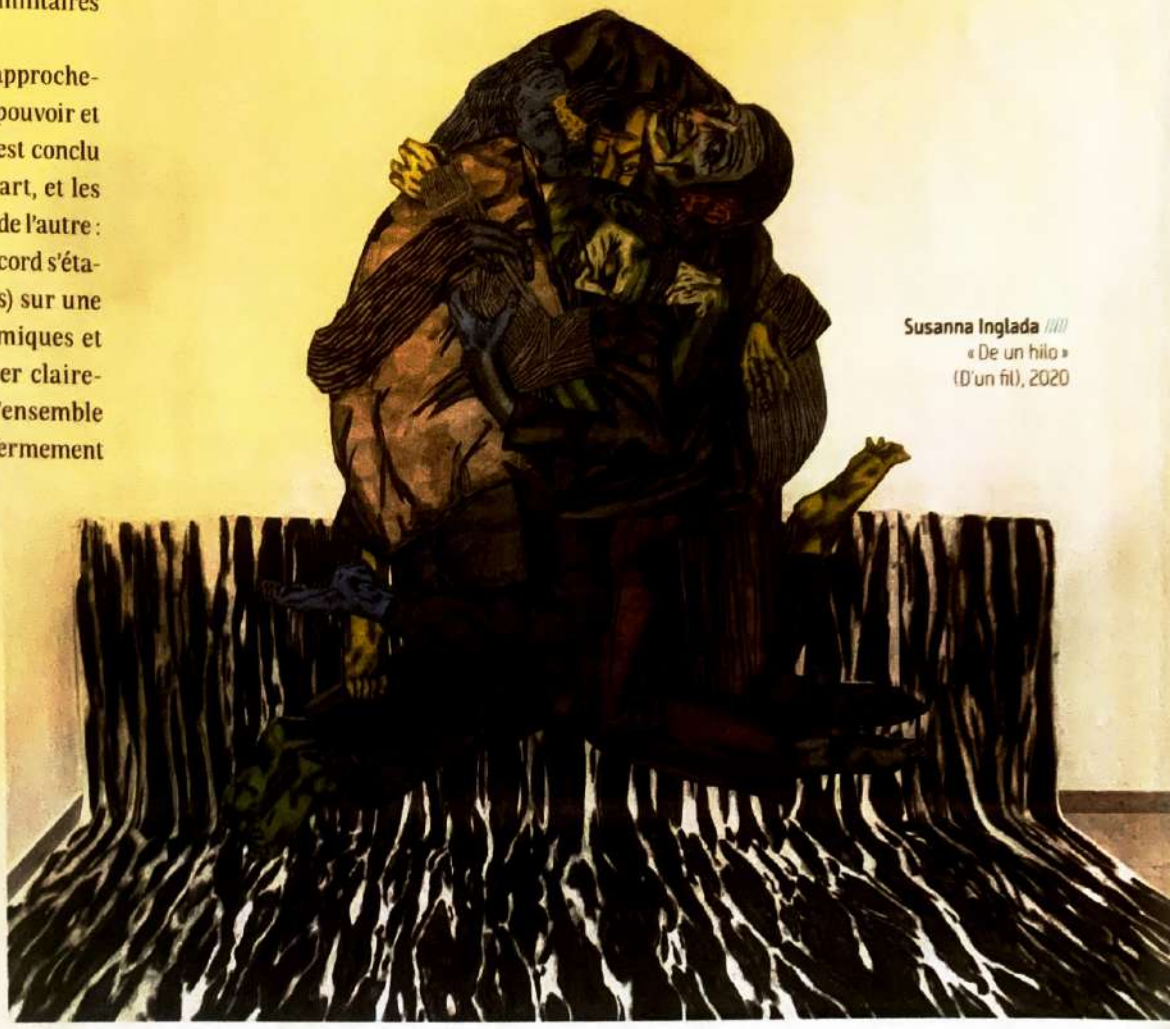
Dans ces circonstances, un rapprochement s'effectue entre le parti au pouvoir et l'opposition ; un pacte politique est conclu entre le gouvernement, d'une part, et les partis de gauche et les syndicats, de l'autre : c'est le pacte de la Moncloa. Un accord s'établit (on parle alors de consensus) sur une plate-forme de mesures économiques et sociales. Il s'agissait de montrer clairement aux forces armées que l'ensemble de la classe politique s'oppose fermement aux éventuels partisans d'un putsch.

Le malaise demeure cependant au sein de l'armée. Et force est de constater que, après quatre ans de régime parlementaire, l'armée demeure, globalement, identique à ce qu'elle était sous le franquisme ; peu de mesures concrètes ont été prises pour la démocratiser. Pas même 10 % des officiers se déclarent démocrates, et le désir de putsch en ce début 1981 devient manifeste. À tous les niveaux, les cadres franquistes se maintiennent. Le gouvernement n'a pas pu faire accepter par l'armée la réincorporation en son sein des anciens officiers demeurés fidèles à la république.

C'est dans ce climat tendu que, soudain, les événements se précipitent. La tentative du 23 février n'est pas une surprise. On sait maintenant qu'elle était fort bien organisée et ne relevait guère de l'improvisation ; son échec est dû autant à l'incapacité du général Alfonso Armada à contrôler l'état-major de l'armée qu'à l'aptitude des généraux Sabino Fernandez Campos et José Gabeiras Montero à diriger le contrecoup.

Mais l'ensemble des problèmes demeurent. Est-il raisonnable, afin d'éviter de prochaines tentatives de la part des militaires, de revenir sur la politique des autonomies ? Comment, d'autre part, en finir avec le terrorisme ? Le risque principal désormais vient de la convergence de vues entre l'ETA militaire et l'armée, toutes deux demeurant persuadées, dans l'ensemble, qu'un coup d'État les avantagerait.

Ignacio Ramonet



Susanna Inglada ////
« De un hilo »
(D'un fil), 2020

© susannainglada.com - Photographie : Eva Rietbergen

L'air de Madrid

« À Madrid, l'air est transparent et pénétrant », écrivait José Rojas y Moreno, comte de Casa Rojas, ambassadeur à Paris de 1952 à 1970. Originaire de la province d'Alicante, ce diplomate avait notamment été attaché à l'ambassade d'Espagne près le Saint-Siège, à Londres et à Berne. Pendant la seconde guerre mondiale, il fut en poste en Roumanie, où ses efforts permirent de sauver des Juifs de la déportation.

Je laisse à d'autres, plus cultivés et plus précis dans le récit, le soin d'écrire ce qu'est Madrid, les raisons de sa fondation et le développement de son histoire. Le monde nous offre de multiples exemples de villes érigées en capitales de nation un peu artificiellement. Pour aviver un sentiment patriotique endormi : Ankara ; pour arbitrer les différends entre bandes, partis ou villes rivales : Washington, Canberra, Ottawa.

Madrid est devenue la capitale de l'Espagne vers 1561, presque trois quarts de siècle après la réalisation de notre unité nationale. La proximité de l'Escurial[1], l'incarnation en pierre bien-aimée de son roi patron, poussa peut-être Philippe II à renoncer à une idée : le transfert de la capitale de l'Espagne à Lisbonne, qui put illuminer son cerveau politique et changer notre route historique, nous assurant l'unité péninsulaire et notre mission atlantique et d'outre-mer. La cour espagnole vaguait, nomade, quoique Madrid fût, avant la fixation définitive de son siège, favorisée à maintes reprises par la présence de nos rois. Au temps de Philippe III, et pendant cinq ans, la cour fut de nouveau transférée à Valladolid jusqu'à ce que, en 1606, Madrid restât définitivement consolidée comme capitale de l'Espagne.

Jusque vers les années 1920, Madrid était une ville de luxe, de caractère presque exclusivement officiel : gouvernement, corps diplomatique, société aristocratique, sans aucune production ; ville de consommation où l'autochtone se contentait de se laisser vivre, cajolé par son orgueil indolent. Le Madrilène faisait parade de ce titre avec la même fierté que le citoyen de Rome ou le sujet de Sa Majesté britannique.

Les habitants des provinces accouraient en masse à Madrid pour faire pression sur l'administration publique, toujours lente dans sa marche bureaucratique. Ils profitaient de l'opportunité d'être membres de ses commissions officielles pour faire un peu la fête. D'autres, isolément, venaient à Madrid pour lutter sérieusement, étudier, peiner, s'assurer un avenir, arriver à être journalistes réputés, médecins éminents, politiciens influents, directeurs enfin. Ils venaient à la conquête de Madrid les mains vides mais avec beaucoup d'ambition et sans crainte des sacrifices – et, même aujourd'hui, la majorité de ceux qui comptent à Madrid proviennent de la province. Il fallut l'isolement du monde, le régime sévère d'épargne de devises et la parcimonie dans l'octroi des licences d'importation pour tirer Madrid de son marasme, si on laisse de côté ses deux seules activités visibles : la construction urbaine et le spectacle public. Plus tard, à l'occasion de la seconde guerre mondiale, les industries et les commerçants, profitant de l'occasion, réussirent à garnir les vitrines d'objets de luxe, de mille charmantes choses inutiles qui sont sans doute les choses les plus attrayantes. De petites industries de luxe, comme la ville même, naissaient à Madrid ; quelque temps après, des industries utilitaires.

Pendant la seconde guerre mondiale, les industries et les commerçants réussirent à garnir les vitrines d'objets de luxe, de mille charmantes choses inutiles

Madrid est devenue une ville industrielle comme n'importe quelle autre mais, grâce à Dieu, sans grandes fabriques, sans sirènes, qui sont les remplaçantes industrielles des cloches dans le rôle de régler la vie à un horaire. Madrid se voit libérée des hautes cheminées qui vomissent la fumée onctueuse qui noircit. Madrid continue à être une ville blanche, avec peu de camions de transport, où les gens vont dans la rue avec le but exclusif d'en jouir ; ville à laquelle il manque

1. Conçu par Juan de Herrera selon les vœux de Philippe II, le palais monastère de l'Escurial fut élevé à partir de 1563 au pied de la sierra de Guadarrama, à quarante-cinq kilomètres au nord-ouest de Madrid. Philippe II décide d'y inhumer les corps des souverains d'Espagne, dont son père, Charles Quint, grand conquérant et rival du roi de France François Ier. L'ensemble, l'un des plus grands du XVIe siècle avec la basilique Saint-Pierre à Rome et le palais du Louvre à Paris, est classé au patrimoine mondial de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco).

* Diplomate (1893-1973).

seulement, pour augmenter sa cordialité et son calme, d'avoir des agents de la circulation plus compréhensifs et de supprimer les bruits des klaxons.

Pour moi, ce qui compte à Madrid c'est son air, air non seulement dans un sens chimique équivalant au gaz atmosphérique, mais aussi comme synonyme d'ambiance, trait caractéristique, physionomie. À Madrid, l'air transparent, frais et pénétrant touche tous les sens. Vélasquez réalisa le miracle : les collines du Pardo en premier lieu, le Guadarrama au fond et la brise imprégnée des parfums montagnards comme moyen de transport, de capter l'air et de le peindre en profondeur dans *Les Fileuses* et *Les Ménines*. Entre nous seulement se frit l'air, enfermé dans la membrane croquante des beignets. Il ne faut pas être un chien de chasse pour sentir l'air des *verbenas* (fêtes populaires) de Saint-Antoine ou Saint-Jean embaumé de basilics et de tubéreuses. Les kermesses populaires sont bruyantes mais surtout parfumées. L'air de Madrid, presque cristallin, permet la vision à distance de dizaines de kilomètres. Il est pénétrant comme un stylet.

Un fin proverbe madrilène dit qu'il n'éteint pas une chandelle mais qu'il tue une personne. C'est un air pur, il arrive de la montagne directement sans aucun paravent qui entrave sa marche. À Madrid on sort de chez soi pour prendre l'air. Dans les quartiers populaires, les gens s'assoient au bord du trottoir, à cheval sur leurs chaises ou dans des rocking-chairs ; les portiers et leurs voisins, dans les nuits caniculaires, sortent respirer un peu d'air et même le boire ; entraîné dans les filets d'eau d'un *botijo* (cruche) jusqu'aux gorges des assistants, Madrid devient plus populaire et plus classique quand vient l'été et que les marchands de glaces s'installent dans les rues où les gens, déjà saturés d'air, établissent un conduit direct du verre à la bouche par le chalumeau en paille.

Venez à Madrid où l'air est caresse, arôme et captivante fraîcheur. ■

Manuela Lorente ////
De la série « ¿Es usted quien creo que es? » (Êtes-vous bien celle que je crois ?), Espagne, 2020

© www.manuelalorente.com

Susanna Inglada ////
« Nothing Twice »
(Rien deux fois), 2024

LA MORT DU BLOC CENTRAL

La coalition fondée en 1977 par Adolfo Suárez, président du gouvernement espagnol depuis 1976, a dominé la vie politique nationale jusqu'en 1982. Lors des élections législatives anticipées du 28 octobre de cette année charnière, le parti de la transition, du pacte de la Moncloa et de la Constitution s'effondre et s'efface. Quelles sont les causes de l'évaporation du centre ?

PAR EDUARDO HARO TECGLEN*

C'est un phénomène étrange qui n'a probablement pas de précédent dans l'histoire de la démocratie : un parti créé par un pouvoir qu'il occupait déjà, qui s'y est consolidé, qui a élaboré une Constitution à son image, une loi électorale sur mesure et des statuts parlementaires avantageux ; un parti qui a réussi à monter un appareil bureaucratique de cadres intermédiaires. L'Union du centre démocratique (UCD) a indiscutablement occupé le « centre » politique tant enviable et tant envié ; elle meurt de sa belle mort. Sans livrer bataille. Sans avoir perdu un seul vote de confiance, sans qu'une seule motion de censure ait finalement été déposée. Pourtant, lorsque le chef du gouvernement – et du parti – a annoncé en août 1982 la dissolution de la Chambre et de nouvelles élections, personne n'a été surpris.

L'arrêt de mort de l'UCD était signé au moins depuis le 29 janvier 1981, le jour où son fondateur, Adolfo Suárez, avait adressé un bref discours à la nation pour annoncer sa décision d'abandonner son poste de premier ministre et – disait-il en commençant – pour en expliquer les raisons. Il ne les a finalement pas données, si ce n'est a contrario : *« Je pars donc, sans que qui que ce soit me l'ait demandé » ; « Je ne pars pas à cause d'un échec dans ma capacité à m'adapter » ; « Je ne m'en*

* Journaliste (1924-2005).

vais pas par lassitude». Mais «*j'ai acquis la certitude que, dans les circonstances actuelles, mon départ est plus bénéfique à l'Espagne que mon maintien à la tête du gouvernement*». Demi-mots, insinuations, allusions éclairs à l'«*attaque irrationnellement systématique*», au «*discrédit jeté en permanence sur toute personne et sur tout type de solution essayant d'affronter les problèmes du pays*».

Une dictature beaucoup plus cruelle

Dès leur début au gouvernement, l'UCD et tout particulièrement son premier président, Suárez, ont agité l'épouvantail du retour à une dictature, et à une dictature beaucoup plus dure, plus cruelle, qui s'approcherait de la situation au Chili, en Turquie ou en Argentine. Dès sa création en 1977, l'UCD a fait figure d'Arlequin, serviteur de deux maîtres – ou a voulu en jouer le rôle.

Elle a traité la gauche avec un paternalisme protecteur. Suárez négocia avec elle un régime de «transition pacifique», où la pression de la rue – des syndicats, des vieilles organisations clandestines, des journaux fraîchement autorisés à reparaître – serait remplacée par un jeu démocratique limpide. De l'autre côté, aux obstinés qui persistaient dans le franquisme, Suárez demanda de s'abstenir de tout acte de force en échange de la garantie qu'il n'y aurait pas de révolution; il s'engagea à défendre leurs intérêts et leurs positions, et assura que l'entrée de l'Espagne dans le grand groupe économique et démocratique occidental, encore suffisamment riche, allait produire une nouvelle vague de prospérité et suffisamment de bénéfices pour tous.

L'ambitieux président du gouvernement proposa un vaste projet de réformes politiques, y compris une Constitution légalisant les partis, posant le principe des autonomies et instaurant un Parlement élu au suffrage direct et secret. Ce programme allait être approuvé à une très large majorité (près de 88% des Espagnols) par référendum, le 6 décembre 1978, une victoire pour le chef du gouvernement.

Mais à ce moment-là, il était déjà trop tard pour que l'Espagne recueille les fruits de l'Occident, de la société de consommation et de l'opulence. Ne lui restait plus qu'à absorber les effets de l'augmentation des prix du pétrole et des matières premières. Elle se rapprochait d'une Europe frappée par l'inflation, les conflits sociaux, le chômage. Suárez devait néanmoins remporter une nouvelle victoire sur la gauche et s'attirer les faveurs de la droite avec la signature du pacte de la Moncloa, fruit d'accords entre le parti de gouvernement et ceux de l'opposition pour répartir les charges et les restrictions. En fait, un faux pas de la gauche.

Le président du gouvernement s'est en réalité chargé de domestiquer la gauche au profit de la droite. Mais, bien qu'élevé dans le sérail, il ne connaissait pas suffisamment la voracité de la droite, qui ne se contente jamais de ce qu'elle a et veut tout. Dans ce qu'il estimait être un beau succès, elle décelait une concession. En l'homme qui avait maté la gauche, elle voyait celui qui lui avait ouvert le chemin, qui avait empêché la consolidation d'un régime de droite. Suárez avait dû faire concession sur concession : quelques pas en arrière, du retard dans la législation sociale – le divorce –, des restrictions aux statuts d'autonomie. Peine perdue. Tout retombait sur lui : le terrorisme au Pays basque, les assassinats de militaires, sans oublier le «catastrophisme» qui mettait sur le compte de la démocratie la délinquance juvénile, l'insécurité nocturne, les nouvelles mœurs sexuelles ou le «tiers-mondisme».

Vieille image de «rouge»

L'UCD est morte victime de la droite. Parti d'intérêts, née de l'illusion d'avoir conquis le butin auquel l'autorité donne droit, elle a péri de l'inimitié des appétits particuliers, de la lutte pour le pouvoir futur. Certains de ses transfuges sont entrés dans les rangs d'une gauche modérée, le socialisme à l'espagnole, obligée par ses ennemis de se débarrasser de sa vieille image de «rouge», de renoncer aux nationalisations, de se tenir à l'écart de la «question religieuse», tout en se montrant peu encline aux réformes de société, respectueuse des alliances avec les États-Unis, et donc de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), et toujours effrayée par le «loup» : le coup d'État qui pourrait se produire si sa victoire allait trop loin. D'autres se sont orientés vers la droite, qu'ils voyaient promise à un plus grand avenir. D'autres encore, qui ont voulu récupérer la notion de centre, ont continué de se battre entre eux. ■

LE CHAT DE FELIPE GONZÁLEZ

En août 2012, alors que l'Espagne est au plus mal sur le plan économique, l'écrivain Luis Sepúlveda prend la plume dans « Le Monde diplomatique ».

Tout récit a pour point de départ un lieu et un moment déterminés. La crise m'affecte directement : nombre de mes amis espagnols sont en train d'en subir toute la furie dévastatrice. Ils sentent que l'avenir est jalonné d'incertitudes et voient, stupéfaits, la normalité d'un pays européen se disloquer jour après jour, emportée dans la course folle d'un pouvoir à deux têtes, le Parti populaire (PP) et le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), incapables l'un comme l'autre de fournir la moindre explication à ce qui a mal tourné hier, à ce qui tourne mal aujourd'hui, et surtout à ce qui pourrait tourner plus mal encore demain.

On suppose que le rôle d'un gouvernement est de façonner le récit de la société, de ses contradictions et de ses problèmes ; or un tel récit n'existe pas et n'a jamais existé en Espagne.

Et ce pour la bonne raison que, depuis la mort de Franco et le début de la transition vers la démocratie, les responsables politiques ont érigé la paresse intellectuelle en marque de fabrique. Jamais n'a été pensé un modèle de fonctionnement viable pour le pays. Lorsqu'on relit, comme je l'ai fait, les déclarations au Parlement ou les discours électoraux, on y cherche en vain la moindre expression d'une idée pour la société espagnole.

Le seul homme d'État qui ait jamais entrepris un tel récit fut Manuel Azaña, le dernier président de la République avant le coup d'État franquiste. Il n'y en eut pas d'autre, parce que la grande carence de l'Espagne tient à l'inexistence d'une bourgeoisie éclairée, qui découle elle-même de l'absence d'hommes d'État.

La seule déclaration marquante, c'est la devise du dirigeant chinois Deng Xiaoping, citée en son temps par Felipe González[1] : « Peu importe que le chat soit blanc ou noir, du moment qu'il attrape les souris. » À partir de cette métaphore, dont la signification a fini par s'imposer à toutes les situations sociales, économiques, culturelles et politiques du pays, je vais tenter de construire un récit qui permette de comprendre ce qui s'est passé, ce qui se passe et pourquoi. En tant que citoyen européen, j'ai besoin d'un récit qui rende intelligible notre présent de cauchemar et qui m'aide à trouver la sortie, avant qu'il ne s'empare de moi, tel le portrait maudit de Dorian Gray.

PAR LUIS SEPÚLVEDA*

* Écrivain chilien ayant vécu en Espagne (1949-2020).

Il faisait froid à Madrid en cette matinée du 4 février 1988 ; mais la rudesse de l'hiver se ressentait dans la rue, et non dans la salle confortablement chauffée du Palais des congrès. À l'invitation de l'Association pour le progrès de la direction (APD), un bon millier de chefs d'entreprise buvaient les paroles de Carlos Solchaga, le ministre de l'économie et des finances du gouvernement socialiste de Felipe González : *« L'Espagne est le pays d'Europe et peut-être du monde où l'on peut gagner le plus d'argent à court terme. Il n'y a pas que moi qui le dis : c'est aussi ce qu'affirment les consultants et les analystes boursiers. »*

L'ovation recueillie par le ministre fit grimper la température à un niveau tropical. Le PSOE parlait clair et sans chichis : l'Espagne était un pays où seuls les idiots ne devenaient pas riches – ou négligeaient de se convaincre qu'ils l'étaient. Le fonctionnement de l'économie, le principe de solidarité, la conception sociale-démocrate du bien-être, une analyse de gauche des origines de la richesse : tout cela et tout le reste avait été balayé sur la voie glorieuse qui devait conduire la société à ne plus se reconnaître que dans la fortune et, de surcroît, dans une fortune *« à court terme »*.

Comment un pays cède-t-il aux sirènes de l'argent facile ? Les arguments avancés par les économistes pour expliquer la crise mondiale de 2007-2008 éludent un fait essentiel : non seulement le système capitaliste a échoué dans son ensemble, mais, dans le cas particulier de l'Espagne, cet échec a été amplifié par la transition ratée d'une dictature nationale-catholique à un État démocratique ayant pour seule obsession de tourner la page.

L'incorporation à la communauté des nations européennes a rendu impossible ou inaudible toute discussion sur la nature du chantier démocratique. L'expérience républicaine fut ignorée, sans que l'on s'inquiétât du prix à payer pour l'absence de référents historiques, ni pour le désir d'Occident qui nous jeta dans les bras de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) à la fin de la guerre froide, ni, surtout, pour cette malédiction culturelle appelée le « picaresque »[2]. Le chat, quelle que fût sa couleur, devait attraper les souris.

1. Président du gouvernement espagnol de 1982 à 1996.

2. Le roman picaresque apparaît en Espagne au cours du XVIe siècle. Son protagoniste central est le *pícaro*, un anti-héros d'extraction populaire généralement sans scrupules.

Francisco Mayor Maestre /// « Gracias a la flora y por culpa de la fauna » (Grâce à la flore et à cause de la faune), 2025

Trois ans avant la chute du mur de Berlin, l'Espagne adhérait à l'Union européenne, et le mot « mondialisation » résonna dans un vacarme assourdissant, faisant taire toute réflexion sur l'opportunité réelle ou sur la manière la plus sage d'intégrer le pays dans la nouvelle économie mondialisée. Vautrés dans la certitude d'appartenir par osmose à la minorité fortunée de l'humanité, la classe politique en général et les économistes dans leur immense majorité ne réfléchirent pas une seconde aux conséquences d'une décision qui se trouve pourtant à la racine de la crise actuelle.

Tout à leur souci de profit, les pays occidentaux n'hésiterent pas à sacrifier leurs propres industries nationales. Les délocalisations d'usines et les chantages du type « Pas d'impôts ou je m'en vais » les incitèrent à restreindre leur train de vie et à creuser les premières brèches dans l'État-providence, en attendant son démantèlement complet.

En Espagne, pas un qui ne se délecte d'affirmer que le tourisme est la première (ou deuxième, pour les plus placides) industrie du pays, pas un pour rappeler que la manne touristique est sujette à des contingences extérieures à la volonté de ceux qui la convoitent et qu'elle génère, outre la fortune du patronat hôtelier, un complexe d'infériorité qui abime la société tout entière. Ce n'est pas la même chose d'habiter un pays en pointe dans l'innovation technologique ou un pays de domestiques, de cuisiniers et de réceptionnistes.

L'adhésion de l'Espagne à l'Union européenne, aux côtés de la Grèce et du Portugal, marqua non seulement la fin de l'autarcie ibérique, mais aussi le commencement d'un arrosage intensif – les fameux fonds de cohésion et d'aide au développement – qui draina plus d'argent que le plan Marshall n'en avait réuni pour l'Europe

de l'après-guerre. Et les marchés avaient repéré – comme ils l'avaient fait précédemment aux États-Unis – une poule aux œufs d'or bien plus prometteuse que l'incertaine modernisation du système productif espagnol : la spéculation immobilière et l'octroi illimité de prêts hypothécaires.

La corruption apparut dans la vie politique nationale comme l'essence même du picaresque : je te finance ta campagne électorale et tu m'accordes des permis de construire sur les terrains de ta commune. Des épouvantails urbains se mirent à pousser un peu partout, comme Seseña, la ville fantôme du désert de Tolède : treize mille cinq cents appartements sans eau, ni gaz, ni infrastructures, sans habitants non plus, à l'exception de quelques naufragés et des tourbillons de sable. Les banques avaient fait grimper artificiellement le prix de cette verrue immobilière avant de la céder à l'un des entrepreneurs les plus riches d'Espagne, Francisco Hernando Contreras, dit « l'Égoutier » – un personnage très picaresque, analphabète devenu milliardaire grâce à l'évacuation des excréments.

La corruption semble l'essence même du picaresque : je te finance ta campagne électorale et tu m'accordes des permis de construire

Des cités mortes comme Seseña, il s'en est construit aux quatre coins du pays. La fièvre immobilière et la corruption afférente se concrétisèrent par des aéroports grandioses où jamais un avion n'a atterri, par des lignes de train à grande vitesse qu'aucun passager n'a empruntées, par des circuits de course automobile où forniquent les lapins, par des maisons de la culture pharaoniques qui servent de volières aux pigeons. Au milieu de tout cela, les banques affichaient les bilans comptables les plus triomphaux de l'histoire. Le chat attrapait les souris.

L'Espagne était bel et bien le meilleur pays du monde pour gagner des millions du jour au lendemain, grâce à une ressource naturelle intarissable dont la valeur ne cessait de croître : le sol. Il paraît que la culture entrepreneuriale d'un pays se mesure à la diversité de sa production. L'immobilier a fait mentir cet axiome, les petites et moyennes entreprises se consacrant presque entièrement à faire tourner les bétonnières.

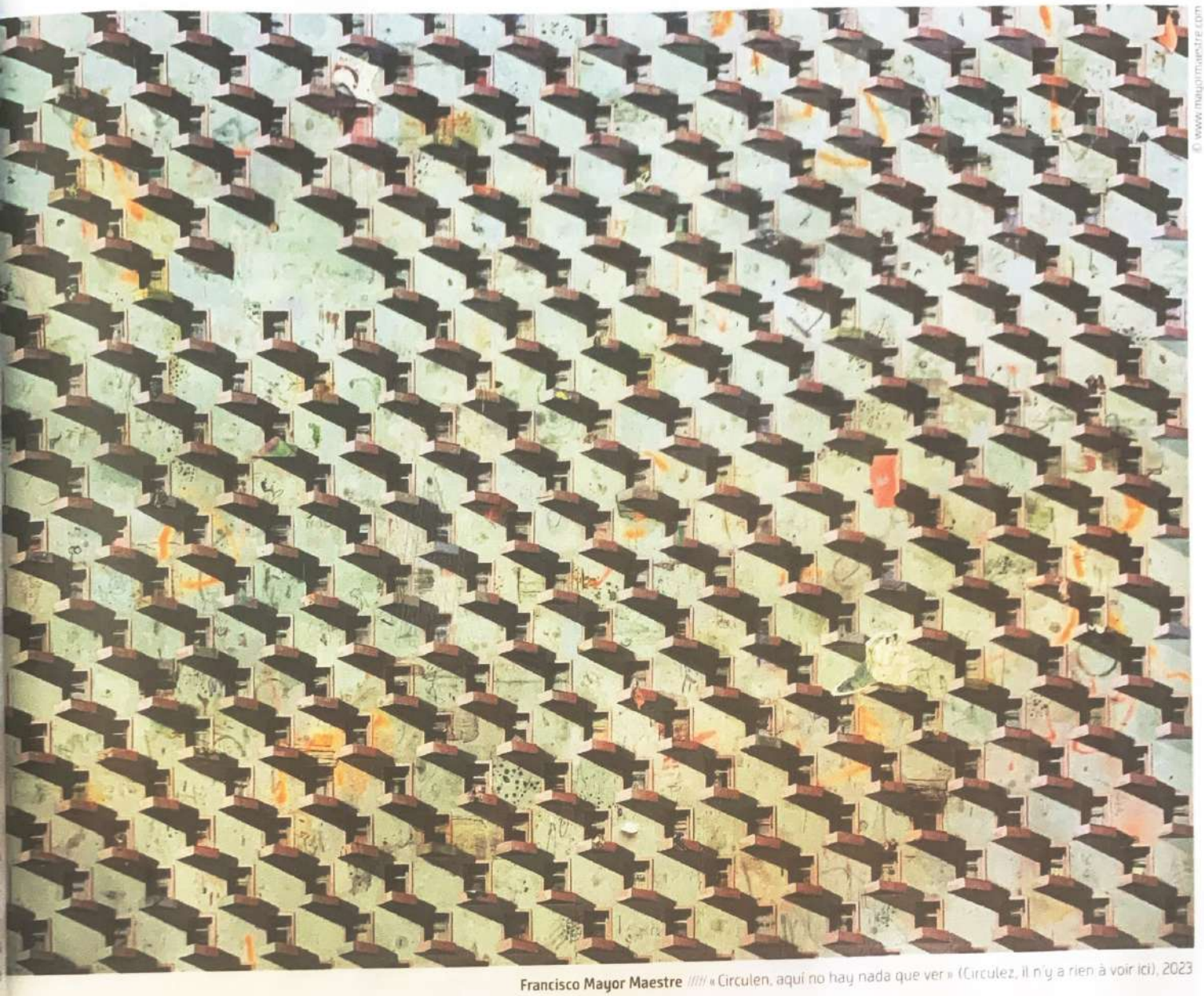
Si le peuple doit changer de dirigeants quand ils ne valent rien, parfois les dirigeants souhaitent changer de peuple quand celui-ci ne leur convient pas. Cette remarque de Bertolt Brecht cerne assez bien l'état d'esprit du PSOE après sa cuisante défaite électorale de 2011. Durant leurs derniers mois au pouvoir, les socialistes avaient fait face à la crise – dont ils avaient d'abord nié l'existence, l'idéologie de marché certifiant le caractère invulnérable de l'économie espagnole – en enterrant pour de bon toute velléité de gouverner à gauche. On jugea superflu d'expliquer aux citoyens pourquoi les banques ne prêtaient plus, pourquoi les petites et moyennes entreprises faisaient faillite les unes après les autres, pourquoi le chômage gonflait jour après jour. Les rares efforts consentis par le gouvernement de M. José Luis Rodríguez Zapatero[3] pour sauver ce qui pouvait l'être se heurtaient aux tirs de barrage de la droite, enferrée dans l'une des oppositions les plus irresponsables qui se soient jamais vues dans un pays démocratique. De part et d'autre, on était néanmoins d'accord sur un point : l'anxiété qui submergeait le peuple ne valait rien face à la nécessité impérieuse de « rassurer les marchés », autrement dit de gratifier les banques d'une indigestion de fonds publics.

« Obligations imposées par Bruxelles »

Ainsi, pendant que le gouvernement socialiste étranglait les dépenses sociales au prétexte des « ajustements nécessaires » et des « obligations imposées par Bruxelles », le nombre de chômeurs passait de deux millions à trois, puis à quatre, puis à cinq. Discrètement, traîtreusement, on changea la Constitution pour imposer une règle d'or budgétaire qui achèverait de transformer la crise économique en crise sociale : une propagation accélérée de la pauvreté, sur un sol qui n'inspire plus guère les promoteurs immobiliers.

Aux élections de 2011, l'absence d'un récit susceptible d'éclairer la tournure des événements ne laissa qu'une question en suspens : souhaitons-nous être des citoyens ou des consommateurs ? Une part importante de la société opta pour le second terme de l'alternative, accordant une majorité écrasante à la droite.

En Espagne, nous redoutons tous le lever du soleil, car chaque jour charrie son lot de mau-



© www.mayormaestre.com

Francisco Mayor Maestre //// « Circulen, aquí no hay nada que ver » (Circulez, il n'y a rien à voir ici), 2023

vaises nouvelles. À commencer par celle-ci, qui revient toujours : le gouvernement de M. Mariano Rajoy[4] gère le pays comme un syndic de copropriété. Avec ses manchettes de velours noir qui rehaussent la blancheur immaculée de ses chemises, M. Rajoy paraît s'être échappé d'une étude de notaires du XIXe siècle. Mais c'est en homme de son temps que l'émissaire des marchés s'applique à accroître la précarité des citoyens, vus comme des consommateurs en disgrâce. Chaque matin, nous sommes réveillés par un nouveau coup de griffe : toujours le chat qui attrape les souris, même lorsqu'elles ont forme humaine. Coupes dans l'éducation, réductions des dépenses de santé, licenciements baptisés « ajustements », silence de plomb devant les scandales de corruption, vols et escroqueries en série...

Voracité prodigieuse

Ainsi donc, le récit de la crise espagnole commence et s'achève par la corruption. Karl Marx disait que le capitalisme contenait les germes de sa propre destruction. Le philosophe à barbe blanche pensait à l'Angleterre, mais, s'il prenait le soleil aujourd'hui sur une plage de Marbella, avec le chat de Felipe González lui mordillant les orteils, il se dirait peut-être que le capitalisme, en tant que système d'exploitation créant de la plus-value, loin de s'autodétruire, s'est régénéré en empruntant au marché son visage invisible, son corps insaisissable, sa voracité prodigieuse. Et peut-être Marx prendrait-il son iPhone pour appeler Friedrich Engels et lui dire : « *Un spectre hante le monde. C'est le spectre du monde dans lequel nous voulons vivre, le spectre d'une société possible à laquelle nous voulons participer.* »

Mais en attendant que le spectre se mette en marche, le chat maudit n'a pas fini d'attraper les souris.

Luis Sepúlveda

3. Président du gouvernement de 2004 à 2011.

4. Président du gouvernement de 2011 à 2018. À droite, M. José María Aznar a également gouverné de 1996 à 2004.

QUAND L'AFFAIRISME SOCIALISTE

En Espagne, les années 1990 sont celles des « affaires ». L'ampleur de la corruption politique s'étale au quotidien dans les médias et de nombreux livres d'enquête, dont les ventes explosent. Tandis que la « movida » financière continue d'enivrer les milieux économiques et politiques, la gauche, au pouvoir depuis plus d'une décennie, ploie sous les révélations empreintes d'arrière-pensées politiques.

PAR MARGARITA RIVIÈRE MARTÍ*

Au printemps 1994, l'Espagne a été balayée par un ouragan d'affaires de corruption impliquant quelques-uns des principaux fonctionnaires de l'État – en particulier le gouverneur de la Banque d'Espagne ainsi que le directeur général de la garde civile – et provoquant la démission en cascade de ministres et de députés socialistes. D'extrême justesse, le président du gouvernement, M. Felipe González, avait pu éviter des élections législatives anticipées, grâce notamment à une alliance de fait avec la coalition gouvernant la Catalogne, Convergencia i Unio, et avec le Parti nationaliste basque (PNV).

Cette fragile stabilité retrouvée après la tempête, l'incapacité du principal adver-

* Journaliste et écrivaine (1944-2015). Son dernier ouvrage publié est *Clave K*, Icaria Editorial, Barcelone, 2015 (non traduit).

© www.manuelalurente.com

PRÉPARAIT LE RETOUR DE LA DROITE

saire politique (le Parti populaire) à tirer profit de la situation et les dramatiques événements de l'été (incendies dévastateurs et meurtriers, sécheresse cataclysmique, guerres de l'eau entre régions) paraissaient avoir détourné les médias du harcèlement contre M. González et le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), au pouvoir depuis douze ans.

Mais voilà que quatre livres explosifs paraissent[1] qui reviennent en détail sur les affaires du printemps, multiplient les révélations, ouvrent de nouvelles pistes vers d'autres implications, bref, relancent spectaculairement le débat sur la classe politique et la corruption, et mettent, une fois encore, M. González sur la défensive.

Corruptions en tout genre, concussion, prévarication, trafics d'influence, pactes secrets... : toutes les friponneries dignes de la Florence des Borgia

À eux quatre, ces ouvrages racontent la chronique noire du socialisme espagnol et des mafias qui ont entouré le pouvoir au cours des douze années précédentes. Corruptions en tout genre, concussion, prévarication, trafics d'influence, pactes secrets avec les milieux politiques, économiques et médiatiques, intrigues, enrichissements illicites, vengeances, toutes les friponneries dignes de la Florence des Borgia et que n'auraient pu imaginer les meilleurs scénaristes de Hollywood composent la mosaïque effarante du fonctionnement du pouvoir et de la lutte pour l'argent, au mépris des valeurs éthiques, surtout depuis l'aggravation de la crise économique en 1992.

Les auteurs, dans leur recherche de responsables et de coupables, ne semblent pas accorder d'importance aux forces traditionnelles dont la pesanteur en Espagne reste pourtant énorme : féodaux, grands propriétaires terriens, Église, caste militaire, etc. Ils n'accusent pas non plus les grandes firmes multinationales dont les ramifications, en raison de l'internationalisation de l'économie espagnole, sont considérables et concernent tous les secteurs. Ils concentrent l'essentiel de leurs critiques sur une cible précise : le Parti socialiste, dont ils semblent souhaiter une fin et un démantèlement « à l'italienne » avec, pour son principal dirigeant, M. Felipe González, un destin infamant « à la Craxi ».

1. Mario Conde, *El sistema. Mi experiencia de poder*, Espasa Calpe, Madrid, 1994 ; Jesús Cacho, *M. C. Un intruso en el laberinto de los elegidos*, Temas de Hoy, Madrid, 1994 ; José Herrera et Isabel Durán, *Los secretos del poder*, Temas de Hoy, 1994 ; et Ernesto Ekaizer, *Banqueros de rapiña*, Plaza y Janés, Barcelone, 1994.

La stratégie originelle du PSOE

Pendant longtemps, s'engager dans l'opposition au franquisme ne conduisait pas nécessairement sur le chemin du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE). Le Parti communiste et la démocratie chrétienne constituaient dans la clandestinité des références plus exaltantes. Aussi, le groupe qui, autour de MM. Felipe González et Alfonso Guerra, se décida en 1974 à arraisonner un PSOE depuis longtemps ensablé ne sembla guidé ni par l'efficacité dans la lutte contre la dictature, ni par la perspective d'un avenir prometteur.

Cette escouade de jeunes Sévillans eut d'emblée comme perspective l'après-franquisme. Il s'agissait pour eux de constituer un instrument politique capable de jouer un rôle hégémonique dans une Espagne dont ils concevaient la démocratisation comme le corollaire obligé du décollage économique. *« La dictature tombera d'elle-même »*, affirmait M. Guerra.

Concernant la société espagnole, l'universitaire José Maria Maravall, membre de la commission exécutive du parti, écrivit a posteriori que *« le processus de transition [devait] être interprété en fonction de deux dynamiques : d'une part, une dynamique de réformes par le haut ; d'autre part, une dynamique de pressions et d'exigences à partir du bas, articulées en un ensemble de mouvements sociaux et traduites par les organisations politiques »*. Le groupe d'hommes à la tête du PSOE joua son sort sur un pari sociologique : les transformations que l'Espagne a connues ont créé les conditions pour l'hégémonie d'une grande formation réformiste liée au socialisme européen.

Le triomphe électoral du 28 octobre 1982 en fut l'aboutissement.

Jean Rony
Journaliste

Manuela Lorente //// De la série « ¿Es usted quien creo que es? » (Êtes-vous bien celle que je crois ?), Espagne, 2020

QUAND L'AFFAIRISME SOCIALISTE PRÉPARAIT LE RETOUR DE LA DROITE

On apprend dans ces livres que les banquiers et les groupes politiques ont mis sur pied leurs propres services d'information et de communication – véritables cellules à espionner et à manipuler –, dont le but est de désinformer constamment les médias et de désorienter l'opinion publique.

L'existence de ces services, au comportement souvent paranoïaque, conduit à s'interroger sur le crédit qu'il convient d'accorder à des « révélations » ayant ces informations pour origine. Le « journalisme de source » ou l'analyse de dossiers « confidentiels » ne sont pas exempts de pièges. Mais, à supposer qu'un cinquième à peine des conspirations et affaires révélées dans ces ouvrages soient vraies, les dirigeants socialistes seraient suffisamment déshonorés et disqualifiés.

Plus grave encore. Ces ouvrages, pour la première fois, rompent l'un des grands tabous de la politique espagnole depuis le rétablissement de la démocratie en 1975. Ils impliquent directement le roi Juan Carlos, qui, selon ces auteurs, aurait eu une part importante de complicité dans les affaires les plus louches conduites par les socialistes. Faut-il les croire ? Les preuves avancées sont fort minces, et leur démonstration vise à faire apparaître le camp conservateur comme vierge de tout affairisme.

Avec un contenu aussi polémique, dans le contexte troublé que connaissait l'Espagne, faut-il s'étonner que ces ouvrages aient rencontré un exceptionnel succès ? Et aient inquiété le gouvernement ? La réponse de M. González ne se fit point attendre ; sur une chaîne de télévision privée, il prit l'habitude de s'adresser personnellement aux Espagnols et, les yeux dans les yeux, de leur expliquer sa politique sur fond de guerre à sa propre succession. Ici comme ailleurs, les médias demeurent l'arme principale...

Margarita Rivière Martí

Manuela Lorente /// De la série « ¿Es usted quien creo que es? » (Êtes-vous bien celle que je crois ?), Espagne, 2020

© www.manuelalorente.com

AU SEUIL DE L'EUROPE

En 1982, l'Espagne adhère à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et accélère sa stratégie de normalisation politique et d'insertion au sein de la famille occidentale. Elle brigue désormais une place dans le concert européen, mais la France pose ses exigences. Il lui faudra attendre le 1er janvier 1986 pour devenir membre de la Communauté économique européenne (CEE), en même temps que son voisin portugais.

PAR JEAN-JACQUES KOURLIANDSKY*

« *Le peuple espagnol est décidé à participer pleinement [au] projet européen en lui apportant toute sa vitalité et sa foi enthousiaste dans les valeurs de la démocratie et de la liberté. Mon pays* (...) *désire* (...) *l'intégration de l'Espagne dans la Communauté européenne* (...) *de façon rapide et satisfaisante* » : en s'adressant de la sorte au chef de l'État français François Mitterrand, présent à Madrid le 22 juin 1982, Juan Carlos ne fait que développer son premier message politique prononcé deux jours après la mort du Caudillo, Francisco Franco, le 22 novembre 1975 : « *L'idée de l'Europe serait incomplète si l'on faisait abstraction de la présence de l'homme espagnol* (...). *L'Europe devra tenir compte de l'Espagne car les Espagnols sont des Européens...* »

L'Europe, pour les Espagnols, c'est presque le synonyme de démocratie. La raison en est évidente. Tous ceux qui exercent aujourd'hui des responsabilités politiques ont ressenti l'isolement de leur pays sous le régime franquiste comme une mise à l'index. Or la première demande d'intégration de l'Espagne à la Communauté économique européenne (CEE), déposée le 9 février 1962, s'est heurtée à l'opposition, aux réticences ou, à tout le moins, à la mauvaise conscience des Six, puis des Neuf, pour des raisons politiques. Ils resteront vigilants jusqu'au bout, de 1962 jusqu'au 12 mai 1976, date à laquelle les représentants européens définissent les critères politiques permettant à l'Espagne de prétendre entrer dans la Communauté. Les Espagnols ont quelque raison d'associer intimement démocratie et Europe...

Les productions agricoles de l'Espagne, certains de ses biens industriels, la fiscalité en vigueur outre-Pyrénées nécessitent, selon l'Élysée, un examen minutieux

* Directeur de l'Observatoire de l'Amérique latine et des Caraïbes.

En 1977, un mois après l'organisation des premières élections législatives, l'Espagne fait un nouvelle fois acte de candidature. L'année suivante, la Commission européenne remet un avis favorable, mais certains dossiers épineux encombrent encore le chemin vers l'adhésion.

Confrontés à la concurrence directe des exportations espagnoles, les responsables français ont soulevé les enjeux économiques avec l'Espagne et les Neuf dès l'été 1981. Les productions agricoles du pays, certains de ses biens industriels, la fiscalité en vigueur outre-Pyrénées nécessitent un examen minutieux si l'on veut que cet élargissement ne soit pas une improvisation dommageable à tous, selon l'Élysée. D'après la France, le pendant de l'adhésion doit être la mise à niveau des conditions de concurrence avec l'Espagne. Un défi pour la CEE, qui suppose une réorganisation des marchés des fruits et légumes, du vin et des matières grasses végétales pour tenir compte de l'importante production d'huile d'olive espagnole.

En matière industrielle, la sidérurgie et le textile, essentiellement, posent problème. Ces secteurs en crise ont fait l'objet d'une restructuration intracommunautaire fondée notamment sur le plafonnement des productions. Or la politique industrielle du gouvernement espagnol, loin de chercher à suivre la voie tracée par l'Europe au moment même où il négocie son entrée dans la CEE, introduit des facteurs de distorsion de plus en plus grands. Les plans de restructuration (1979-1985 pour la sidérurgie, 1981-1986 pour le textile) prévoient une injection massive d'argent frais destinée à accroître les productions. La France n'admet pas cette attitude et souhaite la voir clarifiée dans la perspective de l'adhésion.

La fiscalité et les droits de douane doivent faire aussi, aux yeux des Français, l'objet d'un réajustement. L'accord commercial CEE-Espagne du 12 mars 1970 a institué une disparité de droits favorable à l'Espagne, le démantèlement tarifaire consenti par le Marché commun étant plus important. Cette situation, qui ne devait pas excéder six ans, a été indéfiniment prorogée. La France, rejointe ici par le Royaume-Uni, estime qu'il s'agit là d'un régime de faveur coûteux pour l'industrie française et européenne.

© susannainglada.com

Susanna Inglada /// « The Holder » (Le détenteur), 2023

Une seule issue, la négociation... En fait, le gouvernement espagnol a mieux préparé qu'on ne l'a cru son entrée dans le Marché commun. L'argument politique en faveur de l'élargissement mis en avant avec insistance par les Espagnols après la tentative de putsch du 23 février 1981 *(lire l'article page 16)* se comprend bien. Cri du cœur, il visait aussi à permettre une intégration dans la CEE au moindre coût. En parallèle, depuis la fin de l'année 1978, le personnel des ministères a été formé, recyclé, sensibilisé aux thématiques européennes.

Sur le dossier basque, les autorités espagnoles ont développé une approche plus politique et moins policière. Le ministère de l'intérieur a entamé, avec l'aide du parti Euskadiko Ezkerra, une série de contacts avec les « terroristes » de l'Euskadi ta Askatasuna (ETA) en vue de permettre à ceux d'entre eux qui le souhaitaient de troquer le fusil pour l'action militante. Il n'est donc plus question de relancer une campagne contre la France « refuge de l'ETA ».

Du côté de la France, les signes d'une plus grande sensibilité aux critiques espagnoles à propos de la question basque se sont également multipliés : contacts ministériels, mesures d'éloignement à l'encontre de résidents basques espagnols, contrôles policiers plus stricts, délivrance de cartes de séjour d'une durée plus brève. L'Espagne étant priée, en échange de cette surveillance plus étroite, de ne plus demander d'extraditions.

Fernando Morán, sénateur socialiste espagnol, lançait peu après la victoire socialiste de 1981 en France un appel au pragmatisme : « *La fonction européenne [de l'Espagne] dépend du déblocage des relations avec la France.* » Et, au début de septembre 1982, l'Agence régionale pour le développement des échanges Aquitaine – péninsule Ibérique (Ardepi) réussissait une première : l'obtention de licences d'exportation sur le marché espagnol de 3 400 tonnes de tomates du Lot-et-Garonne...

Jean-Jacques Kourliandsky

LE DOGME DE LA CONVERGENCE

En 1993, les désenchantés de l'Europe commencent à donner de la voix dans une Espagne minée par les difficultés économiques et le malaise social. Mais les socialistes au pouvoir s'obstinent dans la voie d'un libéralisme à tous crins et s'arc-boutent sur l'austérité, convaincus que le traité de Maastricht légitime tous les sacrifices.

PAR THIERRY MALINIAK*

En mars 1993, près de cent mille agriculteurs venus des quatre coins de l'Espagne déferlèrent sur Madrid pour protester contre la crise de leur secteur. « Communauté = faim » et « Bruxelles nous ruine », pouvait-on lire sur les pancartes qu'ils arboraient dans les rues de la capitale. Cette « marche verte » constitua la première manifestation anticommunautaire massive qu'ait connue l'Espagne, seul pays où l'adhésion à la Communauté économique européenne (CEE) fut ratifiée par le Parlement à l'unanimité, et qui faisait figure jusqu'alors de parangon de l'enthousiasme pour la construction européenne. Ce fut aussi un révélateur : hier considérée comme la panacée, voilà que la Communauté courait désormais, au sud des Pyrénées, le risque de se muer en bouc émissaire de tous les maux de l'économie. Les Espagnols imaginaient que l'admission dans le club des Douze signifierait rapidement bien-être et progrès social, et voilà qu'elle se traduisait par sacrifices et austérité.

Pour se retrouver dans le peloton de tête communautaire, il fallait consommer moins, épargner davantage et augmenter la productivité

La recherche des critères de « convergence » économique et monétaire prévus dans le traité de Maastricht[1] servit d'alibi, à Madrid, à un sévère tour de vis. Pour se retrouver dans le peloton de tête communautaire, il fallait consommer moins et épargner davantage, augmenter la productivité et réduire les hausses de salaires, comme l'affirma le gouvernement socialiste de M. Felipe González face à une opposition de droite privée de sa partition traditionnelle. « *Il n'existe pas de marge de manœuvre pour une politique d'expansion. Les pays qui ont décidé de mener une politique de réactivation ont seulement obtenu une éphémère reprise de la demande qui, peu après, les a contraints à un sévère plan de stabilisation.* » Le ministre de l'économie, M. Carlos Solchaga, se livra, en février 1993, à cette démonstration d'orthodoxie lors d'un débat au Parlement espagnol consacré à la convergence communautaire.

Paradoxalement, le ministre socialiste répondait ainsi au chef de l'opposition conservatrice, M. José María Aznar, qui, pour sa part, faisait valoir qu'il convenait de faire preuve de moins d'intransigeance en matière d'austérité et évoquait la possibilité de retirer la peseta du système monétaire européen (SME) pour échapper au carcan communautaire. « *Il ne doit y avoir aucun doute que l'Espagne restera dans le SME et qu'elle maintiendra donc la discipline en matière monétaire et de taux de change* », affirmait à son tour, devant les députés, M. González, avant d'ajouter : « *Nous ne réduirons pas les taux d'intérêt tant qu'il n'y aura pas de pression à la baisse des salaires.* »

À quel prix ?

C'est effectivement en invoquant la convergence avec l'Europe que l'équipe économique en place à Madrid soumettait alors, une fois de plus, le pays à une rude cure d'austérité. Cette convergence formelle, exigée par le traité de Maastricht, semblait à portée de la main des « socialistes libéraux ». Mais à quel prix ? Le revenu par tête, au sud des Pyrénées, atteignait alors à peine 79 % de la moyenne des Douze, et personne n'escomptait que ce fossé puisse être réellement comblé avant l'entrée en vigueur d'une Union économique et monétaire (UEM).

D'autant que l'Espagne était en récession. « *C'est la paix des cimetières !* », fulminait un dirigeant syndical. L'implacable politique monétaire du gouvernement asphyxiait les entreprises et contribuait à la stagnation de la production industrielle. Le chômage frappait 20 % de la population active, niveau le plus élevé de la

* Journaliste.

1. Le traité de Maastricht (1992) prévoit que les États membres de l'Union européenne candidats à l'entrée dans la zone euro se soumettent au respect de cinq « critères de convergence » : la maîtrise de l'inflation ; une dette publique inférieure à 60 % du produit intérieur brut (PIB) ; un déficit public de 3 % du PIB maximum ; la convergence des taux d'intérêt ; et la stabilité du taux de change.

LE DOGME DE LA CONVERGENCE

Communauté, et la précarisation de l'emploi s'aggravait. « *Nous n'avons pas encore touché le fond* », affirmait, imperturbable, M. Solchaga, ajoutant que « *la convergence avec l'Europe requiert des efforts et non des sacrifices* », étant entendu que « *les efforts constituent le sel de l'existence* ».

Divergence sociale

Convergence économique donc, mais divergence sociale. Vues de Madrid, les exigences homogénéisatrices de Maastricht soulevaient une épineuse question : pouvait-on demander les mêmes sacrifices, et au même rythme, à un pays moins avancé ayant besoin de se développer d'urgence pour résorber un chômage chronique et à un pays riche en « surchauffe » ? Pouvait-on exiger la même réduction des dépenses publiques à Madrid et à Bonn ? La plupart des experts s'accordaient à considérer que l'Espagne avait besoin de croître à un rythme d'au moins 2,5 % ou 3 % pour créer des emplois. Mais le pays en était loin. Comme il était loin du boom de la fin des années 1980, lorsque le produit intérieur brut (PIB) progressait en moyenne de 6 % par an. Comment réclamer, dans ces conditions, davantage de coupes claires dans les dépenses publiques espagnoles, par exemple en matière d'infrastructures, traditionnel goulet d'étranglement du pays ? La question ne semblait pas troubler outre mesure les socialistes, pour lesquels Maastricht était désormais devenu pain bénit et qui s'affirmaient même décidés, en matière de déficit public, à aller plus loin et plus vite que ne le demandaient les Douze ! Face aux critiques de ceux qui les accusaient de confondre ainsi convergence formelle et convergence réelle, les dirigeants espagnols, fidèles à leurs conceptions libérales, reniaient définitivement John Maynard Keynes et rejetaient l'idée d'une relance par la voie des deniers publics : « *Ce n'est pas l'État qui va créer des emplois en investissant*, soulignait un haut responsable du ministère de l'économie ; *au contraire, en absorbant trop d'épargne, l'État ne fait que nuire à l'investissement privé. La solution est d'avancer dans la voie de la libéralisation, en brisant, par exemple, les derniers monopoles publics et en flexibilisant un marché du travail resté l'un des plus rigides d'Europe.* » Une rigidité héritée du franquisme : à l'époque de la dictature, si les conflits du travail et les syndicats libres étaient officiellement proscrits, et les salaires faibles, la stabilité de l'emploi, en revanche, était pratiquement assurée. Ce langage ne plaisait évidemment pas aux syndicats, qui reprochaient à l'équipe économique en place de se montrer, dans sa conversion libérale, plus catholique que le pape. Ils accusaient le gouvernement de vouloir brûler les étapes dans cette « course à Maastricht », sans se préoccuper des lourdes conséquences sociales de ce qui ressemblait de plus en plus à la quête éperdue d'un mirage.

Il était loin le boom de la fin des années 1980, lorsque le produit intérieur brut progressait en moyenne de 6 % par an

Mais, si les socialistes de Madrid se révélaient peu enclins à user des fonds publics nationaux, ils se montraient davantage friands de ceux du reste de la Communauté pour assurer la « cohésion sociale ». Depuis son entrée dans la CEE, en janvier 1986, le gouvernement espagnol avait fait de la lutte en faveur de la redistribution entre pays riches et pays moins avancés un de ses chevaux de bataille. Et ses arguments, partagés par toute la classe politique, ne manquaient pas de poids.

Bibliogaphie

Guy Hermet, *L'Espagne au xxe siècle*, Presses universitaires de France, Paris, 1992.

Le xxe siècle espagnol peut se concevoir en deux temps successifs, estime l'auteur. Celui des tentatives d'abord désespérément infructueuses contre la fatalité antidémocratique. Puis vint celui de l'expansion industrielle, de l'urbanisation et de la sécularisation des valeurs, en un mot celui de l'adéquation de la société au changement.

Hubert Peres et Christophe Roux (sous la dir. de), *La Démocratie espagnole. Institutions et vie politique*, Presses universitaires de Rennes, 2016.

L'ouvrage disséque les mécanismes de la démocratie que les Espagnols ont su construire après quatre décennies de dictature franquiste. Il décrit la nature des institutions, examine la dynamique des acteurs politiques, les attitudes et comportements des citoyens, ainsi que les principales politiques publiques mises en œuvre.

Jordi Canal (sous la dir. de), *Histoire de l'Espagne contemporaine de 1808 à nos jours*, Armand Colin, Paris, 2021.

L'ouvrage met en lumière la complexité du parcours qui a façonné l'Espagne contemporaine durant les deux siècles écoulés, en partant de la guerre contre les troupes françaises de Napoléon (1808) et la perte de l'empire américain jusqu'à la construction d'une société démocratique, européenne et normalisée.

Javier Cercas, *Anatomie d'un instant*, Actes Sud, Babel, Arles, 2013.

Le romancier livre un récit documentaire de la tentative de putsch perpétrée par le lieutenant-colonel Antonio Tejero Molina le 23 février 1981. Ni les séditieux, ni le roi Juan Carlos, ni le socialiste Felipe González ne sont épargnés par cette narration dans laquelle le courage ne se trouve pas toujours là où on l'attend.

© www.manuelalorente.com

Manuela Lorente ///// De la série « ¿Es usted quien creo que es? » (Êtes-vous bien celle que je crois ?), Espagne, 2020

La Communauté, affirmait-on à Madrid, s'était construite sur la base des intérêts de ses six membres fondateurs, c'est-à-dire les États riches du nord de l'Europe. L'agriculture en constituait un parfait exemple. *« Tous les mécanismes de garantie des prix sont établis en fonction des époques de production des pays du Nord et non de celles des pays du Sud, qui sont en général antérieures dans l'année,* affirmait un responsable du ministère de l'agriculture, *ce qui signifie que la Communauté dépense davantage pour subventionner les paysans des pays riches que les autres. »* Pour Madrid, le problème était global et concernait l'ensemble de la politique budgétaire d'une Communauté fondée par des États opulents et donc peu préoccupés de redistribution. Les recettes de la Communauté restaient largement basées sur la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ce qui pénalisait un pays comme l'Espagne, dont le PIB par tête restait très inférieur à la moyenne européenne, mais où le tourisme gonflait artificiellement la consommation. D'où l'insistance espagnole à l'époque pour obtenir la création d'un nouveau type de ressources pour les Douze, en fonction du revenu par habitant de chacun d'entre eux : une manière d'appliquer, sur le plan communautaire, le principe élémentaire de progressivité fiscale.

Le Royaume-Uni mieux loti

En ce qui concernait les dépenses, faisait-on valoir, la logique communautaire était régressive. Le Fonds européen de développement régional (Feder) servait à financer des projets dans les régions pauvres indépendamment du niveau du revenu à l'échelle nationale. Conséquence : le Royaume-Uni, avec un revenu par tête supérieur à la moyenne communautaire, recevait paradoxalement davantage que l'Espagne. En outre, l'accès au Feder supposait un important cofinancement des pays récepteurs, ce qui pénalisait les plus pauvres d'entre eux.

LE DOGME DE LA CONVERGENCE

Aussi le gouvernement de M. González proposa-t-il, pour la première fois, en mars 1991 à Bruxelles, la création d'un fonds de compensation interétatique, destiné aux quatre pays dont le revenu par tête était inférieur à la moyenne des Douze : l'Espagne, le Portugal, l'Irlande et la Grèce. Il se montrait d'autant plus militant à ce propos qu'il souffrait de sa condition de « plus riche des États pauvres », qui l'empêchait de profiter des fonds structurels dans la même mesure que les États encore moins avancés de la Communauté. En 1990, les aides de la CEE à la Grèce et au Portugal s'étaient élevées à 6 % du PIB respectif de ces deux pays, contre seulement 0,2 % dans le cas de l'Espagne.

Felipe González se montrait d'autant plus militant que son pays souffrait de sa condition de « plus riche des États pauvres »

Concrétiser les bonnes intentions

Après bien des avatars, la proposition espagnole connut, à Maastricht, en décembre 1991, un demi-succès : oui à la constitution d'un tel fonds, mais seulement pour les infrastructures de transport et l'environnement. Et à la condition que les États récepteurs s'engagent à mettre en œuvre un plan de convergence. Restait à livrer une seconde bataille : concrétiser, en termes budgétaires, ces bonnes intentions.

Le Conseil européen de Lisbonne pas plus que celui de Birmingham, en octobre 1992, ne permirent de se mettre d'accord. Il fallut attendre celui d'Édimbourg, en décembre, pour que les pays les plus avancés acceptent de délier les cordons de la bourse et que les Douze approuvent la création d'un nouveau fonds pour la période 1993-1999, néanmoins doté d'une somme nettement inférieure aux attentes espagnoles et échelonnée sur sept ans au lieu de cinq.

Ni ce demi-succès pour le gouvernement espagnol, ni son orthodoxie européenne ne profiteront à M. González. Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) résiste certes à la forte poussée du Parti populaire (PP) lors des élections législatives anticipées du 6 juin 1993. Mais ce scrutin ne stoppera plus l'ascension de la droite dirigée par M. Aznar, à qui les portes du palais de la Moncloa finiront par s'ouvrir en 1996.

Thierry Maliniak

Abonnez-vous à *Manière de voir*

... et contribuez à l'indépendance du *Monde diplomatique*

☐ **1 an - 6 numéros pour 39 €**

☐ **1 an - 6 numéros + l'accès au *Monde diplomatique* en version numérique pour 69 €**

Coordonnées : RMV25BA06

M. ☐ Mme ☐

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal |_|_|_|_|_| Ville .....

Courriel .....

J'accepte de recevoir des offres du *Monde diplomatique* : Oui ○ Non ○

J'accepte de recevoir des offres des partenaires du *Monde diplomatique* : Oui ○ Non ○

À renvoyer, accompagné de votre règlement par chèque à l'ordre du Monde diplomatique SA, à l'adresse suivante :

***Manière de voir* Service abonnements A2400 62066 Arras Cedex 9**

Offre réservée aux particuliers jusqu'au 30/06/2026 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Entreprises et étranger, nous consulter. En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Le Monde diplomatique*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services. ☐ Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales par voie postale du Monde diplomatique. ☐ Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales par voie postale des partenaires du Monde diplomatique. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : www.monde-diplomatique.fr/dpo/rgpd/ ou écrivez à notre délégué à la protection des données : 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou dpo@monde-diplomatique.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la CNIL. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail : abo@monde-diplomatique.fr ou par téléphone au 03 21 13 04 32 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables en suivant ce lien : https://boutique.monde-diplomatique.fr/cgv.html

PLUS SIMPLE, PLUS RAPIDE

www.monde-diplomatique.fr/abomdv

ou téléphonez au 03 21 13 04 32

(du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

Pesanteurs conservatrices

© www.mayormaestre.com

Francisco Mayor Maestre //// « Energia libre » (Énergie libre), 2025

2

Des années 1980 à 2000, les alternances entre le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et le Parti populaire (PP) ont dominé la vie politique de la monarchie parlementaire. Mais, depuis les années 2010, de nouveaux acteurs, situés à droite et à gauche de ces formations, s'invitent dans un jeu électoral aujourd'hui plus fragmenté et polarisé. Cette évolution révèle une société traversée par de nombreuses dynamiques politiques, sociales et culturelles contradictoires.

et dynamiques d'avant-garde

LA « LOI DU DÉSIR »

Le 12 mars 2000, le Parti populaire (PP) de M. José María Aznar remporte les élections législatives avec près de 45 % des voix. La gauche vient de subir sa plus cuisante défaite depuis la restauration démocratique. Pourquoi le parti héritier du franquisme triomphe-t-il à nouveau ? L'œuvre cinématographique de Pedro Almodóvar, icône de la « movida », esquisse quelques réponses.

PAR JOSÉ VIDAL-BENEYTO

La réélection de M. José María Aznar (Parti populaire) montre que le passé franquiste de la droite n'est pas ressenti en Espagne comme rédhibitoire. L'ensevelissement de la mémoire politique durant la transition (1975-1982) s'est traduit par une banalisation de la dictature, puis finalement par sa naturalisation historique. Le régime autoritaire du général Francisco Franco (1936-1975), s'est-on mis à affirmer, a été « nécessaire » pour mettre fin au chaos de la République (1931-1939), sauver les citoyens du communisme, les intégrer à l'Europe et leur fournir un roi démocrate.

En Espagne, la sortie de la dictature a ainsi procédé d'une réforme pactisée. Grâce à celle-ci, la transition est devenue le masque et l'alibi de l'autotransformation du franquisme. Du chef de l'État (le roi) au président du gouvernement jusqu'à la quasi-totalité de la structure de pouvoir de la dictature, y compris la police politique, tous ont acquis une nouvelle légitimité, qui leur a permis de partager la paternité de la démocratie.

Comment une telle perversion de la mémoire a-t-elle été possible ?

La résistance au franquisme s'est dissoute dans une transition qui a accordé à tous, franquistes et antifranquistes, le même statut d'auteurs du changement. La rupture annoncée s'est vite vue réduite au rôle de simple ingénierie institutionnelle et a fonctionné comme le mécanisme le plus approprié pour la confirmation de la structure sociale du franquisme : groupes économiques, grandes familles, hautes sphères professionnelles, cadres supérieurs de l'administration publique, mandarinat universitaire. Ils étaient tous là et, à quelques retouches et ajouts près, ils y sont encore. Dans cette perspective, la transition espagnole fut effectivement exemplaire.

La rupture s'est vue réduite au rôle d'ingénierie institutionnelle et perpétue la structure sociale d'antan : groupes économiques, grandes familles, mandarinats universitaires

Taraudées par la culpabilité

Mais la chronique fidèle des faits ne correspondait ni aux attentes des grands centres mondiaux du pouvoir, qui réclamaient une Espagne postfranquiste lavée de toute tache, ni à l'urgence éthique des démocraties occidentales. Car ces dernières, taraudées par la culpabilité d'avoir abandonné la République espagnole en 1936, avaient besoin de croire qu'en quelques mois, sans coups de feu ni traumatismes, Franco et les franquistes s'étaient éteints et que le pays ne comptait plus que de vrais démocrates. Un miracle et, surtout, un modèle exceptionnel, digne d'éloge et d'imitation.

Pourtant, pour beaucoup d'étrangers, cette Espagne banalisée était incompatible avec l'autre Espagne, celle de Goya et de Prosper Mérimée, qui, dans l'imaginaire des Européens, incarnait l'insolite et le pittoresque, et dont beaucoup gardaient la nostalgie. Le cinéaste Pedro Almodóvar, à cheval sur son cinéma et sur la *movida*, est venu satisfaire cette attente frustrée.

La France, l'Europe et les États-Unis lui ont réservé un accueil triomphal. Son film *Tout sur ma mère* semble avoir fait l'unanimité et a raflé les principaux prix cinématographiques occidentaux, depuis le prix obtenu à Cannes en mai 1999 jusqu'à l'Oscar du meilleur film étranger décerné à Hollywood le 26 mars 2000. Le plus remarquable de cette apothéose est qu'elle fait état non seulement de la critique sociale, indissociable de toute considération sur l'univers cinématographique d'Almodóvar, mais aussi de son lien évident avec l'antifranquisme.

Les défenseurs du réalisateur affirment tous ceci : « *Pendant quarante ans, l'Espagne a dormi d'un sommeil de plomb sous l'effet de trois puissants somnifères : la police, la censure et l'Église. Le passage à la démocratie en 1975 n'a pas pu en finir avec cette réa-*

SELON PEDRO ALMODÓVAR

© www.manuelalorente.com

Manuela Lorente /// De la série « ¿Es usted quien creo que es? » (Êtes-vous bien celle que je crois ?), Espagne, 2020

lité comateuse. Seule la movida *y est parvenue, et Pedro Almodóvar reste l'homme de cette douce et radicale révolution… »*

Primat de l'individu

Comment Almodóvar, au-delà de l'indéniable qualité cinématographique de son œuvre, a-t-il pu devenir le symbole de la rupture avec Franco ? Il s'est identifié à une tendance dominante et a procédé au démantèlement implacable du franquisme au quotidien. De quelle option s'agit-il ? De la postmodernité, qui, montée sur la vague libérale, rejette les valeurs sociales publiques au profit des valeurs sociales privées : primat de l'individu et de ses relations interpersonnelles – couple et tribus –, mêlé à ses thèmes de prédilection, la religion de l'ego, la fin des certitudes, le culte du succès, la glorification de l'indifférence, la dogmatique du plaisir, etc.

Almodóvar fait sienne cette option, radicalise ses positions et utilise comme arme de combat la provocation, qui, mise à la mode par la publicité, a envahi tous les champs de la communication. Entre ses mains, le traitement provoquant devient moquerie des valeurs de l'Espagne franquiste, raillerie des institutions publiques et privées de la dictature, sarcasme des modes sociaux de sa classe dirigeante.

Dans *Talons aiguilles*, le cinéaste ridiculise la magistrature en présentant le juge d'instruction à la fois comme un « indic » et comme un travesti de cabaret. Il se gausse de la religion chaque fois qu'elle apparaît et se sert de la vie conventuelle – *Dans les ténèbres* montre Juliette, la mère supé- ☛

rieure des rédemptrices humiliées, en lesbienne et toxicomane – pour régler définitivement ses comptes avec ses représentants les plus qualifiés : moniales et curés.

Il éreinte inexorablement la police dans toutes ses apparitions et l'érige en protagoniste de la contre-épopée de l'ordre dans *En chair et en os*. La patrie et les monarchies sont sa cible dans *Le Labyrinthe des passions* ; et la famille traditionnelle nous est présentée comme un gadget ringard qui, dans *Qu'est-ce que j'ai fait pour mériter ça ?* ou *Tout sur ma mère*, ne mérite que d'être mis au rebut.

Mais c'est davantage dans la forme que dans le contenu qu'Almodóvar parachève cette démolition des usages de la dictature. Il inverse radicalement les formes franquistes. Face à l'allergie de la vulgarité et la vénération de la distinction, devise de la bourgeoisie franquiste, l'enfant terrible du cinéma espagnol affiche sa préférence pour la grossièreté et les manières salaces. Il s'enrôle dans la cause du « politiquement correct » et le dépasse dans son traitement. Au-delà de la simple rébellion des minorités, ce qui est revendiqué dans son cinéma, c'est la vocation des groupes minoritaires à créer des valeurs. Il ne suffit pas à Almodóvar d'accorder aux minorités ethniques, sexuelles, aux marginaux de la société, etc., la pleine reconnaissance de leur droit à l'existence. Il veut que soit exaltée la qualité morale des comportements anomiques, conférant ainsi à l'horizon symbolique des déviants une valeur d'excellence.

Il ne lui suffit pas d'accorder aux minorités la reconnaissance de leur droit à l'existence. Il veut aussi exalter la qualité morale des comportements anomiques

Dans son univers, les bons, les rédempteurs du mal de ce monde sont les travestis, les toxicomanes, les exclus de la société, les mauvaises mères. Mais, pour qu'ils deviennent expression majoritaire de la société, il est essentiel que les valeurs de la marginalité minoritaire soient reconnues publiquement. Leur acceptation publique et collective est seule capable de les constituer en référence dominante.

C'est pour cette raison que les contenus de rupture de la *movida* madrilène – en eux-mêmes négligeables en tant que simples copies des comportements plus radicaux qui les avaient précédés – n'ont atteint la valeur de référence que lorsque le pouvoir politique se les est appropriés. Les scandales de la *movida*, si on les compare avec les actions ludiques de contestation sociale des années 1960 et 1970, ont été d'une grande naïveté. Le plus significatif de la *movida* ne résidait pas dans l'intensité de la fracture sociale qu'elle pouvait produire mais dans l'efficacité de sa récupération institutionnelle. Elle a permis le passage de la dissidence culturelle très minoritaire, du franquisme finissant à l'adoption, publique et sociale, de la contre-culture urbaine de Mai 68 comme expression de la liberté sans limite.

Bons sentiments et happy ends

Almodóvar perfectionne cette officialisation de la rupture sociale-privée avec le franquisme en renforçant la note populaire de ses films, en y faisant étalage de bons sentiments et de happy ends, en adoptant le modèle du roman-photo où tout est gouverné par l'amour.

Les « Roméo et Juliette » de l'anomie sont l'avocate María Cardenal et le toréador Diego Montes de *Matador*, pour qui l'orgasme est indissociable de l'acte de tuer, donc le fait de mourir d'amour, seul destin possible, se réalise dans l'action conjointe d'aimer et de mourir. La devise de saint Augustin, « Ama et fac quod vis » (Aime et fais ce que tu veux), pourrait être celle des films d'Almodóvar.

En combinant subversion marginale et politiquement correct, Almodóvar a mis fin au franquisme quotidien. Mais son triomphe, revanche des vaincus de la guerre civile, n'aurait-il pas fonctionné, à son insu, comme alibi pour pérenniser la hiérarchie sociale et les pouvoirs économiques hérités de la dictature ? L'acceptation quasi unanime, dans tous les pays, de sa contestation, la moisson de prix cinématographiques ne révèlent-elles pas cette ambiguïté de base sur laquelle se fonde la récupération par le système des éléments de fracture que son œuvre comporte ? Le binôme rupture sociale-privée / conformisme social-public laisse sans réponse la question de savoir de quel côté finira par pencher la balance.

José Vidal-Beneyto

CE PASSÉ QUI NE PASSE PAS

En 2025, le gouvernement de M. Pedro Sánchez a lancé l'initiative « L'Espagne en liberté » à l'occasion de l'anniversaire de la mort du général Francisco Franco en 1975. Événements, débats, expositions, interventions scolaires, etc., devaient commémorer le processus de transition démocratique engagé il y a un demi-siècle. Mais l'ombre du « generalísimo » plane toujours sur le pays.

PAR PAULINE PERRENOT
ET VLADIMIR SLONSKA-MALVAUD*

Le car négocie les derniers virages avant d'atteindre le parvis du Valle de los Caídos. Trônant sur le monument, une croix haute de cent cinquante mètres surplombe la route. Au sein de cette gigantesque basilique érigée entre les pins et les cistes de la sierra de Guadarrama, dans une crypte de trois cents mètres de long, reposent les restes de Francisco Franco. Situé au nord-ouest de Madrid, l'édifice fut imaginé par le dictateur espagnol comme un symbole de la « réconciliation » des deux camps de la guerre civile. Dans les années 1940 et 1950, des milliers de prisonniers républicains furent exploités pour creuser dans la roche le symbole de leur humiliation. Ici, l'Église tient messe, les nostalgiques du régime défilent le bras tendu et les cars déversent des touristes par centaines de milliers chaque année. Pas un panneau ne rappelle l'histoire de ce lieu, qui croule sous la symbolique fasciste et qui constitue la plus grande fosse commune du pays, puisque plus de 33 000 personnes y sont enterrées.

Insulte à la mémoire des victimes

Pour de nombreux Espagnols, il s'agit d'une insulte à la mémoire des victimes de la dictature. Le 24 septembre 2019, la Cour suprême espagnole a validé le projet du gouvernement socialiste de M. Pedro Sánchez, formulé en juin 2018, d'exhumer le corps du Caudillo. Après des mois de tergiversations, et en dépit de la guérilla menée par le Parti populaire (PP), par l'Église et par les organisations d'extrême droite, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) a balayé les recours de la famille Franco. L'exhumation a eu lieu le 24 octobre 2019.

L'élection de membres du parti d'extrême droite Vox au Parlement d'Andalousie ainsi qu'au Congrès des députés, en décembre 2018 et avril 2019, a attisé les braises d'un conflit latent autour de la mémoire. Député andalou et secrétaire du groupe parlementaire du parti *[et désormais son porte-parole adjoint]*, M. Rodrigo Alonso Fernández estime que l'Espagne *« maltraite un camp par rapport à l'autre : ceux qui ont été vaincus sont présentés comme des martyrs, alors que ceux qui ont vaincu sont diabolisés »*. Même point de vue au sein de la Fondation nationale Francisco Franco (FNFF), créée un an après la mort du dictateur pour *« diffuser et promouvoir le legs, la pensée et la mémoire de Francisco Franco et de l'État qui a présidé aux destinées de l'Espagne entre 1936 et 1977 »*, nous déclare son président exécutif, M. Juan Chicharro Ortega, que nous rencontrons dans les locaux de l'organisation à Madrid. Au milieu de ce qui ressemble à un musée à la gloire du régime – bustes, immenses portraits, drapeaux frappés de l'aigle franquiste –, ce général de division d'infanterie de marine à la retraite, ancien aide de camp du roi Juan Carlos et titulaire de la Légion d'honneur française (comme Franco), s'épanche sur l'injustice subie selon lui par le courant politique qu'il incarne : *« L'Espagne est le seul pays à avoir vaincu le communisme par les armes. Cela, ils ne l'ont ni pardonné ni oublié. Le travail de l'immense majorité des associations de mémoire historique repose sur des mensonges, déjà l'arme principale du marxisme du temps de Lénine. »*

Cette résurgence de la réaction franquiste n'est pas le fruit d'une génération spontanée. *« En Espagne, l'oubli s'est organisé à tous les échelons du pouvoir »*, rappelle M. Bonifacio Sánchez, porte-parole de l'Association pour la récupération de la mémoire historique (ARMH). *« Le franquisme a assuré sa survie dans l'inconscient collectif »*, déplore pour sa part Juan Miguel Baquero. Le déficit de mémoire républicaine facilite la résurgence des récits négationnistes, auxquels ce journaliste a donné le nom de *desmemoria* – « démémoire ». D'où l'importance

* Journalistes.

des travaux d'exhumation effectués par diverses associations, notamment à partir de 2000, qui établissent la réalité des fosses communes. Sur les plus de 2 400 que recensait le ministère de la justice en 2017, seules 740 ont été ouvertes entre 2000 et 2018. « *À Séville, dans les années 2000, la droite disait que les républicains avaient tué autant que les fascistes* », rapporte M. Cecilio Gordillo, membre du groupe de travail Récupération de la mémoire de l'histoire sociale de l'Andalousie. Les exhumations, poursuit-il, « *ne servent pas seulement à déterrer des corps pour les familles. Elles servent aussi à savoir combien il y en a* ».

Ces dernières n'auraient jamais été possibles sans l'action de longue haleine et souvent souterraine des associations mémorielles. Si l'année 2000 est souvent présentée comme une date fondatrice, avec l'exhumation de la fosse de Priaranza del Bierzo (province de León), acte de naissance de l'ARMH, de nombreux autres acteurs mènent ce combat de longue date dans tout le pays.

Le silence pour survivre

La métamorphose des associations, qui s'est en grande partie articulée autour des exhumations, doit beaucoup à un renouvellement générationnel. « *Un bouleversement est survenu dans l'imaginaire collectif lorsque les enfants et les petits-enfants ont interrogé leurs aînés sur leur histoire*, analyse M. Carles Vallejo, président de l'association catalane des anciens prisonniers politiques du franquisme (Acepf), légalisée en 1976. *La terreur provoquée par la répression a été bestiale. Le silence était perçu comme une manière de survivre, et cela a perduré.* » L'ouverture des fosses a ainsi pu fédérer largement, tant les familles à compter des disparus étaient nombreuses.

En 2007, sous la pression de ce mouvement, le PSOE signe la première loi nationale de mémoire historique, qui prévoit une indemnisation pour les victimes et leurs familles, la localisation des fosses communes, un accès aux archives et le retrait des symboles franquistes de l'espace public. Un signe d'inflexion pourtant critiqué par les associations : la loi se contente de déclarer « *illégitimes* » les peines prononcées pour des raisons politiques sous le franquisme, sans en supprimer les effets ; et les crédits afférents ont pu être ramenés à zéro sous le mandat de M. Mariano Rajoy (PP)…

Le combat des associations s'est néanmoins poursuivi et a connu quelques traductions au niveau local. Né en 2016, un réseau de « villes contre l'impunité » regroupe notamment Madrid, Valence, Pampelune, Saragosse, Barcelone et La Corogne. À

Susanna Inglada, « Alboroto » (Agitation), 2025

© susannainglada.com

Madrid comme à Saragosse, un bureau pour les victimes des crimes franquistes a été inauguré en novembre 2018. Dans le nord-est de Barcelone, au Parc del Fòrum, face à la mer, le mémorial du Camp de la Bota, un pan de béton long d'une cinquantaine de mètres, a été inauguré le 24 février 2019, en souvenir des personnes fusillées.

Certaines communautés autonomes ont également devancé le Parlement national en se dotant de lois de mémoire historique ambitieuses, en Andalousie ou en Aragon par exemple. Cependant, les tensions restent vives entre les collectivités locales et les associations, qui peinent à trouver un relais auprès des élus et des médias – notamment celles qui réclament transparence et vérité sur le rôle des grandes entreprises et de l'Église.

L'institution a joué un rôle structurant dans le système répressif et carcéral franquiste[1]. « *Les curés disposaient d'informations grâce à la confession*, explique M. José María Galante, membre de l'association La Comuna et ancien militant de la Ligue communiste révolutionnaire espagnole, réprimé pour ses activités syndicales quand il était étudiant. *L'Église a dressé les premières listes d'opposants à abattre, signalant les moutons noirs du village, les pêcheurs et les rouges.* » Si la Conférence épiscopale a présenté de timides excuses en 2007, ce pan de son histoire continue de la hanter.

Les dividendes du fascisme

Le secteur privé n'a pas été en reste. « *Le coup d'État a été soutenu par les milieux économiques, qui, comme dans d'autres pays d'Europe, ont fait le pari du fascisme*, rappelle M. Galante. *Après la guerre, ils ont engrangé les dividendes de cet investissement.* » Les grandes entreprises ont largement profité du travail esclave organisé par la dictature, notamment pour les infrastructures (transports, installations électriques, hydrauliques et portuaires, etc.)[2]. De quoi ternir le mythe du « miracle économique » des années 1960, dont une grande partie de la classe politique n'a jamais cessé de s'enorgueillir. « *Ce pays était idéal pour les investisseurs du monde occidental*, analyse M. Sánchez, de l'ARMH. *La main-d'œuvre était peu chère, les syndicats et les organisations ouvrières interdits, ce qui écartait toute menace de conflit social. Voilà ce qu'ils appellent le "miracle"...* »

> *« La main-d'œuvre était peu chère, les syndicats et les organisations ouvrières interdits. Voilà ce qu'ils appellent le "miracle"... »*

Au beau milieu d'un parc municipal en périphérie de Séville, M. Gordillo déblaie les sacs en plastique et les canettes qui jonchent un petit monument érigé par son groupe de travail : une section de canalisation posée dans un cadre en béton grillagé, dont les barreaux sont forcés de manière à suggérer une évasion. Quelques centaines de mètres plus loin se trouvait le Collecteur, un camp de concentration établi sous la dictature afin de construire un système d'évacuation des eaux usées pour le compte de l'entreprise Entrecanales y Travora, et dont il ne reste plus rien. Ou presque : ironie de la mémoire, les entrepôts d'Acciona, le géant du bâtiment héritier d'Entrecanales y Travora, occupent aujourd'hui l'ancien emplacement du camp.

Pauline Perrenot et Vladimir Slonska-Malvaud

Bibliographie

Matthieu Trouvé, *Histoire politique de l'Espagne après Franco (de 1975 à nos jours)*, Presses universitaires de Bordeaux, 2024.

L'auteur analyse en trois temps – la période de la transition démocratique, l'ère socialiste (1982-1996), les années 1996 à nos jours – les cinq décennies écoulées et la succession de crises politiques, économiques, institutionnelles et séparatistes qui les a émaillées.

Héloïse Nez, *Podemos. De l'indignation aux élections*, Les Petits Matins, Paris, 2015.

« C'était quand, la dernière fois que vous avez voté avec espoir ? » Avec ce slogan, Podemos a remporté cinq sièges de député aux européennes de mai 2014, première surprise d'une série de succès électoraux à venir. Le livre revient sur les origines du parti et analyse les raisons de son ascension, en particulier sa volonté de renouveler le débat politique.

Alicia Fernández García et Mathieu Petithomme (sous la dir. de), *Contester en Espagne. Crise démocratique et mouvements sociaux*, Demopolis, Paris, 2016.

Les classes populaires ont payé un lourd tribut à l'éclatement de la bulle immobilière, tandis que les plans d'austérité provoquaient une envolée du chômage et que la succession d'affaires de corruption nourrissait les frustrations. Les auteurs diversifient les angles pour expliquer la crise « économique, sociale et politique » traversée par l'Espagne pendant la décennie 2010.

Sophie Baby, *Juger Franco ? Impunité, réconciliation, mémoire*, La Découverte, Paris, 2024.

L'historienne déconstruit le mythe de la réconciliation nationale et propose une lecture transnationale des tentatives de traduction en justice des responsables de milliers de victimes du franquisme, bâillonnées par la loi d'amnistie de 1977. La « bataille du récit » continue de secouer l'Espagne.

1. *Cf.* Gutmaro Gómez Bravo, « Le rôle de l'Église dans la répression franquiste », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 127, Paris, juillet-septembre 2015.

2. *Cf.* le travail de l'historien José Luis Gutiérrez Molina, spécialiste du mouvement anarchiste, et notamment l'article « Franquismo y trabajo esclavo, una deuda pendiente », publié sur le site andalou www.todoslosnombres.org

UNE MONARCHIE DÉCONSIDÉRÉE

Exilé à Abou Dhabi depuis 2020, l'ancien roi Juan Carlos a célébré ses 87 ans l'hiver dernier dans le faste offert par ses hôtes émiratis. La somptuosité de l'événement a une fois de plus mis son successeur, Felipe VI, dans l'embarras. Il risque de l'être plus encore au moment où sortent, en France puis en Espagne, les Mémoires de son père annoncés sous le titre ironique de « Réconciliation ».

PAR PABLO CASTAÑO*

« *Je suis désolé. J'ai fait une erreur et cela ne se reproduira pas.* » C'est par cette déclaration piteuse que Juan Carlos, alors roi d'Espagne, avait cru se tirer d'affaire en avril 2012 après sa sortie d'hôpital. Il avait été admis pour une fracture à la hanche survenue au cours d'un safari de luxe tous frais payés au Botswana, alors que le pays sombrait dans l'une des pires crises économiques de son histoire et que la Commission européenne menaçait de le mettre sous tutelle.

Ce nouveau coup porté à une popularité déjà ternie amorça la tourmente la plus grave jamais connue par la monarchie espagnole depuis sa restauration en 1975. Durant trois décennies, nous explique Pablo Simón, professeur de science politique à l'université Carlos III de Madrid, Juan Carlos a bénéficié à la fois d'une « *totale autonomie de gestion de la Maison royale* », de la protection des grands partis politiques et des médias dominants, qui s'aventuraient rarement à scruter ou critiquer les activités de la Couronne. Fort de ces privilèges, le roi put mettre à profit ses fonctions pour conclure des affaires personnelles, souvent hors du cadre légal.

Dans la pratique, Juan Carlos « détenait un pouvoir politique, donnait son opinion et exerçait son influence dans la sphère économique ou la politique publique »

La Constitution de 1978 attribue au souverain la fonction de chef de l'État, mais la limite à des tâches symboliques de représentation et à un statut consistant à « *arbitrer et modérer le fonctionnement régulier des institutions* ». Dans la pratique, cependant, Juan Carlos « *détenait un pouvoir politique, donnait son opinion et exerçait son influence dans la sphère économique, dans le domaine par exemple des fusions d'entreprises ou de la politique publique, durant la période de transition* », analyse la journaliste Ana Pardo.

* Journaliste et politiste.

Une de ses transgressions les plus retentissantes du cadre constitutionnel intervint au Sommet ibéro-américain de 2007, lorsqu'il interrompit le président vénézuélien Hugo Chávez : « *Pourquoi est-ce que tu ne la fermes pas ?* » Mais les excès les plus flagrants du monarque espagnol furent moins verbaux que financiers. L'État accorde à la Casa Real un budget annuel de plus de 8 millions d'euros, incluant la rente personnelle du roi et de sa famille, imposables à ce titre. Le magazine *Forbes* et le *New York Times* ont pourtant évalué le patrimoine de Juan Carlos à près de 2 milliards d'euros, une fortune que ses seuls revenus officiels n'expliquent pas.

L'inculpation de son gendre, M. Iñaki Urdangarin, en 2011 dans une affaire de corruption a mis fin à la loi du silence jusque-là en vigueur. Les médias entreprirent alors de lever un coin de voile sur les affaires douteuses du monarque, dont le versement de 88 millions d'euros par l'Arabie saoudite en 2008, prétendument en guise de récompense pour la médiation assurée par Juan Carlos avec un consortium espagnol, en vue de l'attribution d'un marché de construction ferroviaire à La Mecque[1]. Selon certains journalistes, comme Rebecca Quintans ou Pilar Eyre, le roi n'hésitait pas à user de son prestige à l'international pour conclure des contrats au bénéfice d'amis chefs d'entreprise, qui lui versaient en retour de copieuses commissions. Juan Carlos a également entretenu des relations privilégiées avec les monarques du Golfe. Le roi de Bahreïn lui a ainsi « offert » 1,9 million d'euros en 2010, et le souverain des Émirats arabes unis l'héberge somptueusement depuis août 2020.

Impopularité croissante

Juan Carlos est parvenu jusqu'à présent à se soustraire aux poursuites pénales, en vertu d'une interprétation extensive de l'immunité que lui octroie la Constitution. Le 18 juin 2014, en raison de son impopularité croissante, il a néanmoins décidé d'abdiquer en faveur de son fils, Felipe. Un mois avant l'annonce de son retrait, le parti de gauche Podemos avait obtenu un résultat spectaculaire aux élections européennes, amplifiant la crise du système politique et creusant le sillon du mouvement du 15-M, dont la critique des institutions

Susanna Inglada //// « Triple carcajada » (Triple rire), 2023

s'étendait à présent à l'ensemble du régime né en 1978, la monarchie y compris[2].

Sa succession connaît un succès relatif : le règne de Felipe VI a notamment été marqué par la mise en examen de l'infante Cristina, la sœur du roi, impliquée dans la même affaire de corruption que son mari, M. Urdangarin, et par la litanie des enquêtes sur les malversations de Juan Carlos, celles-là mêmes avec lesquelles l'héritier avait tenté de prendre ses distances – au point de renoncer à son héritage lorsqu'il apparut qu'il était le cobénéficiaire de deux des comptes offshore ouverts par son père[3]. Le roi a consenti quelques gestes pour rendre plus transparente l'administration de la Casa Real, allant jusqu'à priver son père de son allocation d'ex-chef d'État. Bien qu'ils ne permettent pas de connaître en détail les comptes de la monarchie, un nouveau consensus a vu le jour : liberté totale pour fustiger les abus de Juan Carlos, mais critiques contenues envers son successeur.

Deux millions de votants

Felipe VI a vu dans le mouvement indépendantiste catalan une occasion de renforcer la légitimité du trône. Le référendum d'autodétermination du 1er octobre 2017 – déclaré illégal par la Cour constitutionnelle espagnole – rassembla plus de deux millions de votants. En dépit ou à cause de cette mobilisation, le scrutin fut réprimé par les forces de sécurité de l'État central. Cette nuit-là, le roi prononça une allocution cassante, sans un mot pour les centaines de personnes attaquées par la police.

Ce discours donna l'image d'un roi partisan, prenant fait et cause pour l'une des parties d'un conflit politique, le camp unioniste. Le monarque décrocha même son téléphone pour appeler des chefs d'entreprise et leur enjoindre de se retirer de Catalogne[4]. Il n'est guère étonnant que la cote de popularité de la Couronne se révèle calamiteuse dans cette région, de même qu'au Pays basque. Comme nous l'explique le constitutionnaliste Gerardo Pisarello, la monarchie se caractérise, « *du fait de son lien avec le franquisme, par son désir d'éviter que la diversité territoriale du pays ne se traduise par l'émergence d'un projet plurinational* ». En ce sens, la Couronne est un outil constitutif du nationalisme espagnol.

L'accession au trône du nouveau roi a atténué la crise amorcée une décennie plus tôt. Selon un sondage publié par le quotidien *El Mundo*[5] pour ses dix ans de règne, en juin 2024, près d'un tiers des Espagnols jugent que la Couronne est aujourd'hui en « *bien meilleure* » condition que sous Juan Carlos, mais près des trois quarts estiment que les mesures mises en œuvre par Felipe VI n'ont pas permis de restaurer son image (32,8 %) ou sont restées insuffisantes (39,1 %). Le régime monarchique continue d'être remis en question, au risque de devenir ce que le politiste Pablo Simón appelle une « *monarchie zombie, toujours debout en tant qu'institution, mais sans vie en termes de soutien populaire* ». ■

1. Ángeles Vázquez, « La fiscalía afirma que los contratos del AVE a La Meca eran "calculadamente ambiguos", como los que ocultan comisiones », *El Periódico*, Madrid, 3 mars 2022.

2. Lire Renaud Lambert, « Podemos, le parti qui bouscule l'Espagne », *Le Monde diplomatique*, janvier 2015.

3. « Felipe VI dice que renuncia a su herencia y elimina la asignación del rey Juan Carlos tras conocerse una cuenta "offshore" », *Público*, Madrid, 15 mars 2020.

4. Àlex Font Manté, Natàlia Vila et Albert Martín, « Así hizo el Estado la guerra económica contra Cataluña », *Ara*, Barcelone, 7 octobre 2018.

5. « Los españoles aprueban a la Corona pero exigen más regeneración a Felipe VI tras 10 años de reinado », *El Mundo*, Madrid, 15 juin 2024.

© susannainglada.com

Aux racines du conservatisme

Depuis plus de cinq siècles, les droites, plus qu'ailleurs en Europe, structurent l'espace politique de l'Espagne. À chaque période de sa tumultueuse histoire, elles ont trouvé des formes différentes pour s'adapter aux évolutions de la société, sans jamais rien abandonner de leurs fondamentaux.

« *Au début était la droite* », écrit l'historien Ricardo de la Cierva, parlant de l'Espagne. Vérité indiscutable et étrange paradoxe. Paradoxe parce que, si l'on fait remonter, comme le veulent la tradition et l'histoire, le concept droite-gauche à la Révolution française, on se doit de constater qu'il demeure absent de la vie politique espagnole jusqu'à la seconde moitié du XIXe siècle. Surprenante découverte à deux égards : d'abord parce qu'elle témoigne de l'échec – peut-être unique en Europe occidentale – de la pénétration des idées révolutionnaires exportées dans les havresacs des soldats de l'Empire ; ensuite parce qu'il est licite de s'étonner de ce que l'Espagne, si encline au manichéisme sous toutes ses formes, ait pu si longtemps ignorer ce facteur nouveau de division et d'antagonisme. Que l'Espagne, pays où l'inégalité était encore plus enracinée qu'ailleurs, eût dû être plus réceptive que d'autres au concept nouveau ne change rien à la réalité. Comme le dit le philosophe José Ortega y Gasset : le « *devrait être* » reste insignifiant par rapport à l'« *être* ».

La conquête de l'Amérique est un acte « missionnaire » alliant intimement le sabre et la croix, l'État et l'Église. Cette alliance résistera à l'usure du temps pendant des siècles

Paradoxe donc, mais surtout vérité. En effet, que l'on analyse la droite espagnole hors de tout esprit relatif, c'est-à-dire sans l'opposer à la gauche son contraire, ne retenant pour en cerner le sens que ses valeurs intrinsèques, et l'on voit aussitôt qu'elle représente dans la péninsule un tout, à la fois permanent et universel. « Au début était la droite »... Ce début, nous pouvons le situer entre 1450 et 1500, quand l'Espagne devient historiquement une nation, le premier État européen. Cela au moment – il n'est peut-être pas vain de le rappeler – où la France, sous le règne de Louis XI, ne fait qu'entamer le processus qui la conduira vers son unité au XVIIe siècle, de Henri IV à Louis XIV.

L'unité espagnole se place sous le double signe de la Reconquête et de la conquête. Décolonisation à l'intérieur et colonisation à l'extérieur, voilà qui est essentiel. Il est significatif à cet égard que 1492 soit à la fois l'année de la « découverte » de l'Amérique par Christophe Colomb et l'année de la prise de Grenade, dernière place forte de l'occupant arabe. Les deux événements sont complémentaires, ils se mêlent et s'enlacent pour gâcher cinq siècles de ciment espagnol.

La Reconquête est, au sens propre du terme, une « croisade ». Elle allie donc intimement le sabre et la croix, l'État et l'Église. La conquête de l'Amérique est un acte missionnaire alliant tout aussi intimement le sabre et la croix, l'État et l'Église. Cette alliance, due aux circonstances, résistera pendant des siècles à l'usure du temps. La nation forgée contre l'envahisseur se trempera outre-mer, et la religion, phare de la libération, illuminera la colonisation. Dès 1492, l'Espagne est donc une unité, une nation, une religion, un ordre. Pour conserver cet acquis elle va établir une tradition. Unité... nation... religion... ordre... tradition... Aucun doute ne peut subsister : dès 1492, l'Espagne est à droite. Elle va y rester longtemps, pendant cinq siècles. Elle va y rester parce que l'Espagne est et sera longtemps un pays de paysans, un État rural qui va pendant des siècles se fermer sur lui-même et manifester une profonde hostilité à toute invasion étrangère, fût-elle idéologique ou militaire. Ce refus des ingérences s'exacerbe encore du fait que l'Espagne, fait lui aussi unique en Europe, est une nation sans féodalités ni féodaux que viendraient soutenir des puissances étrangères dans leur lutte pour le pouvoir. Pendant cinq siècles, l'Espagne de « droite » va donc se figer sur

1. Apparu en 1830, le mouvement carliste réunissait les partisans de l'infant don Carlos (Charles de Bourbon, 1788-1855), comte de Molina, frère de Ferdinand VII, face à la fille de ce dernier, la future Isabelle II. Les premiers étaient en grande partie des défenseurs de l'ordre traditionnel, opposés aux partisans du centralisme et de l'égalitarisme. Forts au Pays basque, en Navarre, en Aragon et en Andalousie, les carlistes déclenchèrent trois révoltes, dites guerres carlistes (1833-1839, 1846-1849, 1872-1876), au cours desquelles ils tentèrent en vain de s'emparer du trône d'Espagne.

* Journaliste.

© www.manuelalcorente.com

Manuela Lorente ///
De la série « ¿Es usted quien creo que es? » (Êtes-vous bien celle que je crois ?), Espagne, 2020

© www.manuelalorente.com

elle-même et refuser toute tentation d'une « gauche » venue d'ailleurs.

Jusqu'au XIX[e] siècle, la droite historique va se maintenir, massive, puissante et rectiligne comme les murailles de l'Escurial. Puis, subtilement et progressivement, des fêlures viennent menacer l'édifice : l'industrialisation, l'urbanisation, le capitalisme. Ainsi naît un prolétariat ouvrier plus ouvert aux rumeurs de l'extérieur. Ainsi se développe la notion de lutte des classes. Face à cette évolution sociale, la droite vieillit sans se rénover. À la découverte, elle ne sait opposer que la tradition. Usée par un trop long exercice du pouvoir et par ses querelles intestines, elle s'adonne aux délices de ce qu'Ortega appelle les *« particularismes »*, qui ne sont autre chose que des intérêts particuliers. La droite politique découvre les régionalismes – basque, catalan ou galicien – et succombe à la tentation des nationalismes. La droite économique se vautre dans la recherche du capital et de la seule prospérité. Les caciques de province, abandonnés du pouvoir central, ne s'occupent que de préserver leur autorité. L'Église se mure dans la hauteur de ses cathédrales et en oublie la vocation populaire, démocratique même, qui fut la sienne. L'armée, enfin, bascule dans la politique et, marquée du sceau des guerres carlistes[1], tourne bientôt au libéralisme.

Sous ces coups de boutoir, le pouvoir chancelle et déjà se dessine l'esquisse d'un contre-pouvoir. À peine les armées de Napoléon sont-elles boutées hors du territoire qu'une nouvelle guérilla, civile cette fois, c'est-à-dire interne, mobilise l'Espagne. Convoquées en 1812, les Cortès constituantes de Cadix marquent l'avènement d'une tendance libérale. Nous sommes loin d'un débat gauche-droite, mais on y vient. Trop tôt, il faut croire, puisque survient « le désiré » Ferdinand VII, que vingt ans de règne feront surnommer « l'indésirable ». Le premier soin de Ferdinand – *« premier homme de la droite intégrale dans l'histoire*

Aux racines du conservatisme

contemporaine», affirme Ricardo de la Cierva – sera de se livrer à une véritable chasse aux sorcières libérales.

Il réduit à néant l'acquis « progressiste » des Cortes de Cadix et, dans la répression, il installe un régime autocratique et absolu. C'est le dernier sursaut de la « droite historique », qui suivra le triste Ferdinand dans son tombeau en 1833.

Après une courte régence de la reine Christine, Isabelle II, fille de Ferdinand VII, monte sur le trône. Elle n'a pas l'aigreur de son père ni surtout sa poigne ; aussi va-t-elle s'effacer pour laisser trois hommes dominer son règne. Moment décisif dans l'histoire d'Espagne, car avec ces trois hommes – deux généraux, Ramón María Narvaez et Leopoldo O'Donnell, et un civil, Juan Bravo Murillo – naît la droite espagnole contemporaine. Narvaez, c'est la droite autoritaire ; O'Donnell, c'est la droite « civilisée », tandis que Bravo Murillo partage avec Juan Donoso Cortès le leadership de la droite idéologique. Ces trois droites qui se succéderont alternativement au pouvoir ne le quitteront plus, sauf à l'occasion de deux brèves parenthèses. La première, née en 1868 avec la révolution de septembre, la *septembrina* se refermera en 1874 avec l'effondrement de l'éphémère Première République (1873-1874). La seconde, née sous la Seconde République (1931-1939), s'écroulera avec le soulèvement du 18 juillet 1936.

Ce qui a changé sous Isabelle, c'est essentiellement que la droite historique est devenue sociologique. La croissance vertigineuse du prolétariat urbain (au XIXe siècle Barcelone est passée de cent mille à un million d'habitants), le perfectionnement des moyens de communication, l'industrialisation, le développement de la presse ont contribué à renforcer puissamment un parti libéral qui, influencé par l'étranger, va de jour en jour se teinter de socialisme. Le rapport entre gouvernants et gouvernés s'en trouve naturellement modifié au profit des

Manuela Lorente /// De la série « ¿Es usted quien creo que es? » (Êtes-vous bien celle que je crois ?), Espagne, 2020

gouvernés. Les masses espagnoles, pour la première fois, deviennent un enjeu, une clientèle, un objectif. C'est vrai pour les conservateurs comme pour les libéraux, les étiquettes de droite et de gauche restant toujours étrangères au vocabulaire politique de l'Espagne.

Antonio Cánovas del Castillo, brillant premier ministre (1875-1881 ; 1884-1885) d'Alphonse XII (1874-1885), exerce le pouvoir avec modération, laissant les libéraux croire à l'alternance et maniant avec habileté les procédés électoraux (suffrage censitaire et suffrage universel masculin). Le passage de l'Espagne au XXe siècle s'effectue donc sous le règne d'une droite moderne, intelligente et libérale, dans le courant européen.

Cet essai de dialogue va prendre fin sous le règne d'Alphonse XIII (1886-1931) avec la dictature de Miguel Primo de Rivera (1923-1930), qui ouvre une ère nouvelle pour la droite : celle des militaires. Il n'y a plus intrusion des militaires dans le pouvoir civil, il y a pouvoir militaire. Un pouvoir qui restaure l'économie en déroute, qui donne la victoire à l'armée d'Afrique et restaure le prestige de l'uniforme, terni dans la débâcle américaine de 1898, qui, enfin, restaure l'ordre dans la rue. L'armée apparaît comme un recours, et les Espagnols ne l'oublieront pas.

Emporté par la crise de 1929, Primo de Rivera se retire à Paris. La monarchie ne tardera pas s'exiler à son tour. Alphonse XIII abandonne son trône alors que la monarchie vient de remporter les élections municipales du 12 avril 1931. Pendant les cinq années de la République, droite et gauche alternent au pouvoir : la gauche aux élections législatives de 1931, la droite aux législatives de 1933, la gauche aux législatives de 1936...

Pronunciamientos (rébellions militaires) et révoltes émaillent ces cinq années. La gauche portant, en tout état de cause, l'accablante responsabilité de l'insurrection de 1934, qui sape définitivement l'autorité de la République. La gauche aussi commet trois erreurs majeures qui conduiront à sa perte et au soulèvement nationaliste des 17 et 18 juillet 1936.

Elle laisse le désordre s'installer dans la rue, elle pratique une politique furieusement anticléricale, elle s'attaque aux structures de l'armée. C'est sur ces trois terrains que la droite va puiser les arguments de son combat et trouver ses alliés. Cette droite est brutalement confrontée à la mémoire de ses origines. La foi est menacée, l'armée est humiliée, les clans s'affrontent ; c'est le retour au passé, c'est 1492 ! Et puis, l'unité de la nation n'est elle pas elle-même narguée par les déclarations d'indépendance du Pays basque et de la Catalogne ? La droite, oubliant que c'est elle qui avait « inventé » le régionalisme, accuse la gauche de brader la patrie. Alors la droite divisée, les droites, qu'elles soient autoritaires, idéologiques ou civilisées, s'unissent et se durcissent en un retour aux sources d'autant plus inéluctable que le centre a été écrasé entre les deux grandes forces du pays.

Dès lors, l'histoire est déjà écrite, c'est celle de l'affrontement. Le 1er avril 1939, le sort des armes a décidé du vainqueur. Le général Francisco Franco n'est plus un chef rebelle, il est le Caudillo de l'Espagne « une, grande et libre ». Le franquisme, c'est le règne de la droite intégrale, de la droite absolue. Absolue parce que, pendant quarante ans, les valeurs de la tradition espagnole vont se sublimer dans le régime, dans la vie sociale et dans la vie politique. Absolue aussi parce que, en situation de monopole, elle ne laissera ni l'action ni l'expression à un courant qui ne soit pas issu d'elle. Pendant longtemps, Franco gouverne appuyé sur trois piliers : l'armée, l'Église et la grande bourgeoisie, comme autrefois l'armée, l'Église et l'aristocratie. Tout semble figé, et pourtant tout évolue, subtilement, lentement mais sûrement. Le vieillissement des cadres et la progressive disparition des vainqueurs de 1939 libéralisent l'armée. Le souffle de Vatican II parvient jusqu'aux prêtres d'abord, jusqu'aux évêques ensuite, et libéralise l'Église. La formation d'une classe moyenne et une relative érosion du fossé social libéralisent la grande bourgeoisie. La droite ne se regarde plus dans le miroir déformant de sa seule autorité. Elle comprend qu'imposer ne suffit plus et qu'il lui faut aussi devenir efficace. L'Opus Dei balaie les rescapés de la Phalange[2] et sécrète une caste de technocrates plus habiles et plus modérés.

Le franquisme, c'est le règne de la droite absolue. Pendant quarante ans, les valeurs de la tradition espagnole vont se sublimer dans le régime, la vie sociale et politique

La relève est prête et attend son heure, qui sonne à la mort du Caudillo, en 1975, avec l'accession au trône de l'héritier des Bourbons. Juan Carlos ne renie pas la sociologie espagnole. Il sait l'Espagne à droite, mais il veut une autre droite. Elle existe : c'est celle héritée de Cánovas del Castillo.

PHILIPPE MARCOVICI

2. Organisation politique espagnole nationaliste d'obédience fasciste fondée en 1933 par José Antonio Primo de Rivera. Elle est intégrée au régime franquiste après la guerre civile.

© www.manuelalorente.com

© www.mayormaestre.com

Francisco Mayor Maestre
« Ya me iba mal antes »
(Je m'en sortais déjà mal avant), 2021

LES CINQ VIES DU PARTI POPULAIRE

Évincée par une motion de censure en 2018, la droite conservatrice se dit prête à reconquérir le pouvoir en 2027. Mais il lui faudra tenir compte du poids acquis par l'extrême droite, dont elle a favorisé l'ascension par ses propres divisions, son implication dans de nombreuses affaires et sa gestion de la question catalane.

PAR MAËLLE MARIETTE*

La mine grave, M. Pedro Sánchez annonce, le 29 mai 2023, lors d'une allocution télévisée, la convocation d'élections générales anticipées. Cette déclaration-surprise intervient au lendemain de la déroute du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), dont il est le secrétaire général, aux élections municipales et régionales. Le Parti populaire (PP), principale organisation conservatrice espagnole, a en effet remporté les mairies de Valence et de Séville, troisième et quatrième villes du pays. Il s'est aussi hissé en tête des suffrages dans six des dix régions – sur dix-sept – jusqu'alors dirigées (directement ou au sein d'une coalition) par les socialistes. Dans cinq d'entre elles, la droite dépend du soutien du parti d'extrême droite Vox pour gouverner, car elle n'y dispose pas de la majorité absolue.

Désireuse de durcir opportunément son discours antimigrants, la formation présidée par M. Santiago Abascal a néanmoins décidé, en juillet 2024, de se retirer des coalitions gouvernementales régionales formées avec le PP. Vox entendait ainsi protester contre la décision des conservateurs d'accueillir dans les communautés autonomes qu'ils gouvernent quelques centaines de mineurs étrangers non accompagnés.

La majorité des dirigeants du PP sont des enfants ou des petits-enfants des élites politiques franquistes, et notamment de leur frange réformiste, pour laquelle l'Espagne devait s'engager dans la voie démocratique après la mort de Francisco Franco. Ancien ministre de l'information et du tourisme

* Journaliste.

sous la dictature, Manuel Fraga Iribarne fonde, en octobre 1976, Alianza Popular (AP), qui deviendra une dizaine d'années plus tard l'actuel PP. L'objectif était de fédérer sept organisations politiques (dirigées par sept hauts dignitaires franquistes, surnommés « les sept magnifiques ») qui recouvraient les familles politiques du régime du Caudillo : les technocrates, les chrétiens-démocrates, les phalangistes, les traditionalistes nationalistes et catholiques fortement liés à l'Opus Dei[1]...

« AP a été créée pour prendre part au processus qui s'ouvre avec la fin du franquisme, participer à la transition et combler le vide politique laissé par Franco », nous explique M. Jorge Verstrynge, ancien secrétaire général d'AP. Par *« peur d'être exclus du système »*, les membres de la formation acceptent de participer au processus électoral constituant qui aboutira à l'actuelle Constitution du 6 décembre 1978. Mais *« la moitié des députés d'AP a ensuite refusé de voter pour la Constitution, en grande partie à cause de l'autonomie qu'elle accorde aux régions »*, développe M. Verstrynge. Les divisions entre les courants et l'échec aux élections générales de 1982 et 1986, remportées haut la main par le PSOE, entraînent des crises internes. Pour les surmonter, Fraga Iribarne concocte de nouveaux statuts qui réduisent la démocratie et renforcent la hiérarchie au sein du parti. C'est ainsi qu'AP devient le PP et que M. José María Aznar, jeune et ambitieux président de la région autonome de Castille-et-León depuis 1987, succède, en 1989, à Fraga Iribarne à la présidence.

Progresser électoralement

S'ouvre alors une période de rénovation : M. Aznar souhaite, selon ses propres termes, construire un grand parti de droite unifié visant à ***« faire cohabiter aisément les idées libérales, conservatrices et démocrates-chrétiennes »***. Avec sa jeune équipe, il dote la formation de structures fortes, chargées d'asseoir sa présence sur l'ensemble du territoire espagnol. La nouvelle direction espère institutionnaliser le parti et lui permettre de progresser électoralement. La « cohabitation » annoncée a ses limites : *« Au Parti populaire, il n'y a pas de courant. Seulement du 220 volts. C'est moi qui contrôle la prise et quiconque met son doigt dedans est électrocuté[2] ! »*, déclare M. Aznar juste avant le XII[e] congrès du PP en 1996.

« La droite a eu beaucoup de mal à créer un parti fort capable de rivaliser avec le PSOE, nous raconte Pablo Simón, politiste à l'université Carlos III de Madrid. *Elle est restée ainsi près de vingt ans dans l'opposition. De là vient la construction sous Aznar d'une structure interne très verticale, hiérarchisée, centralisée et présidentialiste. »* M. Pablo Carmona, historien et militant associatif, n'y voit pas seulement l'expression de la nécessité de surmonter des divergences internes mais l'une des expressions de la persistance dans le parti de dispositions autoritaires. *« À l'approche de la fin de la guerre civile, Franco, par son fameux "décret d'unification", a affirmé, dans une logique militaire selon laquelle la hiérarchie doit être respectée quoi qu'il arrive, qu'il ne pouvait pas y avoir plusieurs pouvoirs politiques. Il a donc décidé d'unifier les différentes phalanges* [organisations politiques fascistes] *sous un même parapluie. De là vient cette idée, au sein d'AP comme du PP, que la droite doit être unie contre l'ennemi régionaliste, contre la gauche, contre le communisme, contre les francs-maçons, etc. »*, explique-t-il.

> *Avec la transition démocratique, la droite a dû se refaire une virginité et a tenté de faire passer ses dirigeants « pour des petits-enfants de Cánovas »*

Avec la transition démocratique, la droite postfranquiste a dû se refaire une virginité. Dans cette perspective, elle a puisé dans la tradition libérale-conservatrice issue d'Antonio Cánovas del Castillo, mort à la fin du XIX[e] siècle. Et a tenté ainsi de se donner un vernis démocratique et de faire passer ses dirigeants *« pour des petits-enfants de Cánovas plutôt que pour des enfants de Franco[3] »*, écrit l'historien Carlos Dardé. La contre-révolution néolibérale-conservatrice menée par la première ministre britannique Margaret Thatcher (1979-1990) et par le président américain Ronald Reagan (1981-1989) dans les années 1980 a constitué une autre référence. Pour l'historien Javier Tusell, *« il n'est pas surprenant que bien des membres* [de la jeune ☛

1. Lire Jesus Ynfante, « Résurrection de l'Opus Dei en Espagne », *Le Monde diplomatique*, juillet 1996.

2. Juan González Ibañez, « "El enchufe lo tengo yo y quien mete el dedo se electrocuta" », *El País*, Madrid, 9 janvier 1996.

3. Cité dans Miguel Ángel Villena, « La sombra de Cánovas del Castillo llega hasta los "neocons" », *El País*, 2 novembre 2008.

génération du PP] *issus de la droite traditionnelle – comme Aznar lui-même, phalangiste dans sa prime jeunesse – se soient transformés en ultralibéraux, car* (...) *le libéralisme fournissait un cadre théorique moderne contre le socialisme, tout en étant susceptible d'être connecté à la droite conservatrice*[4]». L'ombre portée par Franco sur le PP s'estompe alors.

M. Aznar, élu en 1996, et son premier gouvernement ne se distinguent pas par leur créativité. Ils s'en remettent aux recettes néolibérales : dérégulation, réduction des impôts, privatisations, rigueur budgétaire et priorité donnée à l'entrée dans l'Union monétaire européenne. Ils surprennent toutefois en marquant une certaine distance avec l'Église et ne reviennent pas sur la légalisation de l'avortement. Il s'agit d'une manœuvre tactique : après l'obtention de la majorité absolue au Congrès lors des élections générales suivantes, en 2000, le PP fait passer une loi réintroduisant l'enseignement obligatoire de la religion dans les écoles primaires et secondaires publiques. M. Aznar conduit alors une politique plus en ligne avec les racines idéologiques de son parti.

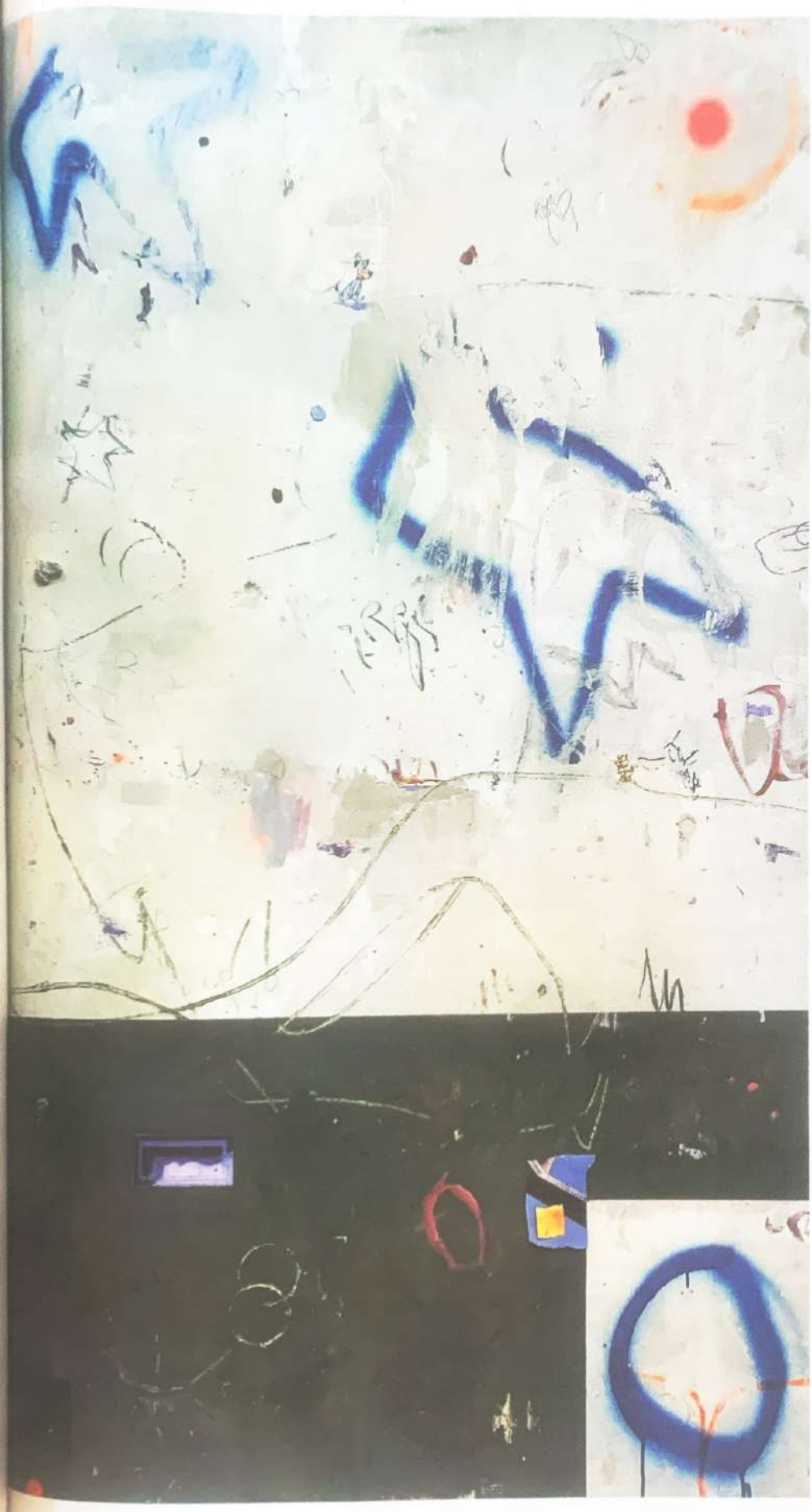
Le PP souhaite alors renouer avec l'« âge d'or » moderne de l'Espagne conquérante. Cette volonté le conduit à se rapprocher du pays dont l'effondrement du mur de Berlin a renforcé l'hégémonie géopolitique : les États-Unis, avec lesquels Franco avait déjà signé en 1953 des accords qui avaient permis à l'Espagne de rompre l'isolement international auquel son régime était soumis. Au printemps 2003, M. Aznar soutient Washington lors de l'invasion de l'Irak, contre l'opinion publique et les autres partis politiques espagnols, et en enfreignant la Constitution, qui exige que le gouvernement demande l'approbation du Parlement avant d'entrer en guerre. Ce faisant, M. Aznar voulait également faire de l'Espagne le leader d'une nouvelle Europe « forte », fondée sur l'atlantisme et le libéralisme économique, contre l'opposition de la France et de l'Allemagne à l'invasion américaine. L'entreprise échouera, avec le retour au pouvoir du PSOE dès l'année suivante ; et la photographie prise lors du sommet des Açores en mars 2003, où l'on voit le premier ministre espagnol, tout sourire, aux côtés du président George W. Bush et du premier ministre Anthony Blair restera l'acmé de la politique étrangère du PP de M. Aznar. Les attentats islamistes du 11 mars 2004 au cœur de Madrid, trois jours à peine avant les élections générales, ont renversé la nette avance dont bénéficiait le PP dans la plupart des sondages d'opinion. L'insistance mensongère du gouvernement, jusqu'à la veille du scrutin, sur le fait que l'organisation indépendantiste basque Euskadi ta Askatasuna (ETA) était probablement responsable, malgré les preuves croissantes du contraire, le décrédibilisa.

M. Aznar voulait faire de l'Espagne le leader d'une nouvelle Europe « forte », fondée sur l'atlantisme et le libéralisme économique

Le feu aux poudres

C'est que les gesticulations géopolitiques de M. Aznar s'accompagnent d'une obsession : renforcer le sentiment national. Ce qui conduit le PP à rejeter toute forme d'autonomie régionale, faisant écho au nationalisme espagnol radical de la droite postfranquiste à l'époque du processus d'élaboration de la Constitution. Cette attitude mène à une crise majeure. En 2010, une partie du nouveau statut d'autonomie de la Catalogne, approuvé en mars 2006 par le Congrès des députés après son adoption par le Parlement catalan en 2005, est suspendue par le Tribunal constitutionnel à la suite d'une requête présentée par le PP. « *C'est l'étincelle qui a mis le feu aux poudres, avec la fin qu'on connaît : la proclamation unilatérale de l'indépendance de la Catalogne en octobre 2017* », commente M. Manuel Milián, l'un des fondateurs catalans du PP, proche de Fraga Iribarne et député de Barcelone de 1989 à 2000. À l'issue d'un référendum déclaré illégal par le Tribunal constitutionnel à la demande de l'État espagnol, lors d'une journée marquée par de violentes répressions policières, la population de la région se prononce en faveur de son indépendance. Après plusieurs semaines de tensions, de manifestations, de grèves, de polarisation extrême divisant l'Espagne en deux camps, le gouvernement de M. Mariano Rajoy rejette toute médiation et finit par appliquer, pour la première fois de l'histoire du pays, l'article 155 de sa Constitution, qui permet la mise sous tutelle d'une région entière, dans un accès d'autoritarisme.

4. Javier Tusell Gómez, *El Aznarato. El gobierno del Partido Popular, 1996-2003*, Aguilar, Madrid, 2003.



Francisco Mayor Maestre /// « Mi peor enemigo » (Mon pire ennemi), 2024

M. Rajoy a été désigné par M. Aznar à la présidence du parti en 2004. Sa légitimité a été mise en doute *« jusqu'à ce qu'il remporte les élections en 2011 »*, nous explique Lucía Méndez, journaliste pour le quotidien de droite *El Mundo*. Le PP bat alors tous ses records électoraux à la suite de l'éclatement de la bulle immobilière en 2008, mettant fortement à mal le gouvernement socialiste de M. José Luis Rodríguez Zapatero. Mais *« des dissensions, qui jusque-là étaient toujours restées à l'intérieur du parti, se manifestent à l'extérieur »*, l'aile néoconservatrice du PP, aznariste, reprochant à M. Rajoy de se montrer trop modéré sur les questions sociétales telles que la défense des valeurs religieuses, l'avortement ou le mariage homosexuel. Toutefois, insiste Lucía Méndez, *« ce qui a été fatal à Rajoy, c'est la question catalane, qui a conduit Ciudadanos* [centre droit, disparu électoralement depuis] *et Vox* [extrême droite] *à capitaliser sur le mécontentement à l'égard du PP et sa gestion de la crise »*.

Après six ans à la tête du gouvernement, M. Rajoy est renversé en juin 2018 par une motion de censure à la suite de la condamnation de son parti – une première dans l'histoire de la démocratie espagnole – pour corruption institutionnalisée dans l'« affaire Gürtel », impliquant le détournement de 43 millions d'euros au profit du PP. À M. Rajoy succède alors le socialiste Pedro Sánchez. Le cauchemar du PP, dirigé depuis 2022 par M. Alberto Núñez Feijóo, auparavant président de la région de Galice pendant treize ans, est devenu réalité : la droite s'est fragmentée. La concurrence de Ciudadanos disparue, le PP souffre aujourd'hui de celle de Vox, créé en 2013. Ce parti gagne en visibilité au moment de la crise catalane d'octobre 2017. Il prend alors la tête des manifestations pour la défense de la nation organisées dans tout le pays, et où il porte la « révolution des balcons », auxquels sont accrochés des drapeaux espagnols en signe de contestation du référendum. L'ascension fulgurante de Vox lui permet de s'imposer aujourd'hui comme la troisième force du pays, plus anti-immigration et ambitieuse que jamais.

Maëlle Mariette

HAUTS ET BAS DE PODEMOS

Dans les années 2010, le surgissement d'un acteur inédit, extérieur au champ des partis traditionnels, bouleverse le paysage espagnol. Dirigé par deux jeunes intellectuels, MM. Íñigo Errejón et Pablo Iglesias, il entend donner une traduction politique au mouvement des « indignés » et renverser la table. Au cœur de sa stratégie de conquête du pouvoir, le populisme.

PAR MAËLLE MARIETTE

En 2014, un nouveau parti politique espagnol se propose de « *prendre le ciel d'assaut* », une formule empruntée à Karl Marx : Podemos (« Nous pouvons »). Il rassemble d'anciens étudiants qui défilaient au cri de « désobéissance » dans la cafétéria de leur université, en 2006, comme MM. Íñigo Errejón et Pablo Iglesias ; le dirigeant de la librairie coopérative Marabunta et porte-parole du petit parti d'extrême gauche Izquierda Anticapitalista (« gauche anticapitaliste », rebaptisée en 2015 Anticapitalistas), M. Miguel Urbán ; et, surtout, des militants issus du grand mouvement social des « indignés » de 2011, parfois regroupés au sein de structures antiaustérité, de collectifs en lutte contre les expulsions, ou encore d'organisations féministes. Leur projet : prendre le pouvoir en reléguant les partis traditionnels aux livres d'histoire.

Quinze mai 2011. Des milliers de personnes occupent les places des principales villes d'Espagne en réaction à la crise déclenchée par l'éclatement de la bulle immobilière et les politiques d'austérité qu'elle a justifiées. Ces « indignés » ébranlent les piliers du système politique espagnol, à commencer par le bipartisme Parti populaire (PP) - Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE).

D'un côté, l'oligarchie ; de l'autre, ceux qui souffrent du système. D'un côté, « la caste » ; de l'autre, « les gens ». D'un côté, « eux » ; de l'autre, « nous »

Pour les fondateurs de Podemos, le soulèvement révèle la crise du « régime de 78 » – en référence à la Constitution de 1978 issue de la transition postfranquiste et fondée sur l'idée que les antagonismes d'hier et les plaies du passé pourraient être noyés dans la croissance et l'abondance. « *Les conditions sont réunies pour une nouvelle majorité politique, transversale, de rupture, issue de la majorité sociale frappée par la crise* », explique à l'époque M. Errejón[1]. L'heure est venue de transformer les revendications du mouvement du 15-Mai (15-M) en un projet structuré et susceptible de rassembler au-delà du « camp progressiste » ; l'exposer dans des termes dépouillés de jargon ; et le promouvoir grâce à un parti capable d'engager la lutte pour le pouvoir.

Alors que le terme « gauche » est associé au PSOE et aux scandales de corruption qui l'accablent presque autant que le PP, Podemos abandonne la dichotomie gauche-droite pour en promouvoir une autre. D'un côté, l'oligarchie ; de l'autre, ceux qui souffrent du système. D'un côté, « *la caste* » ; de l'autre, « *les gens* ». D'un côté, « *eux* » ; de l'autre, « *nous* ». Une mise en application de l'« hypothèse populiste », que les leaders de Podemos tirent des théories d'Ernesto Laclau et de Chantal Mouffe, leurs référents idéologiques depuis leurs expériences respectives en Amérique latine : il existerait, lors de périodes de crise importante, des mécontentements divers et parfois sans rapport (voire contradictoires), émanant de couches hétérogènes de la société, et qu'une même figure politique parviendrait à unifier pour renverser un régime devenu obsolète.

En mai 2014, cinq mois après sa création, le parti crée la surprise en obtenant presque 8 % des voix aux élections européennes. Une entrée remarquée sur la scène politique espagnole, qui le propulse en quatrième position, derrière le PP (26 %), le PSOE (23 %) et La Izquierda Plural (10 %), une coalition de partis de gauche régionalistes. Tous les yeux sont alors rivés sur les municipales prévues un an plus tard, et surtout l'échéance des élections générales de décembre 2015.

Se met en place une « *une machine de guerre électorale* », selon les termes de M. Errejón, conçue pour remporter la victoire le plus rapidement possible, dans une stratégie de blitzkrieg. Au sein de Podemos, l'efficacité prime : le fonctionnement vertical, plus rapide, prévaut ; ainsi que la participation plébiscitaire de militants auxquels il est demandé de limiter leurs interventions aux longues délibérations démocratiques fondées sur la constitution et la structuration d'une base militante.

1. *Política, manual de instrucciones*, film de Fernando León de Aranoa, 2016.

© instagram.com/olmo.calvo

Olmo Calvo ///// Dans le campement des « indignés », Puerta del Sol, Madrid, juin 2011

Pour M. Urbán, la *« dérive plébiscitaire »* caractérisée par le recours massif à la consultation et au vote en ligne *« auxquels tout le monde pouvait participer, mettant au même niveau militants et simples adhérents »*, a condamné les « cercles » qui structuraient la base *« à n'être que de simples appendices consultatifs ou des comités de campagne »*.

Nouer des alliances

Le parti choisit de soutenir des coalitions larges lors des élections municipales. Elles remportent les mairies de plusieurs grandes villes du pays, parmi lesquelles Madrid, Barcelone, Cadix, Saragosse ou encore La Corogne. Mais confrontées aux réalités du pouvoir, les majorités soutenues par Podemos doivent souvent nouer des alliances et composer avec des municipalités endettées, des administrations réticentes au changement et des compétences limitées dépendantes d'évolutions législatives à l'échelle nationale. La difficulté est alors de réussir à se distinguer des autres formations et de la gauche dite « traditionnelle »...

À l'approche de l'échéance cruciale des élections générales de 2015, la teneur du discours de Podemos à propos des institutions espagnoles évolue. Tandis qu'aux débuts du mouvement ses dirigeants multipliaient les attaques frontales contre le « régime de 78 » et défendaient l'idée d'une Constituante devant associer l'ensemble des Espagnols à une redéfinition du cadre institutionnel hérité de la Constitution de 1978, l'idée s'éclipse. Il ne s'agit plus de renverser un système, mais de déloger *« la caste »*, dont la chute suffira à ce qu'advienne une démocratie plus satisfaisante. Plus de crise de régime, mais un problème de dirigeants.

La légère reprise de l'économie espagnole fragilise le discours antiaustéritaire de Podemos. Le 20 décembre, la liste de Podemos menée par M. Iglesias, à laquelle se sont jointes de petites formations écologistes et régionalistes de gauche, obtient, avec 20,66 % des voix, 69 sièges sur 350 au Congrès des députés.

Une nouvelle page s'ouvre pour la formation, qui doit désormais repenser

« Nous nous sommes réveillés »

Au printemps 2011, alors qu'un vent de fronde secoue le monde arabe, le mouvement des « indignés » s'empare de la capitale espagnole. Il rejette le néolibéralisme et son corollaire, les politiques d'austérité, tout en exigeant l'avènement d'une « démocratie réelle ».

Depuis le 15 mai 2011 (date qui a donné son nom au mouvement), des assemblées générales, réunissant jusqu'à six mille personnes, ont eu lieu tous les jours à la Puerta del Sol – le cœur battant de Madrid – et dans les environs. Vera, 28 ans, fait partie de la commission de dynamisation des assemblées. *« Impossible de décrocher, j'en rêve la nuit,* raconte-t-elle. *Ça a été un travail énorme d'apprendre à mener des assemblées, surtout les grandes. On a beaucoup discuté pour savoir s'il fallait ou non continuer à travailler par consensus, mais c'est la base de tout ce qui se passe ici. On apprend quelque chose tous les jours. Il y a une fille qui a été observatrice internationale au Chiapas et qui donne de très bonnes idées C'est ça qui fait que tu reviens aux réunions et aux assemblées de Sol : voir les gens s'écouter les uns les autres et tenter de faire aboutir quelque chose. »*

L'histoire de cette explosion de politique participative est singulière. Dans un contexte marqué par un chômage massif (44,2 % des 16-25 ans en avril 2011, selon Eurostat), par la perte des droits sociaux, les plans de rigueur en matière de santé et d'éducation, la précarité croissante du travail et les saisies de logements – commanditées par des banques pourtant secourues avec de l'argent public – pour hypothèques impayées, une plate-forme citoyenne lance, notamment via les réseaux sociaux, un appel à manifester le 15 mai. Revendiquant son indépendance vis-à-vis des partis, des syndicats et des organisations politiques, elle remporte un succès inespéré : des milliers de personnes se mobilisent dans une cinquantaine de villes espagnoles. Son mot d'ordre, « ¡Democracia real ya! » (« Pour une vraie démocratie maintenant ! »), résume bien le sentiment général de connivence entre pouvoir politique et pouvoir économique, dont l'expression la plus criante est la corruption. « Ils ne nous représentent pas » sera l'un des slogans les plus entendus dans les rassemblements.

À l'une des tables d'information, Borja, chômeur de 31 ans, explique à trois jeunes qui viennent d'arriver avec leurs sacs à dos le fonctionnement du campement : *« Il y a d'un côté les commissions qui s'occupent des tâches liées à l'organisation du campement et du mouvement du 15-M* [15 mai], *cuisine, assistance juridique, préparation des assemblées, infrastructure, etc. Puis, il y a les groupes de travail qui réfléchissent et discutent des propositions adoptées par consensus sur la politique, l'économie, l'environnement, la santé, l'éducation, la culture, l'immigration et tout ce qui peut nous sembler important. Les commissions et les groupes de travail sont ouverts à tout le monde, ils se réunissent généralement l'après-midi, sur les places et dans les rues du quartier. Par ailleurs, une assemblée générale se tient tous les jours. C'est là que se prennent les décisions. »*

« Nous dormions, nous nous sommes réveillés. Place occupée », clame la plaque commémorative que le mouvement a décidé d'adosser à la statue équestre du roi Charles III, sans demander de permission à personne, comme pour tout ce qui a été fait à la Puerta del Sol.

Raúl Guillén
Journaliste.

son organisation et sa stratégie. L'absence de majorité législative claire et le choix du socialiste Pedro Sánchez de forger un pacte minoritaire avec les centristes libéraux de Ciudadanos, eux aussi en pleine ascension, précipitent l'organisation de nouvelles élections générales en juin 2016, finalement remportées par le PP. Podemos forme une coalition avec Izquierda Unida (gauche radicale), sous le nom d'Unidos Podemos, destinée à remporter les élections suivantes. Cette alliance ancre définitivement le parti à gauche, mettant fin à la stratégie populiste d'indétermination.

Les débats en interne suscités par cette alliance s'entremêlent aux dissensions apparues au grand jour à la suite des résultats mitigés des élections de décembre 2015, entre MM. Iglesias et Errejón concernant les orientations stratégiques à mettre en place pour construire une majorité sociale dans les urnes. Repris par des médias qui se délectent de ce duel fratricide, les affrontements détériorent l'image d'un parti où l'on découvre les batailles d'ego et les luttes de pouvoir.

Se démarquer de la « vieille gauche »

Dans ce contexte, les deux dirigeants trouvent néanmoins un compromis qui vise alors à assumer un positionnement à gauche, tout en cherchant à se démarquer de la « vieille gauche » radicale afin de séduire les électeurs plus centristes, traditionnellement attachés au PSOE. Présentant le nouveau programme du parti début juin 2016, M. Iglesias se pose en leader de la *« nouvelle social-démocratie »* et invoque les travaux des économistes Vicenç Navarro – proche de l'aile gauche du PSOE, et qui a, un temps, conseillé Mme Hillary Clinton –, Thomas Piketty, Yanis Varoufakis et James Galbraith, dont s'inspire le chapitre économique de ce programme. Avec 13,42 % des suffrages, Unidos Podemos demeure loin derrière le PSOE (22,63 %) et le PP (33 %) aux élections législatives du 26 juin 2016.

La crise catalane d'octobre 2017 révèle les failles de la stratégie du « flou ». À l'occasion d'un référendum organisé par le gouvernement catalan, et déclaré illégal par l'État espagnol, la population de la région se prononce en faveur de son autonomie, conduisant à une crise politique nationale qui se logera plusieurs mois durant au cœur de l'agenda politico-médiatique.

« Notre stratégie »

En 2015, M. Pablo Iglesias, cofondateur de Podemos – il deviendra vice-président du gouvernement espagnol entre 2020 et 2021 –, expose dans « Le Monde diplomatique » la stratégie de son parti, qui vient de se hisser à la troisième place des élections générales, remportant 69 sièges au Congrès des députés et 9 au Sénat. Déjà, les difficultés affleurent. Comment éviter les pièges de l'institutionnalisation ? Comment contrer l'ascension des libéraux de Ciudadanos, l'autre nouveau venu sur l'échiquier politique ? Les extraits suivants sont tirés de son texte, initialement paru sous forme d'entretien dans la « New Left Review » (mai-juin 2015).

« Notre objectif-clé a toujours été d'occuper la centralité du champ politique en tirant parti de la crise. Cela n'a rien à voir avec le « centre » politique du discours bourgeois. En termes gramsciens, notre but dans cette guerre de positions a été de créer un nouveau « sens commun » qui nous permette d'occuper une position transversale au cœur du spectre politique récemment reconfiguré. À l'heure actuelle, l'espace disponible a été réduit par les contre-attaques de l'élite, à commencer par la promotion de Ciudadanos. Notre tâche s'avère donc désormais plus délicate ; elle requiert une nouvelle intelligence stratégique.

Ces initiatives de l'adversaire ont par ailleurs créé de nouvelles difficultés au sein même de notre camp. D'abord, l'apparition de Ciudadanos nous replace dans une logique que nous avons depuis le début considérée comme perdante : celle de l'axe gauche-droite traditionnel. Nous pensons que sur cette base il n'y a pas de possibilité de changement en Espagne (...). Dans ce paysage, le discours plébéien de Podemos, organisé autour de l'opposition entre « ceux d'en bas » et « ceux d'en haut » (l'oligarchie), pourrait être réinterprété comme le discours habituel de l'extrême gauche, ce qui l'exposerait à perdre sa transversalité et le priverait de la possibilité d'occuper la nouvelle centralité. Enfin, nous faisons aussi face au risque – qui représente également un levier potentiel – de la normalisation. Nous n'apparaissons plus comme des outsiders, l'effet de nouveauté s'estompe, mais Podemos a désormais aussi gagné en force et en expérience ; il dispose d'une capacité de représentation accrue. Nous devons impérativement redéfinir ou affiner notre discours afin de déjouer les contre-attaques et de rouvrir l'espace qui nous a été fermé. Ce ne sera pas facile.

Nous avons été confrontés à un cas d'école lors de la visite officielle du roi d'Espagne au Parlement européen, le 15 avril 2015. Un tel événement nous place devant une question difficile : celle de la monarchie. Pourquoi difficile ? Parce qu'elle nous interdit d'emblée la centralité du terrain. Il existe, grosso modo, deux options. La première, généralement adoptée par la gauche – dont Izquierda Unida (Gauche unie) –, consiste à dire : « *Nous sommes républicains. Nous ne reconnaissons pas la monarchie, nous n'irons donc pas à la réception en l'honneur du roi d'Espagne. Nous ne reconnaissons pas cet espace de légitimité pour le chef de l'État.* » Même si c'est une position parfaitement tenable sur le plan éthique et moral, elle nous place immédiatement dans l'espace de la gauche radicale, dans un cadre très traditionnel. Cela nous aliène instantanément de larges couches de la population (...). La monarchie figure toujours parmi les institutions les plus appréciées en Espagne. (...) Deux options, donc : soit nous n'allons pas à la réception et nous restons coincés dans la grille d'analyse traditionnelle de l'extrême gauche, qui offre très peu de possibilités d'action ; soit nous y allons, et Podemos se mêle à la classe politique, ce qui revient à valider le cadre institutionnel. Bref, à passer pour des traîtres, des monarchistes ou que sais-je...

Comment avons-nous résolu ce dilemme ? Nous y sommes allés, mais sans rien changer à notre façon de nous présenter, avec nos vêtements de tous les jours, en ignorant le protocole. C'est une toute petite chose, mais c'est symboliquement représentatif de Podemos. En outre, j'ai offert au roi les DVD de la série *Game of Thrones (Le Trône de fer)*, en les lui présentant comme un outil d'interprétation de ce qui se passe en Espagne. (...) Bien sûr, c'est une posture délicate à tenir, mais c'est la seule qui nous permette de maintenir le jeu politique ouvert, de manœuvrer au cœur de ces contradictions, bref, de remettre en cause le statu quo, au lieu d'être relégués dans une position pure mais impuissante. »

Olmo Calvo ///// La marche pour le changement organisée par Podemos, Puerta del Sol, Madrid, 31 janvier 2015

Podemos a du mal à défendre sa position d'*« équidistance »*, le parti soutenant la tenue d'un référendum officiel lors duquel il défendrait le « non » à l'indépendance.

En janvier 2019, les dissensions stratégiques et idéologiques au sein du parti sont devenues trop importantes et conduisent M. Errejón, initialement tête de liste Podemos à Madrid, à déclarer sa candidature aux élections régionales sous les couleurs de Más Madrid, la plate-forme qu'il vient de créer, tandis que M. Iglesias annonce que Podemos opposera une candidature à celle de son ancien numéro deux. Un an plus tard, en février 2020, c'est au tour d'Anticapitalistas d'annoncer son départ, dans la foulée de la participation d'Unidas Podemos (ex-Unidos Podemos) au gouvernement de coalition de M. Sánchez. Après une large défaite, le 4 mai 2021, aux élections régionales à Madrid, auxquelles il se présente pour tenter d'empêcher le PP et Vox (extrême droite) de gouverner la région, c'est au tour de M. Iglesias de démissionner de toutes ses fonctions au sein du parti. Il poursuit depuis son activité politique là où il s'estime être le plus efficace, à savoir le *« journalisme critique »* au sein de plusieurs médias : radio, télévision et presse écrite.

M. Iglesias poursuit son activité politique là où il estime être le plus efficace, à savoir le « journalisme critique » au sein de plusieurs médias

La participation d'Unidas Podemos au gouvernement de M. Sánchez, de 2020 à 2023, jusqu'à ce que lui succède au sein de l'alliance gouvernementale la coalition Sumar, se traduira notamment par l'augmentation du salaire minimum de 22 %, l'encadrement des loyers et l'indexation des retraites sur l'inflation. La table a-t-elle été renversée ? *« Toutes ces mesures n'abolissent ni le capitalisme, ni le patriarcat, ni le colonialisme,* admet le professeur de science politique Juan Carlos Monedero, un autre des fondateurs de Podemos. *Mais il s'agit clairement d'avancées qui améliorent la vie de millions de personnes. »*

Maëlle Mariette

À MADRID, LA VIE RÊVÉE DES LATINOS

Madrid s'est convertie en nouvelle capitale de l'Amérique latine en Europe. Riches et pauvres provenant de nombreux pays du sous-continent s'y établissent depuis les années 2010, notamment du Venezuela en raison de la crise économique et politique qui y sévit. Ces populations sont devenues l'objet de toutes les attentions politiques et électorales de la droite ibérique.

PAR HÈCTOR ESTRUCH ET VLADIMIR SLONSKA-MALVAUD*

Trottoirs immaculés, grandes avenues ouvertes et bordées d'arbres, passants chics, restaurants gastronomiques... Le quartier madrilène de Salamanca, où le revenu médian place ses habitants dans le 1 % le plus riche d'Espagne, arbore les attributs habituels des arrondissements opulents d'une capitale européenne. Ce fief de la haute bourgeoisie, prudemment épargné par les bombes de Francisco Franco lors du siège de la ville entre 1936 et 1939, accueille désormais une nouvelle population étrangère tout aussi aisée.

« Il y a environ cinq mille riches Vénézuéliens à Salamanca », constate David Placer, qui se présente comme un *« journaliste indépendant spécialiste de la communauté vénézuélienne »*. M. Juan Carlos Gutiérrez fait partie de ces personnes fortunées. Il nous accueille chaleureusement dans son nouveau restaurant, El Impero. Les détails sont soignés, à l'image de cet avocat pénaliste aujourd'hui spécialisé dans le droit international relatif aux droits humains, dans le privé mais aussi auprès de la Cour pénale internationale (CPI). Cuisine ouverte, chefs italiens, opéra chanté par un artiste équato-guinéen, ambiance cosmopolite : l'avocat des figures de l'opposition au chavisme semble ravi de son premier investissement en Espagne.

Trois anciens présidents mexicains de droite ont choisi de s'installer à Madrid : MM. Felipe Calderón, Enrique Peña Nieto et Carlos Salinas de Gortari

Trois anciens présidents mexicains de droite ont aussi choisi de s'installer à Madrid : MM. Felipe Calderón, Enrique Peña Nieto et Carlos Salinas de Gortari, lequel a récemment obtenu la nationalité. Depuis 2013, ils sont nombreux à avoir, comme eux, choisi la capitale espagnole pour nouveau havre. Ces Vénézuéliens, Mexicains, Colombiens venus investir ici, et parfois vivre et travailler, jettent cependant souvent leur dévolu sur des biens plus discrets – et plus coûteux – que des restaurants italiens. En particulier des appartements entièrement rénovés avec le plus grand luxe par des promoteurs spécialisés. Le quartier de Salamanca en regorge. *« Ils font trois cents à quatre cents mètres carrés, c'est quelque chose de normal pour ce type d'appartements, pour un prix moyen de 12 000 à 14 000 euros le mètre carré »*, nous expliquent Mme Ofelia Núñez et M. Carlos de Almeida, respectivement directrice de l'investissement résidentiel et directeur des nouvelles constructions résidentielles de la branche espagnole de l'entreprise américaine de conseil en immobilier Coldwell Banker Richard Ellis (CBRE). Le prix moyen du mètre carré dans la capitale était évalué à 5 677 euros en septembre 2025, contre 4 756 euros en septembre 2024 et 3 912 euros deux ans plus tôt.

Les changements introduits par le Parti populaire (PP, droite) en 2013 expliquent en grande partie l'intérêt soudain des Latino-Américains pour l'immobilier de luxe à Madrid. *« L'une de ces dispositions est la création des Socimi* [sociétés anonymes cotées d'investissement immobilier], *des entreprises consacrées à la spéculation immobilière et qui ne paient presque aucun impôt sur les bénéfices*, nous explique Mme Valeria Racu, porte-parole du Syndicat des locataires de Madrid. *Cela permet un cycle spéculatif très rapide. »* Le clan de M. Henrique Capriles Radonski, candidat à la présidentielle vénézuélienne contre Hugo Chávez en 2012 puis contre M. Nicolás Maduro en 2013, s'est très vite montré friand de ce nouveau régime fiscal, comme en témoigne le lancement des sociétés Agartha (2014) et Orinoquia Real Estate (2017), destinées respectivement au *coworking* et aux locations de courte durée de logements de standing.

« Madrid propose la pression fiscale la plus réduite de toutes les régions espagnoles », se félicite Mme Kuka Jiménez, directrice de la communication d'Invest in Madrid, un organisme qui dépend de la direction de l'économie de la communauté autonome. *« Elle est actuellement la seule à ne pas avoir ses propres impôts locaux »*, s'enthousiasme-t-elle. Un

* Journalistes.

choix qui lui a permis de devenir le principal point d'entrée des investissements directs étrangers, avec plus de 50 % du total de ceux réalisés dans le pays[1]. « *Un énorme dumping fiscal* », selon M. Pablo Carmona, de la Fondation des communs.

Tous les nouveaux arrivants à Madrid en provenance d'Amérique latine ne sont pas des multimillionnaires, d'anciens dirigeants de droite ou des opposants politiques. « *Le nombre de Vénézuéliens a explosé dans les quartiers d'Entrevías ou de San Diego*, observe David Placer. *Ce sont des quartiers pauvres de Madrid.* » Outre l'opposition en exil, beaucoup de Vénézuéliens sont venus en Espagne dans l'espoir d'une vie meilleure.

Depuis janvier 2015, les migrants latino-américains gonflent le chiffre des arrivées d'étrangers dans la région de Madrid. Ils y représentaient alors 49 % (561 000 personnes) des immigrés. Début 2024, 62 % des étrangers (plus d'un million) vivant dans la communauté autonome étaient nés dans un pays d'Amérique latine.

« *La majorité est issue de la classe moyenne ou aisée, avec des diplômes universitaires. Les pauvres fuient à pied* », précise M. Javier Cremades, cofondateur du cabinet d'avocats Cremades & Calvo-Sotelo, qui conseille l'opposition vénézuélienne en exil. Les précaires sud-américains constituent le gros des troupes de livreurs à vélo quadrillant la ville pour le compte de Deliveroo, Uber Eats ou Glovo. La plupart louent le droit d'utiliser l'application à un autoentrepreneur déclaré, faute de bénéficier d'un permis de travail. Le tout pour dix heures de disponibilité par jour et un revenu oscillant entre 600 et 800 euros mensuels.

La qualité de vie d'une capitale européenne, les universités privées, les prix de l'immobilier de luxe encore relativement abordables rendent Madrid attractive

Pour les plus aisés et les plus diplômés, la situation est différente. La qualité de vie d'une capitale européenne, la présence de nombreuses universités privées, des prix de l'immobilier de luxe encore relativement attractifs comparés à Miami ou Paris, la langue et la culture communes, ainsi que la solidarité de classe qui fonctionne grâce aux relais bien placés auprès des gouvernements, en particulier de droite, ont fait de Madrid une destination à la mode.

Au sujet de la migration vénézuélienne, Juan Carlos Monedero, cofondateur du parti de gauche radicale Podemos, considère qu'« *il y a toujours eu une relation très intense entre la droite espagnole et la droite de Caracas* ». Bien que ces liens aient une très forte dimension personnelle et entrepreneuriale, selon lui, ils sont aussi nourris par une proximité politique.

« Communisme ou liberté »

Réélue en mai 2023 avec la majorité absolue des sièges à la tête de la communauté autonome de Madrid et désormais figure majeure du PP, l'ultralibérale Isabel Díaz Ayuso a d'ailleurs fait de l'antichavisme un leitmotiv de son discours. Son slogan « Communisme ou liberté » est massivement utilisé par son camp depuis les élections locales de 2021. Une branche de la direction du PP de Madrid consacrée aux « nouveaux Madrilènes », placée sous le contrôle de M^me^ Ayuso, a été créée et confiée à un Vénézuélien, M. Gustavo Eustache. Si ce dernier, que nous rencontrons au siège de la formation, rue Génova, assure « *avoir travaillé avec énormément de communautés* », il admet cibler surtout les Latino-Américains, qui représentent « *le gros de ceux qui ont le droit de voter* ». M. Eustache, qui arbore fièrement son bracelet « Communisme ou liberté », connaît par cœur les chiffres et la composition des communautés d'étrangers, et laboure sans relâche le terrain pour sa candidate. Quitte à investir jusqu'aux autels des églises évangéliques assidûment fréquentées par la frange la plus conservatrice de cet électorat[2].

M. Eustache serait-il devenu essentiel pour le PP ? Au niveau national, la question ne se pose pas vraiment : le nombre de Latino-Américains jouissant de la double nationalité, disposant donc du droit de vote, s'avère trop faible. Les données de l'Institut national des statistiques espagnol (INE) permettent d'identifier 2,2 millions d'étrangers disposant du droit de vote (6,5 % du corps électoral), dont 1,5 million de Latino-Américains (4,3 % du corps électoral)[3]. À Madrid, la situa-

1. « Madrid consolida su liderazgo en inversión extranjera directa en 2024 », Ayuntamiento de Madrid, 31 août 2025.

2. Fernando Peinado, « Así hace campaña el PP de Ayuso en las iglesias evangélicas: "Tenemos unas elecciones importantes en mayo" », *El País*, Madrid, 3 avril 2023.

3. Fernando Peinado, « ¿A quién votan los hispanoamericanos ? », *El País*, 26 mars 2023.

Francisco Mayor Maestre /// « Lo que no se como concluir solo puedo alargarlo » (Ce que je ne sais comment conclure, je ne peux que le prolonger)

tion est différente : d'une part, la concentration de personnes nées à l'étranger est beaucoup plus importante ; d'autre part, les titulaires d'une double nationalité ne sont pas forcément les seuls à voter. En effet, lorsqu'il existe une convention permettant aux Espagnols de voter dans un pays étranger, l'Espagne applique la réciprocité pour les élections municipales.

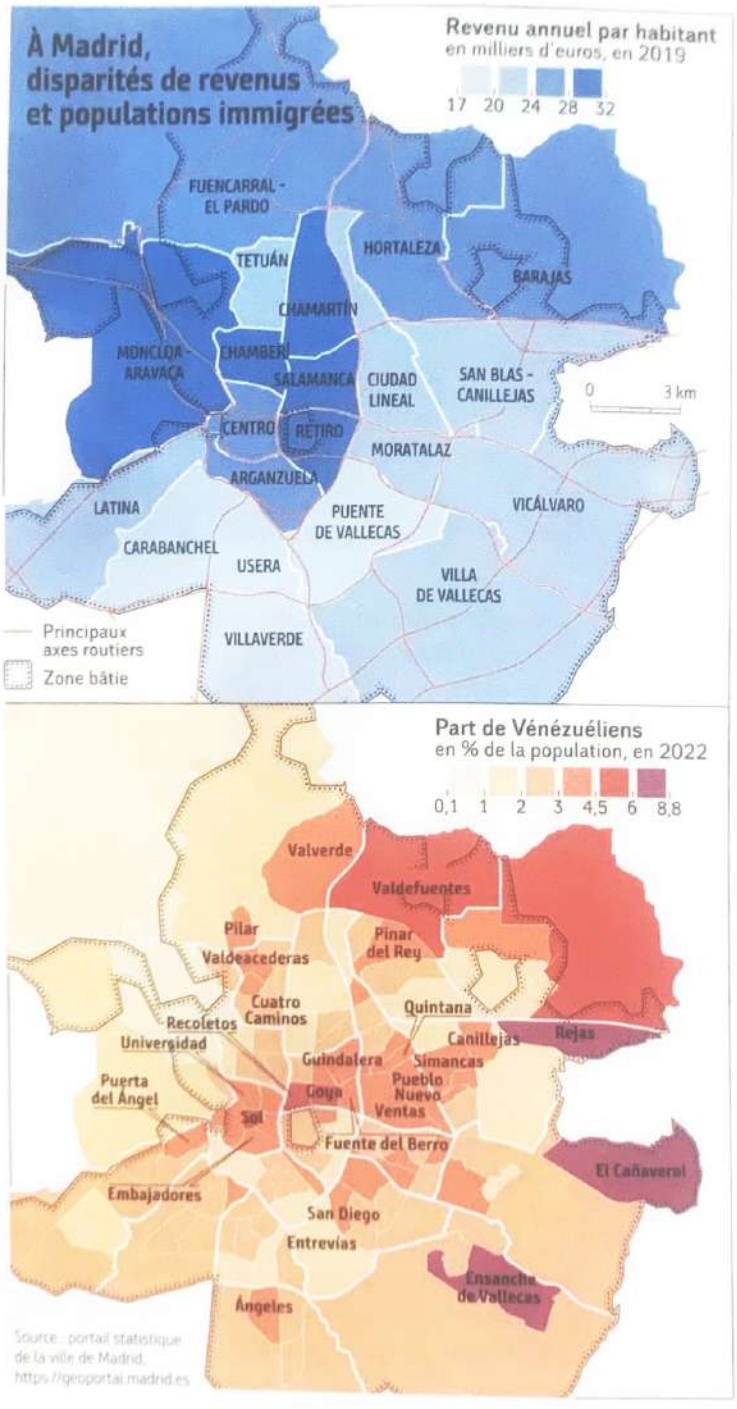
« C'est la nouvelle réalité. Les personnes nées à l'étranger représentent 21 % de la population de la communauté autonome de Madrid, près de 1,5 million de personnes — 61 % d'origine latino-américaine, 21 % d'origine européenne —, dont 1 million bénéficiant du droit de vote [aux municipales] *: 500 000 du fait d'accords bilatéraux, et 500 000 à la suite de l'obtention de la nationalité »*, détaille M. Eustache.

La droite construit un récit antichaviste et pro-immigrés latino-américains à destination des Espagnols : il permet de mobiliser l'électorat conservateur et bourgeois grâce à l'indémodable peur des communistes prêts à prendre possession des avenues de la capitale. La diabolisation de la gauche, souhaitant transformer l'Espagne en un « chaos digne du Venezuela », constitue celle-ci en repoussoir. Pour les conservateurs, cette dramatisation vise aussi à contenir le concurrent d'extrême droite, le parti Vox, en jouant la carte du vote utile. *« Dans la construction de la figure du méchant universel, le Venezuela a remplacé Cuba et l'URSS,* analyse ainsi Monedero. *Cela s'ajoute au fait qu'une partie d'entre nous, en Espagne, notamment chez Podemos, avons eu des relations avec les gouvernements progressistes en Amérique latine. Moi, j'ai travaillé avec Chávez, par exemple. »*

La persistance de cette thématique dans le discours du PP et de Vox peut aussi être vue comme un marqueur idéologique au sein de la droite. Il lui est d'autant plus utile qu'il permet d'opposer un échec à son propre échec : celui du capitalisme néolibéral et la crise de 2008, qui a violemment éprouvé l'Es-

pagne. La droite vénézuélienne et la droite espagnole cherchent en effet à construire la légitimité de leur discours suivant une posture de défense inconditionnelle de la démocratie. Mme Ayuso traite l'ancien dirigeant de Podemos ou l'actuel président du gouvernement espagnol de dictateurs. M. Antonio Ledezma, ancien maire de Caracas de 2008 à 2015 et l'un des opposants les plus hostiles au pouvoir, a quitté le Venezuela en 2017. Il affirme de son côté que Podemos « *est une franchise du chavisme* ». Le parti d'extrême droite Vox n'hésite pas à relativiser les crimes du franquisme ? « *Ils défendent la démocratie* », nous explique-t-il.

La porosité entre les droites des deux côtés de l'Atlantique est accentuée par le fait que la plupart des membres de la communauté vénézuélienne, moins politisés, peu ou pas fortunés, ne sont pas des admirateurs du gouvernement de M. Nicolás Maduro. Ce qui les rend souvent sensibles aux discours critiques concernant le rôle de l'État ou les méfaits du « socialisme ».



Source : portail statistique de la ville de Madrid, https://geoportal.madrid.es

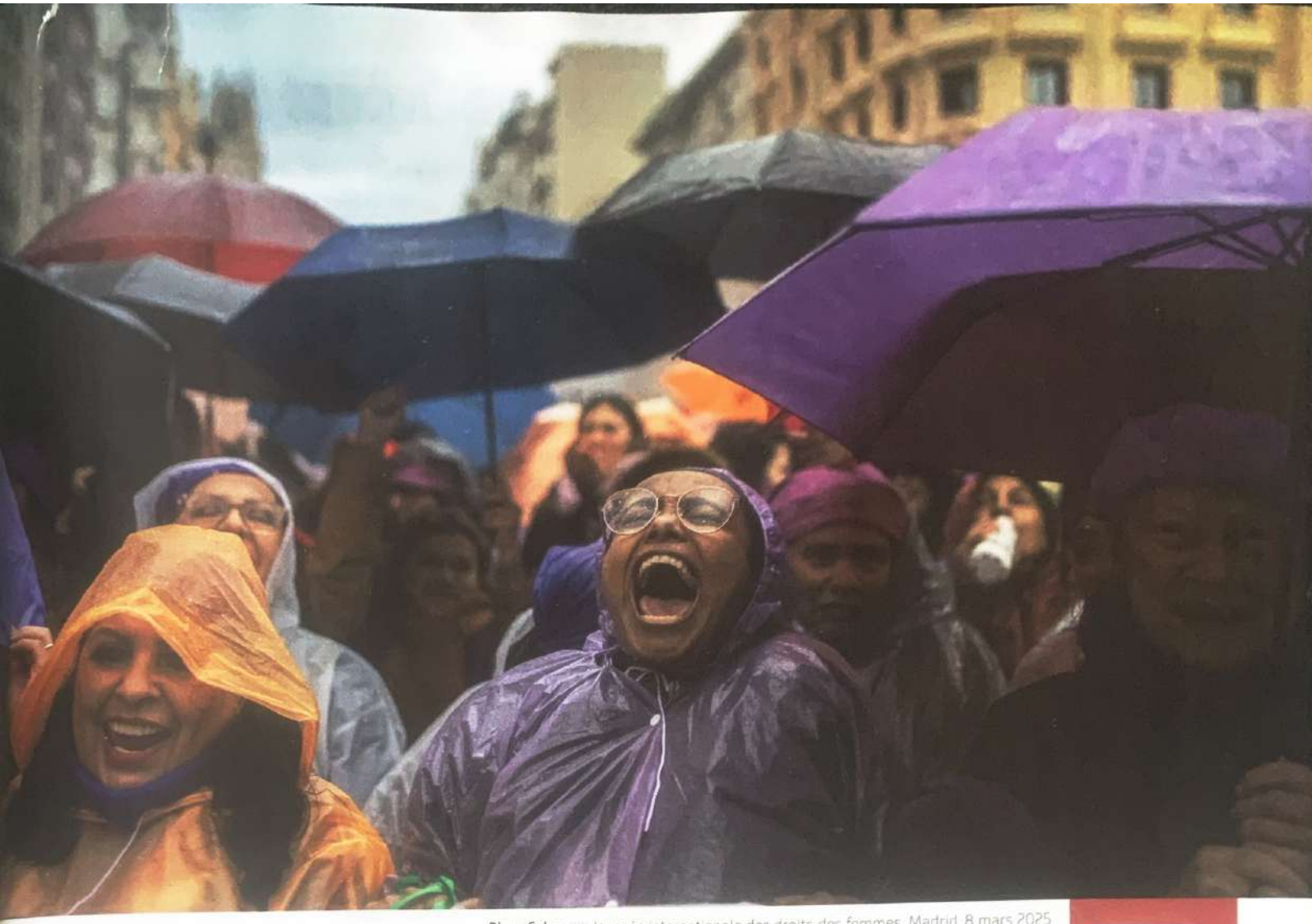
Processus de gentrification

Mais les Vénézuéliens émigrés sont-ils si à droite que cela ? « *Ils sont en réalité plus anti-chavistes que de droite* », estime le journaliste Placer. Il pointe l'absence de structuration dans et entre les différents groupes de Vénézuéliens : « *Je ne crois pas que leur but soit d'influencer leur pays d'origine depuis Madrid. Ils n'ont pas de projet politique. Le but est davantage de peser ici, entre eux, pour leurs affaires* », tranche-t-il. Leur penchant très à droite est aussi un handicap, selon lui : « *Aux États-Unis, les Cubains sont plus intelligents, ils maintiennent des contacts avec les deux bords. Ici, ils ont oublié le PSOE* [Parti socialiste ouvrier espagnol], *qui est au pouvoir.* »

En tout état de cause, l'arrivée de Latino-Américains fortunés a déjà eu une incidence : « *Cela génère un processus de gentrification* », explique le sociologue Andrés Walliser. Avec un changement important dans la configuration du régime de propriété dans les zones concernées. « *Dans ces quartiers, aujourd'hui, le marché est saturé ; il ne reste que quelques immeubles appartenant à une seule famille* », confirment Mme Núñez et M. de Almeida, de CBRE Espagne. Ainsi, les acheteurs se tournent petit à petit vers d'autres quartiers. « *Les fonds d'investissement et les agences spécialisées expulsent les locataires* [en renchérissant le prix des loyers], *qui se tournent alors vers d'autres quartiers, dont ils expulsent à leur tour les habitants* », résume Mme Racu.

À défaut d'une capitale des oppositions de droite aux gouvernements de gauche, les millionnaires latino-américains du continent auront au moins activement participé à l'émergence… d'une Miami immobilière fondée sur le dumping fiscal.

Hèctor Estruch et Vladimir Slonska-Malvaud



Olmo Calvo /// Journée internationale des droits des femmes, Madrid, 8 mars 2025

3

Une voix singulière

Longtemps mise au ban des nations, l'Espagne a parié sur la réussite de son intégration à l'Europe dans les années 1980. Progressivement, elle est devenue un pays qui compte, à l'échelle régionale comme mondiale. Aujourd'hui, ses prises de position internationales détonnent sur plusieurs sujets (Gaza, Organisation du traité de l'Atlantique nord), et certains de ses choix politiques nationaux embrassent les aspirations de nombreuses forces progressistes (droits des femmes et des minorités sexuelles, droits des travailleurs).

SUR LA COSTA BLANCA, L'EUROPE

Ils viennent de France, mais aussi d'Allemagne, de Belgique, du Royaume-Uni ou des Pays-Bas. Les seniors élisent domicile en nombre dans la région de Valence, quelques semaines en été ou à l'année. Tout y est meilleur : le climat, les paysages et surtout les prix… que l'installation de ces exilés en quête de douceur de vivre pousse à la hausse, en particulier dans le secteur immobilier.

PAR ÉLISA PERRIGUEUR*

Santa Barbara, sur la Costa Blanca méditerranéenne. Un vent, trop chaud pour ce mois de mars, parcourt les allées piétonnes d'Alicante, ville côtière de 330 000 habitants située dans la communauté valencienne. À l'étage d'un fast-food avec vue sur une place arborée, la langue française résonne. Une vingtaine de retraités, en couple ou célibataires, louent cette atmosphère envoûtante autour d'un « apéro francophone », un événement organisé ici tous les jeudis, depuis 2022. Ils ne se connaissaient pas initialement, mais ils ont déjà beaucoup en commun : venus de France, de Suisse ou du Canada, ils ont élu domicile sur la Costa Blanca, soit pour les mois d'hiver, soit définitivement. Ils n'avaient souvent aucun lien familial avec ce littoral touristique. Ils l'ont choisi pour *« son climat et sa douceur de vivre,* indique Pierre[1], 71 ans, ancien dessinateur industriel lillois. *Il y a trois cents jours de soleil par an. Les Espagnols sont très accueillants avec nous. On n'a pas à se plaindre ici. Mes amis qui travaillent encore en France n'attendent que de venir ».*

La communauté valencienne enregistre près de 20 000 résidents français à l'année, dont plus d'un tiers dépassent les 60 ans[2]. Au total, l'Espagne accueille plus de 160 000 retraités touchant une pension du régime général hexagonal. *« Je vois souvent des nouvelles têtes »,* assure Pierre, qui a lancé les apéros *« au succès grandissant »* par le biais du réseau social Facebook. L'objectif ? *« Connecter entre eux les francophones, faire des rencontres, s'échanger des bons plans. »* Lui apprend le castillan, *« mais beaucoup d'autres Français ne s'y mettent pas »,* regrette-t-il. Autour de la table, les retraités évoquent les restaurants bon marché sur les plages, les spas au cœur des montagnes, les randonnées dans les parcs naturels de cette région touristique. Liliane, ex-responsable informatique dans un hôpital à Marseille, voulait s'installer seule *« dans une ville relaxante, cosmopolite, où l'on peut se déplacer facilement, trouver des activités culturelles intéressantes ».* Au centre d'Alicante, les musées mettent en avant l'histoire de cette côte méditerranéenne foulée par les civilisations romaine, phénicienne et mauresque ; les nombreux visiteurs photographient les maisons blanches de l'authentique quartier de Santa Cruz et grignotent des tapas sur une promenade en bord de mer. Comme un air de vacances.

« J'avais longtemps rêvé de m'installer à l'étranger sans jamais pouvoir le faire, en raison de mon travail et de mes enfants », avoue Liliane. Ses proches pourront venir lui rendre visite facilement : les avions atterrissent à la chaîne à l'aéroport international d'Alicante, à deux heures de Paris et dont le trafic augmente chaque année.

La communauté valencienne enregistre près de 20 000 résidents français à l'année. Au total, l'Espagne accueille plus de 160 000 retraités venus de l'Hexagone

Après le Portugal et l'Algérie

L'idée de passer leurs vieux jours à l'étranger séduit un nombre croissant de Français. Sur les 15,3 millions de pensionnés du régime général, 1,1 million vivent hors du pays, soit cinq fois plus qu'il y a trente ans. L'Espagne est la troisième destination favorite des retraités français, juste après le Portugal et l'Algérie.

M. Paul Delahoutre, qui a créé Retraite sans frontières – l'un des nombreux sites Internet prodiguant des conseils à ces nouveaux migrants –, estime que *« le pouvoir d'achat est le premier facteur de départ, avant même le climat ». « Les seniors français se rendent compte que leurs pensions sont faibles, alors que les impôts augmentent. En partant, ils cherchent à vivre correctement de leur retraite »,* analyse-t-il. Longtemps réservée aux plus fortunés, la retraite à l'étranger constitue désormais une solution accessible aux budgets plus modestes.

De nombreuses enseignes alimentaires étrangères proposent un large choix de produits pour expatriés soucieux de conserver leurs habitudes : Aldi ou Lidl pour les Allemands, Overseas pour les Britanniques, Auchan ou Carrefour pour les Français. Car ces derniers sont loin d'être les seuls à appré-

Manuela Lorente /// De la série « ¿Es usted quien creo que es? » (Êtes-vous bien celle que je crois ?), Espagne, 2020

* Journaliste.

DES RETRAITÉS À DEMEURE

cier ce littoral inondé de lumière. Mme Rougier a 67 ans. Cette ancienne ouvrière d'une usine de rhum à Bordeaux, célibataire et sans enfants, touche désormais une retraite d'environ 1 500 euros. Elle croise tous les jours d'autres *guiris*, des ressortissants du nord de l'Europe dans le jargon péjoratif espagnol. Environ 800 000 étrangers peuplent désormais la communauté valencienne – qui comprend 5,2 millions d'habitants –, soit huit fois plus qu'il y a un quart de siècle[3]. Les Britanniques sont massivement présents dans la région comme dans le pays, qui compte la plus grosse communauté de l'Union européenne. Avec eux, les Néerlandais et les Belges ont été parmi les premiers seniors du nord de l'Europe à venir chercher du soleil en Espagne il y a déjà plusieurs décennies.

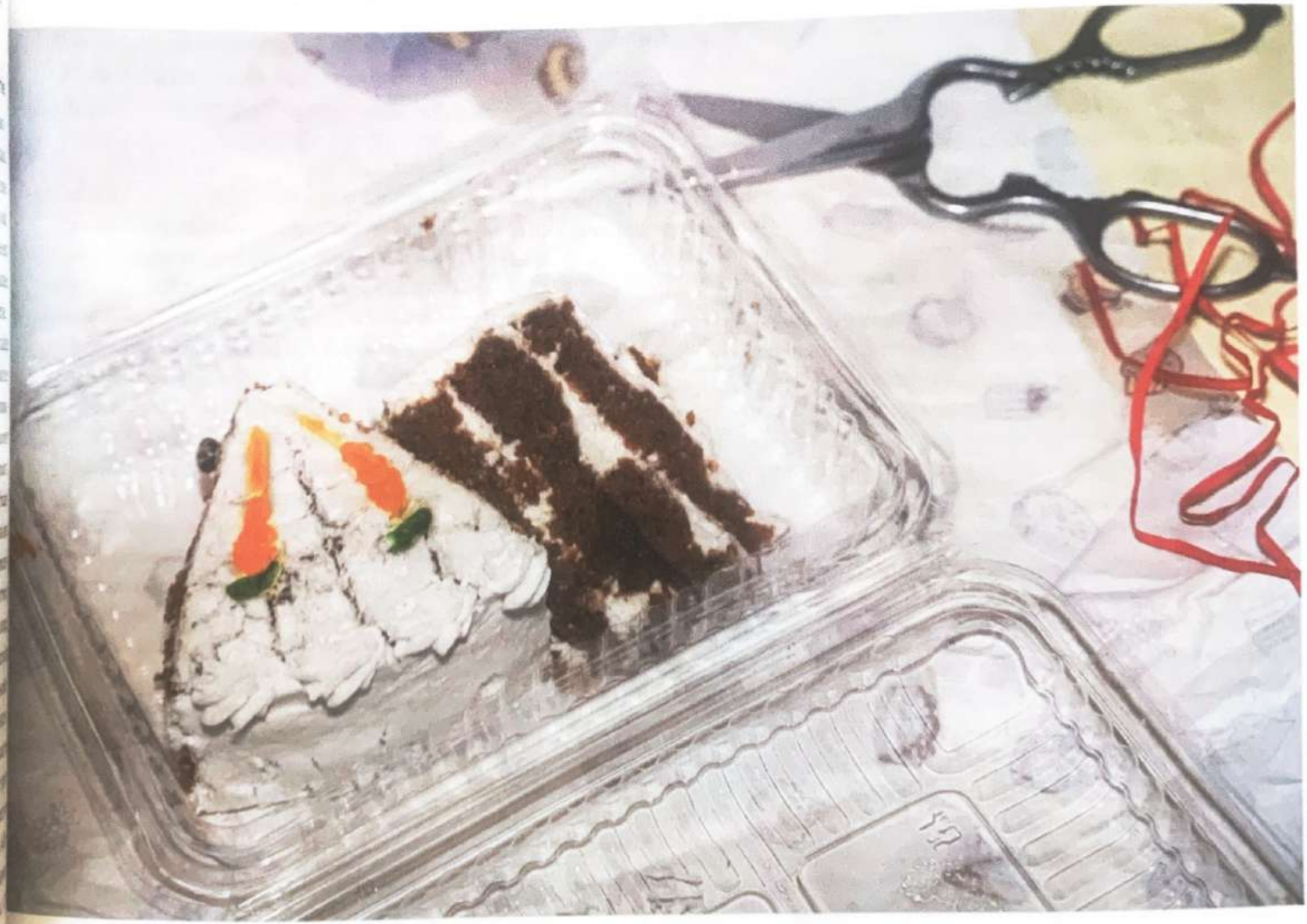
Mme Brigitte Rougier vit depuis trois ans dans une maison – *« avec jardin »*, insiste-t-elle –, à proximité d'un parc de pins qui borde la mer. Située dans un lotissement baptisé La Marina, elle la loue 450 euros par mois. Partie en retraite anticipée pour raisons médicales (trente-trois ans de travail à la chaîne ont affecté la mobilité de ses bras et de ses mains), elle a trouvé dans ces très longues allées de pavillons blancs, le plus souvent dotés d'une piscine individuelle, des amis français, qui arrivent *« toujours plus nombreux »*, assure-t-elle. *On se fait des déjeuners, on joue à la pétanque, je ne vois pas les années passer »*. La Marina compte sept mille habitants à l'année, parmi lesquels beaucoup d'étrangers. Il est plus vaste que le village auquel il est rattaché, San Fulgencio, petit bourg de trois mille personnes avec son centre historique et une place où tanguent les palmiers.

Grignotant les terres et le littoral de la Costa Blanca, les grappes de pavillons comme La Marina s'appellent des *urbanizaciones*. Elles pullulent. Petites banlieues résidentielles de maisons secondaires quasi identiques, pour certaines peu fournies en services publics locaux tels que les écoles, les bibliothèques… L'été, La Marina se remplit de touristes de tous âges et de toutes régions. L'hiver, elle compte essentiellement des seniors. Tout est fait pour accommoder l'environnement à une population vieillissante à mobilité réduite : larges trottoirs adaptés aux fauteuils roulants, limitation de la vitesse dans les rues à 30 kilomètres-heure et calme ambiant.

1. Les témoins désignés par leur seul prénom ont préféré rester anonymes.

2. Chiffres de mai 2024, fournis par la Généralité valencienne, l'institution du gouvernement autonome de la communauté valencienne.

3. Rafel Montaner, « Los residentes extranjeros se han multiplicado por ocho en un cuarto de siglo », *Levante El Mercantil Valenciano*, 3 mars 2024.



© www.manuelvalcarcel.com

SUR LA COSTA BLANCA, L'EUROPE DES RETRAITÉS À DEMEURE

Construits dès les années 1960, sous la dictature de Francisco Franco, ces lotissements avaient vocation à attirer les vacanciers dans une région agricole en mutation. Le rythme des constructions s'est intensifié à la fin des années 1990, lorsque l'Espagne a été saisie par la fièvre immobilière. Jusqu'à 550 000 permis de construire annuels étaient délivrés dans la décennie 2000, soit près de cinq fois plus qu'aujourd'hui[4]. Il s'agissait aussi de permettre aux générations du baby-boom espagnol de devenir propriétaires.

Jusqu'à 550 000 permis de construire annuels étaient délivrés dans la décennie 2000, soit près de cinq fois plus qu'aujourd'hui

Dans la région, la connivence entre promoteurs et édiles a facilité le bétonnage à outrance. Parallèlement, rien n'était assez clinquant pour les élites politiques locales de droite, voulant placer *« Valence* [le chef-lieu] *sur la carte du monde »*, selon les termes de M. Francisco Camps, alors président de cette communauté autonome (2003-2011).

La facture des mégaprojets, en partie financés par l'argent public, a flambé : 150 millions d'euros pour la création d'un aéroport à Castellón de la Plana qui mettra trois années à être fonctionnel, 300 millions d'euros pour la Cité de la lumière et du cinéma à Alicante, un complexe condamné en 2012 à la fermeture par l'Union européenne en raison de l'obtention d'aides jugées illégales, et qui a partiellement réouvert depuis. L'éclatement de la bulle immobilière, en 2008, est venu porter un coup fatal à cette gestion délirante. La région, lourdement endettée, a imposé en 2012 une cure d'austérité à ses citoyens.

Vestiges de la crise, quelques squelettes de pavillons se dressent toujours au détour des routes du pays valencien. Ils rappellent la ruine de leurs promoteurs après cet effondrement. Les acheteurs étrangers se sont détournés un temps, avant de revenir en 2018. Depuis, ils ont relancé ce marché de l'immobilier. En 2023, près de 20 % des biens achetés en Espagne l'ont été par des étrangers ravis d'acquérir des pavillons à bas prix, contre 7,1 % en 2007[5]. La contrepartie ? *« Les prix de l'immobilier augmentent. Il devient difficile pour les jeunes étudiants ou les Espagnols de se loger, notamment à Alicante,* constate M. Thomas Rouer, fondateur de l'agence immobilière à destination des francophones J'achète en Espagne. *Les constructions se poursuivent dans la région, à un rythme toutefois moins excessif que dans les années 2000. Les acheteurs ont une moyenne d'âge de 50-55 ans, le taux moyen d'occupation d'une maison est de sept ans. Les gens ne restent pas très longtemps : ils déménagent pour raisons personnelles, ou il peut y avoir un décès. »*

Malgré ces effets pervers, les autorités de la communauté valencienne se réjouissent de ce tourisme à l'année et répètent les mantras de toujours : *« Il contribue au développement économique de la région en attirant les investissements étrangers et en générant des emplois dans des secteurs tels que la construction et les services,* vante, enthousiaste, Mme Nuria Montes, ministre de l'industrie et du tourisme de la Généralité valencienne (Parti populaire, droite) entre juillet 2023 et février 2025.

Élisa Perrigueur

4. Ángel Gavilán, « El mercado de la vivienda en España : evolución reciente, riesgos y problemas de accesibilidad », Banque d'Espagne, 23 avril 2024.

5. *Ibid.*

Et la bulle immobilière éclata

Boom du bâtiment, prolifération des prêts à la consommation, surendettement des ménages... À la fin des années 2000, la fièvre de la brique espagnole connaît un brutal coup d'arrêt, tandis que la crise financière internationale propage son onde de choc à la planète entière. L'Espagne sera l'un des pays les plus touchés.

Après 1998, le nombre de logements construits en Espagne dépasse celui, cumulé, de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni et de l'Italie ! Huit cent soixante-cinq mille ont ainsi été mis en chantier en 2006, à comparer avec les un million quatre cent mille dénombrés aux États-Unis. De fait, la croissance rapide de l'économie espagnole au cours de cette décennie est largement due à l'impulsion de l'immobilier. Le secteur de la construction a pu représenter jusqu'à 18 % du produit intérieur brut (PIB) – près d'un tiers si l'on tient compte des impacts indirects.

Parallèlement à la hausse de l'offre, les prix ont grimpé rapidement : ils ont été multipliés par 2,8 entre le début de l'année 1999 et juin 2008. Enfin, la plus grande partie des prêts a été absorbée par ce secteur : le cumul des hypothèques destinées aux ménages, des emprunts pour la construction et de ceux destinés aux professionnels de l'immobilier représente 60 % du total du crédit du système financier. Plus inquiétant encore, le crédit accordé aux activités immobilières a atteint le double de celui destiné à l'industrie, contre le tiers en 1997.

Ces chiffres permettent d'affirmer que l'économie espagnole s'est mise à souffrir d'une énorme tumeur immobilière. Mais celle-ci est-elle bénigne ou cancérigène ? La seconde option semble la plus probable : le stock accumulé de logements neufs invendus devait atteindre, fin 2008, un million trois cent mille unités.

José García Montalvo

Professeur d'économie à la Barcelona School of Economics ; il est notamment l'auteur de *De la quimera inmobiliaria al colapso financiero* (« De la chimère immobilière au krach financier »), Antonio Bosch Editor, Barcelone, 2008.

© susannainglada.com

Susanna Inglada ////
« Fuerza » (Force)

TOUS LES CHEMINS MÈNENT À COMPOSTELLE

Chaque année, des centaines de milliers de marcheurs affluent en terres de Galice. Pour ceux d'entre eux qui sont chrétiens, Saint-Jacques est devenu l'un des plus grands pèlerinages du monde. Cela doit moins à la présence – débattue – des reliques de l'apôtre qu'aux motivations politiques et idéologiques de trois acteurs historiques : Francisco Franco, le Vatican et l'Europe.

PAR LOLA PARRA CRAVIOTTO*

Pour gagner Compostelle, en Galice, plus de 80 000 kilomètres de sentiers à travers l'Europe ont été balisés « chemins de Saint-Jacques ». En venant du nord (pays scandinaves) ou de l'est (Lituanie), le pèlerin des temps modernes peut parcourir un réseau de voies déployées sur l'ensemble du continent en direction de la pointe nord-ouest de l'Espagne. En 2017, l'Institut géographique national espagnol a publié, en collaboration avec la Fédération espagnole des associations d'amis du chemin de Saint-Jacques, une cartographie présentée comme exhaustive des routes de Compostelle.

Cette année-là, plus de 300 000 personnes ont parcouru au moins les cent derniers kilomètres à pied ou à cheval (ou les deux cents derniers à bicyclette) pour se recueillir devant le tombeau de l'apôtre et recevoir leur *compostela*, leur certificat de pèlerinage[1]. Des dizaines de milliers d'autres se sont contentées d'une partie du trajet. Si près de la moitié de ceux qui sont arrivés à destination (44 %) venaient d'Espagne, les pèlerins arrivaient également d'Italie, d'Allemagne, des États-Unis, du Portugal, de France – au total, de 177 pays. Une telle fréquentation marque un record dans l'histoire de ce pèlerinage, réinventé sous le patronage de l'Église catholique et des institutions européennes. Il y a encore cinquante ans, ces chemins étaient presque laissés à l'abandon.

Les quelques cartes anciennes disponibles ne recensaient que les réseaux espagnol et français. Et encore ne furent-elles imaginées qu'à l'époque moderne, à partir du *Livre V de saint Jacques*, issu du *Codex Calixtinus*, une compilation de manuscrits datant du XII[e] siècle. Redécouvert au XIX[e] siècle dans les archives de la cathédrale de Compostelle, le *Livre V* fut traduit en français par Jeanne Vielliard en 1938, sous le titre discutable de *Guide du pèlerin de Saint-Jacques-de-Compostelle*, et servit de socle à la restauration du mythe médiéval. Le corps de l'apôtre, saint patron de l'Espagne, qui avait été caché puis oublié au XVI[e] siècle, est opportunément retrouvé quelque temps après le *Codex*. *« La véracité de cette découverte a été remise en question, comme l'avait déjà été celle de la première découverte des reliques au IX[e] siècle,* nous explique Ofelia Rey Castelao, professeure d'histoire moderne à l'université de Saint-Jacques-de-Compostelle[2]. *Il s'agissait d'une tentative de relancer une ville en pleine crise, qui perdait par ailleurs de l'importance au niveau ecclésiastique et administratif. »* Par une lettre apostolique de novembre 1884, le pape Léon XIII authentifie les reliques de l'apôtre. Le pèlerinage moderne est né. Dès lors, nombreux seront ses promoteurs.

À commencer par le général Francisco Franco. Originaire de Galice, il connaît bien la légende. Dès 1937, en pleine guerre d'Espagne, il restaure l'offrande nationale à ☛

* Journaliste.

1. Selon le Bureau d'accueil du pèlerin.

2. *Cf.* Ofelia Rey Castelao, *Les Mythes de l'apôtre saint Jacques*, Éditions Cairn, Pau, 2011

l'apôtre, déclare le jour de la Saint-Jacques fête nationale et visite le sanctuaire pour remercier l'apôtre du bon déroulement (pour lui) de la guerre civile. Selon *La gran enciclopedia del camino* de Santiago, on retrouve dans les offrandes de Franco « *la revendication de saint Jacques comme norme d'unité espagnole, contre les divers ennemis du régime*[3] ». « *Dès la fin du conflit, Franco ouvre les archives de la cathédrale de Compostelle et encourage les travaux autour de saint Jacques*, explique la médiéviste Denise Péricard-Méa[4]. *Le régime promeut le pèlerinage car il voit en lui un outil pour rouvrir l'Espagne à l'Europe et faire venir des chrétiens du monde entier. Durant l'offrande nationale de 1948, Franco exprime son vœu d'ouvrir le chemin de Saint-Jacques au-delà du rideau de fer, dressant ainsi saint Jacques contre l'ennemi communiste.* » En 1965, le ministre de l'information et du tourisme, le Galicien Manuel Fraga Iribarne, lance la première campagne internationale de promotion touristique de Compostelle. Mais, à l'époque, l'immense majorité des voyageurs préfèrent encore le soleil et les plages du Sud ou de l'Est au tourisme religieux dans le Nord-Ouest…

« *Durant l'offrande nationale de 1948, Franco exprime son vœu d'ouvrir le chemin de Saint-Jacques au-delà du rideau de fer, dressant saint Jacques contre l'ennemi communiste* »

Visite de Jean Paul II

Lors de sa visite, en 1982, le pape Jean Paul II place le chemin de Saint-Jacques sur le devant de la scène : « *De Saint-Jacques-de-Compostelle, je te lance, vieille Europe, un cri plein d'amour : sois toi-même. Découvre tes origines. Ravive tes racines. Revis ces valeurs authentiques qui ont rendu ton histoire glorieuse et offre ta présence aux autres continents.* » L'association Amigos de los pazos (« les amis des manoirs ») adresse la même année une pétition au président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, l'Espagnol José María de Areilza, ancien ambassadeur du régime franquiste devenu opposant au général et fervent européiste. En 1987, le Conseil de l'Europe lui donne un important coup de pouce en qualifiant ces chemins de premier itinéraire culturel européen, ce qui facilitera les demandes de fonds à l'Union européenne à travers les divers programmes – Fonds européen de développement régional (Feder), Interreg, Liaison entre actions de développement de l'économie rurale (Leader), etc.

En 1989, le pape revient à Compostelle pour présider les Journées mondiales de la jeunesse, qui rassemblent un demi-million de personnes. Cette année-là, 5 760 pèlerins ont obtenu le certificat de pèlerinage – contre 1 868 sept ans plus tôt. « *Jean Paul II poursuivait une nouvelle évangélisation. Il voyait dans le pèlerinage de Compostelle une exaltation des valeurs de la chrétienté rassemblant toute l'Europe* », explique M. Rafael Sánchez Bargiela, directeur de la Société de gestion du plan Xacobeo (adjectif lié au nom biblique de saint Jacques, Jacob), une entreprise créée en 1991 par le gouvernement régional de Galice afin d'assurer la promotion touristique et culturelle des chemins[5]. Ce plan vise à relancer les chemins en vue de l'année sainte compostellane de 1993, par le biais d'un programme international : expositions, concerts, rencontres scientifiques et culturelles, etc. On retrouve à la présidence du gouvernement de Galice Fraga, l'ancien ministre du tourisme de Franco, également fondateur de l'Alliance populaire, devenue en 1989 le Parti populaire (PP).

« *Dans le contexte des Jeux olympiques de Barcelone et de l'Exposition universelle de Séville, deux grands événements de 1992, la Galice cherchait comment profiter de la "vague espagnole"*, raconte M. Sánchez. *Le plan Xacobeo offrait alors des chances de développement et permettait un renouveau de l'image de la Galice, encore majoritairement agricole. En baptisant le projet "Xacobeo", on a complété la dimension religieuse du pèlerinage et fait de ce nom une marque, avec un logotype et une mascotte : Pelegrín.* » Le budget triple[6], et le succès est au rendez-vous : 99 436 pèlerins arrivent à destination en 1993, soit dix fois plus que l'année précédente.

Cette même année, le *camino francés* (« chemin français ») – l'itinéraire le plus fré-

3. *La gran enciclopedia del camino de Santiago*, Bolanda, 2010, disponible sur Xacopedia, site financé par le gouvernement régional de Galice.

4. *Cf.* Denise Péricard-Méa, *Le Matamore. Mythe, images et réalités. Quand saint Jacques est enrôlé pour la guerre*, La Louve Éditions, Cahors, 2011.

5. Lire Margarita Rivière, « La Galice ne croit plus aux miracles », *Le Monde diplomatique*, juillet 1993.

6. Xosé Hermida, « Galicia destina 4 600 millones al Xacobeo 99 », *El País*, Madrid, 2 janvier 1999.

7. *Cf.* Adeline Rucquoi, *Mille Fois à Compostelle. Pèlerins du Moyen Âge*, Les Belles Lettres, coll. « Realia », Paris, 2014.

quenté qui s'étend des Pyrénées à Compostelle – est inscrit sur la liste du Patrimoine mondial de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), tout comme, cinq ans plus tard, les chemins en France. En raison de l'imprécision de leurs tracés et des débats qu'ils suscitent, le ministère de la culture privilégie l'inscription de sept tronçons et de soixante et onze monuments témoignant du pèlerinage le long des *« quatre chemins »* évoqués dans le *Codex Calixtinus*.

Des quatre coins du monde

« Le Codex *relève en vérité du récit symbolique, et seuls les chemins d'Arles et de Tours sont réellement historiques. Ces quatre routes dont il fait mention, investies par des foules venues des quatre coins du monde, évoquent en fait les quatre points cardinaux. Lorsqu'on étudie les récits de pèlerins, on s'aperçoit que, en France, ceux-ci n'empruntaient que deux voies historiques, car les deux autres étaient montagneuses,* résume l'historienne Adeline Rucquoi, membre du Comité international d'experts du chemin de Saint-Jacques et directrice de recherche émérite au Centre national de la recherche scientifique (CNRS). *Des pèlerins de saint Jacques, il y en a eu partout en Europe. Cela ne veut pas dire que des chemins de Compostelle existaient sur tout le continent. Cependant, il y a toujours eu beaucoup d'intérêts économiques en jeu*[7]. »

Bien des communes rêvent de voir passer un tronçon du chemin sur leur territoire. Une route balisée attire les touristes et dynamise l'économie locale… avec ou sans racines historiques : *« Certaines associations d'amis du chemin de Saint-Jacques tracent des routes alternatives. Mais on ne peut pas les empêcher de les emprunter ni de les baliser en alléguant qu'elles ne sont pas* historiques, expliquait José María Ballester (1940-2025), ancien directeur de la culture et du patrimoine culturel et naturel au Conseil de l'Europe. *D'ailleurs, c'est ainsi que les sentiers historiques ont surgi : parce que des pèlerins les utilisaient. »*

Le succès quasi providentiel des chemins de Saint-Jacques anime les églises sur son passage. Toutefois, cet engouement échappe en partie à l'Église catholique, qui en avait rêvé : il relève autant de la mode touristique que de la quête de spiritualité.

Lola Parra Craviotto

Par la bande

Une autre façon de faire

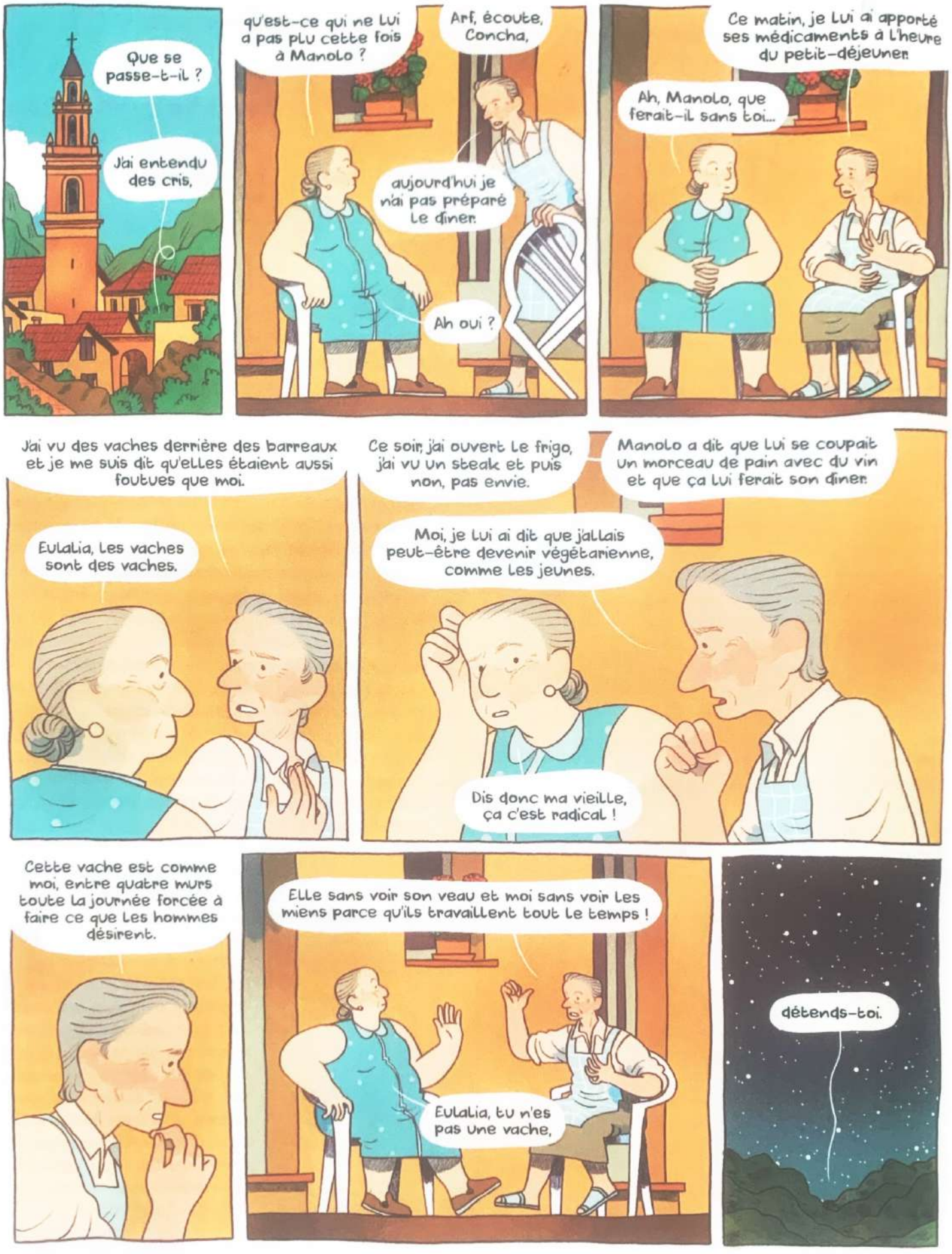
Création originale de Núria Tamarit pour Manière de voir

« Je souhaite que mon style soit un équilibre entre la synthèse des formes – c'est-à-dire trouver le moyen de dessiner des choses apparemment difficiles de manière facile –, l'appétit de se perdre dans les détails à certains moments et la passion d'utiliser de la couleur au maximum », explique la jeune auteure espagnole Núria Tamarit, qui par la magie d'une fée avisée a vu ce souhait exaucé.

Elle est née en 1993 à Vila-real, une petite ville de l'est de l'Espagne. Elle étudie aux beaux-arts de Valence, consacre un détour d'un an à l'illustration dans une université britannique et obtient un master en design et illustration après son retour au pays. Elle découvre alors la bande dessinée avec ses pairs – *« maintenant mes bons amis »* – et y trouve le moyen de conjuguer ses amours du dessin et des histoires. Après quelques aventures dans l'autoédition – *Numia*, qu'elle crée avec des camarades, remporte le prix du meilleur fanzine au Salon de la bande dessinée de Barcelone en 2016 – et l'illustration, elle publie son premier album, *Avery's Blues* (Steinkis), écrit par Angux, en France en 2016. En Espagne, *« il y a de très bons dessinateurs et un grand amour pour l'art du récit séquentiel. Le gouvernement devrait investir un peu plus dans la culture et les bandes dessinées »*, souligne-t-elle. D'autres ouvrages suivent, toujours en collaboration, dont l'extraordinaire *Géante*, écrit par Jean-Christophe Deveney (Delcourt, 2020). Chaque fois, elle déploie un trait organique unique empli de textures richement colorées qui sert parfaitement ces univers de contes modernes, mystérieusement inquiétants.

En 2022 paraît *La Louve boréale* (Sarbacane), premier livre où elle officie seule, et où elle continue à explorer la matière du conte avec des teintes toujours plus intenses. *« J'aimerais que la bande dessinée soit plus appréciée dans mon pays et que les auteurs et autrices puissent en vivre sans tant de difficultés »*, confie-t-elle. Son prochain livre, à nouveau avec Jean-Christophe Deveney, sera encore une fois d'abord publié en France.

Guillaume Barou


Que se passe-t-il ?
J'ai entendu des cris,
qu'est-ce qui ne lui a pas plu cette fois à Manolo ?
Arf, écoute, Concha,
aujourd'hui je n'ai pas préparé le dîner.
Ah oui ?
Ce matin, je lui ai apporté ses médicaments à l'heure du petit-déjeuner.
Ah, Manolo, que ferait-il sans toi...
J'ai vu des vaches derrière des barreaux et je me suis dit qu'elles étaient aussi foutues que moi.
Eulalia, les vaches sont des vaches.
Ce soir, j'ai ouvert le frigo, j'ai vu un steak et puis non, pas envie.
Manolo a dit que lui se coupait un morceau de pain avec du vin et que ça lui ferait son dîner.
Moi, je lui ai dit que j'allais peut-être devenir végétarienne, comme les jeunes.
Dis donc ma vieille, ça c'est radical !
Cette vache est comme moi, entre quatre murs toute la journée forcée à faire ce que les hommes désirent.
Elle sans voir son veau et moi sans voir les miens parce qu'ils travaillent tout le temps !
Eulalia, tu n'es pas une vache,
détends-toi.

Et bien sûr, Manolo s'est tenu à carreau. Parce que, évidemment, si tu y réfléchis bien, il est dépendant de moi.
Qui prendrait soin de lui si je ne le faisais pas ?
Lui dépend de moi, de la vache, du blé qui donne le pain et des raisins :
et moi, je dépends de lui, de l'eau et des arbres qui donnent l'ombre.
et ainsi de suite jusqu'à l'infini.
Ma vieille, je ne sais vraiment pas ce qui t'arrive.
Tu es bizarre depuis que ta petite-fille est venue toute vêtue de violet.
Je suis donc allée à la rivière ce jour-là avec elle et, si elle était vêtue de violet, la rivière, elle, était verte, le vert des algues. L'eau était sale et malodorante.
Et elle m'a dit :
Grand-mère, il doit y avoir une autre façon de faire.
Une autre façon de faire, où les hommes ne maltraitent pas les femmes, ni la terre, ni la vie.

SANS ELLES, L'ESPAGNE S'ARRÊTE

Après avoir été cantonnées au foyer pendant les décennies franquistes, les Espagnoles se sont hissées à l'avant-garde du combat féministe mondial. Depuis une vingtaine d'années, les avancées ont été particulièrement remarquables sous les gouvernements de gauche. Au point de ranimer les vieux démons du machisme.

PAR ANGÉLIQUE MOUNIER-KUHN

Entre 200 000 et 600 000 personnes à Barcelone selon les sources, de 170 000 à deux millions à Madrid et peut-être jusqu'à 200 000 à Bilbao ou Saragosse... Un doute existe quant à l'ampleur exacte de la mobilisation, inspirée par un mouvement apparu dix-huit mois plus tôt en Argentine. Mais qu'importe la précision des chiffres. Ce 8 mars 2018, Journée internationale des droits des femmes, une marée violette irrigue les rues d'Espagne. De cent vingt villes du territoire s'élève une même clameur : *« Si nosotras paramos, se para el mundo »* (si nous nous arrêtons, le monde s'arrête). De toutes générations et de tous horizons, de droite ou de gauche, Espagnoles ou migrantes, hétérosexuelles, lesbiennes ou appartenant à d'autres minorités sexuelles, les manifestantes réclament l'éradication de toutes les violences sexuelles et de toutes les formes d'inégalités de genre (écarts salariaux, discrimination professionnelle, partage des tâches, harcèlement). Pour que ces revendications soient entendues, une grève générale de vingt-quatre heures a été décrétée, suivie au moins partiellement par plus de cinq millions de travailleuses d'après les syndicats. Le succès est total, prenant de court jusqu'à la Commission du 8 mars, le collectif organisateur, et conforte l'Espagne sur le devant de la scène internationale de la lutte pour l'égalité. Jamais dans le pays, et nulle part ailleurs au monde, une manifestation de femmes n'avait atteint une telle envergure.

Les fondements du mouvement sont multiples. Mais, au cours des années précédentes, deux événements au moins ont contribué à réactiver la conscience féministe. En décembre 2013, l'exécutif, alors présidé par M. Mariano Rajoy (Parti populaire, PP), a adopté un projet de loi qui revient sur la réforme de l'avortement de 2010 et promet d'en restreindre la pratique. Ce faisant, le gouvernement ouvre une faille dans le consensus auquel le pays semblait, malgré les clivages hérités du franquisme, être parvenu sur la cause des femmes. Devant la levée de boucliers, le projet est abandonné et le ministre de la justice Alberto Ruiz-Gallardón, qui le défendait, est contraint à la démission. La deuxième mèche a été allumée par la médiatisation, en novembre 2017, du procès de « la meute », ainsi que s'est surnommée la bande de cinq hommes accusés du viol collectif d'une jeune fille pendant les fêtes de San Fermín à Pampelune à l'été 2016. Après la commotion suscitée par l'ignominie des faits, la mise en cause systématique de la parole de la victime au tribunal a indigné l'opinion publique espagnole[1].

Du père à l'époux

Si les femmes sont vigilantes et prêtes à lever le poing en Espagne, c'est aussi parce qu'elles sont revenues de la nuit. Lorsque Francisco Franco prend le pouvoir, les acquis obtenus par les pionnières de l'émancipation sous la Seconde République (1931-1939) sont balayés. Fini le droit de se présenter à une élection (mai 1931), celui de voter (octobre 1931), de divorcer (1932) ou d'avorter (en Catalogne, 1936). Retour à la maison. Dans l'idéologie nationale-catholique du Caudillo, la femme est l'« ange du foyer », une gardienne des valeurs religieuses, reléguée aux tâches ménagères et à la reproduction. Elle n'est, légalement, qu'une quasi-mineure, vouée à passer de la tutelle de son père à celle de son époux. Après le mariage, seul ce dernier peut lui donner la permission de travailler *(licencia marital)*, et encore, dans un champ excluant les professions d'avocate, de notaire ou d'employée de banque.

Les femmes devront attendre que la transition démocratique soit engagée après la mort du dictateur (1975) pour que le principe de non-discrimination des sexes soit gravé dans la Constitution (article 14). La même année, l'utilisation des préservatifs est légalisée, l'adultère est dépénalisé. En 1981, le droit de divorcer est reconnu, puis en 1985 celui d'avorter sous de strictes conditions (assouplies par la loi de 2010).

Le combat féministe change de dimension en 2004, lorsque M. José Luis Rodríguez Zapatero prend la tête de l'exécutif. Le socialiste désigne la féministe María Teresa Fernández de la Vega à la vice-présidence et dote l'Espagne de son tout premier gouvernement pari-

© instagram.com/olmocalvo

Olmo Calvo /// Journée internationale des droits des femmes, Madrid, 8 mars 2025

taire, dont la priorité devient la lutte contre les violences de genre. Depuis quelques années, deux journalistes d'*El País*, excédées par l'absence de suivi officiel, ont commencé à recenser les femmes tuées par leurs partenaires ou ex-partenaires. L'Espagne est encore sous le choc du premier féminicide médiatisé, celui d'Ana Orantes, brûlée vive par son ex-mari en 1997 après avoir témoigné à la télévision des maltraitances qu'il lui avait infligées pendant des décennies. Les violences machistes quittent la colonne des faits divers pour s'imposer comme un problème social et politique. Fruit de la collaboration entre les organisations féministes et le gouvernement, la loi intégrale contre la violence de genre est adoptée à l'unanimité des députés en décembre 2004. Conçue dans une logique d'efficacité, elle suscite l'envie des féministes du monde entier. Il ne s'agit pas seulement de punir les auteurs de violences et de protéger les victimes. Il faut aller plus loin. Sept ministères (éducation, justice, santé, travail, affaires sociales...) unissent leurs efforts, et d'importants moyens sont déployés pour attaquer le mal à la racine. Dans le même esprit, trois ans plus tard, la loi de 2007 sur l'égalité des femmes et des hommes met en œuvre des politiques coordonnées pour surmonter les obstacles à l'égalité au sein de la société espagnole.

Résultats tangibles

Le retour de la gauche au pouvoir en 2018 s'accompagne de nouvelles avancées : égalisation de la durée des congés de maternité et de paternité (2020), loi sur la liberté sexuelle, qui impose la notion de consentement explicite (2022, révisée en 2023), et création du congé menstruel (2023) *(lire l'article page 9)*.

S'ils ne constituent pas la panacée, les résultats des lois votées depuis vingt ans sont tangibles : en 2024, 49 femmes sont mortes sous les coups de leur compagnon ou ex-compagnon (contre 141 en France selon Noustoutes.org), un recul de plus d'un tiers depuis 2010 ; les disparités salariales entre sexes ont été réduites de 10 points en dix ans, à 8,7 % en 2022, contre 12,7 % de moyenne en Europe[2].

Mais un danger guette les féministes, dont la cohésion s'est fracassée sur les débats liés à une éventuelle abolition de la prostitution et à la loi sur la liberté de changer de genre (2023) : le contre-feu réactionnaire. À l'instar de l'extrême droite mondiale, le parti Vox diffuse un discours machiste – niant les violences de genre et hostile à l'avortement – aussi virulent que sa haine anti-immigrés. La propagande semble porter. De plus en plus d'études montrent que la rhétorique antiféministe, voire foncièrement masculiniste, est aujourd'hui devenue un facteur de ralliement électoral[3]. ■

1. Rendu en avril 2018 en première instance, le verdict du procès de « la meute » avait choqué l'opinion publique, les juges de Pampelune ayant retenu la seule qualification d'abus sexuel. En 2019, le Tribunal suprême a requalifié les faits en viol et aggravé les peines de neuf à quinze ans de prison.

2. « Las mujeres en España reducen su brecha salarial con los hombres en 10 puntos en una década, hasta el 8,7 % », Funcas, 18 septembre 2024.

3. « El antifeminismo emerge como factor movilizador del voto de extrema derecha », Público, 18 août 2024.

LA TENTATION INDÉPENDANTISTE

À l'instar d'autres pays européens, l'Espagne est confrontée à de fortes revendications nationalistes, régionalistes ou indépendantistes. Mais par-delà les Pyrénées, leur histoire s'inscrit dans celle, spécifique, d'une longue confrontation opposant les « nations historiques » au centre politique madrilène.

PAR CHRISTOPHE VENTURA

Les « nationalismes périphériques » apparaissent en Espagne à la charnière des XIXe et XXe siècles, en réaction à la tentative de bâtir, depuis Madrid, un État-nation centralisé influencé par les idées libérales. Ces mouvements émergent tandis que, sur le plan économique, Bilbao et Barcelone s'imposent comme les principaux foyers industriels du pays, loin de la capitale. C'est ainsi que des forces se structurent rapidement en Catalogne et au Pays basque. Le Parti national basque (PNV) voit le jour en 1895. Il est la deuxième plus ancienne formation politique du pays après le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE). Son fondateur, Sabino Arana (1865-1903), entend défendre les racines du peuple basque – qu'il lie viscéralement à la religion catholique – contre le projet national, libéral et modernisateur de Madrid. Il forge le néologisme « Euskadi » pour désigner l'ensemble des sept provinces basques réparties de part et d'autre des Pyrénées.

En Catalogne, cette période est marquée par l'influence du catalanisme, mouvement culturel qui promeut l'existence d'une identité spécifique, sans base religieuse, et dont la langue est la principale expression. Tout juste fondée, la Gauche républicaine de Catalogne (ERC) contribue à la poussée des forces républicaines contre les monarchistes aux élections municipales nationales du 12 avril 1931. Ce scrutin débouche sur la proclamation, le 14 avril, de la Seconde République (1931-1939) et provoque le départ d'Espagne du roi Alphonse XIII. Le nouveau régime adopte le statut d'autonomie de la Catalogne le 9 septembre 1932. Cette décision suscite de nouvelles aspirations dans plusieurs régions, notamment en Galice et au Pays basque, qui obtient ce statut le 1er octobre 1936, alors que la guerre civile a déjà éclaté.

DURANT la seconde République espagnole (1931-1939), l'approbation des statuts d'autonomie de la Catalogne et du Pays basque avait constitué le premier pas vers la construction d'un Etat moderne, à vocation fédérale. La guerre civile et la victoire du fascisme entraînèrent l'abrogation de ces statuts ; puis la dictature du général Francisco Franco, obsédée par une unité de l'Espagne fondée sur la répression des cultures catalane et basque, ne fit qu'envenimer la situation.

A son tour, la Constitution de 1978 fut confrontée au rejet exprimé par les nationalistes basques. Les nouveaux statuts représentaient l'autonomie maximale que la droite était disposée à accorder aux régions (4). Selon les nationalistes, en revanche, ils n'étaient qu'un pas timide vers une perspective plus ambitieuse d'autogouvernement devant aboutir, pour les plus radicaux d'entre eux, à l'indépendance. La menace permanente d'un coup d'Etat militaire (qui se produisit en effet, mais échoua, en février 1981) finit par faire accepter la version la plus réductrice des autonomies au sein de l'Espagne démocratique.

En raison des circonstances déjà citées (absence de mise en cause des responsables de la dictature, maintien des anciens oppresseurs au sein de la police et de l'armée, création de statuts d'autonomie au rabais), une part minoritaire mais importante de la société basque vit dans la démocratie une sorte de prolongement édulcoré de la dictature. Cela favorisa la poursuite des activités d'ETA, qui, née sous le franquisme, commit la plupart de ses attentats sous la démocratie. Sa démarche violente fut également stimulée par la « guerre sale » (arrestations, tortures, assassinats) menée, de 1976 à 1987, par des agents de l'Etat – dont les Groupes antiterroristes de libération (GAL) – durant les premiers gouvernements démocratiques, de droite comme de gauche.

L'amnistie des crimes de la dictature, la violence terroriste et la polémique sur le rôle définitif des autonomies au sein de la structure de l'Etat sont donc autant de problèmes politiques hérités du franquisme. Ils ont marqué ces trois dernières décennies et, maintenant que la génération de la guerre civile est sur le point de disparaître, que l'organisation ETA se retrouve acculée, le gouvernement de M. Zapatero tente de trouver une solution. C'est cette volonté de désamorcer les bombes à retardement laissées par le franquisme qui déclenche l'ire de la droite.

L'attitude du PP montre bien le lien sentimental et idéologique qui unit encore cette droite à son passé dictatorial, dont elle refuse d'entériner la condamnation. Cependant, rien ne devrait paraître plus logique que la recherche d'une normalité démocratique au sein de laquelle l'Etat permettrait le total épanouissement de la capacité d'autogouvernement des régions. Une normalité qui favoriserait aussi la disparition de la violence, et qui, enfin, ne réserverait pas la défense de la mémoire et de la dignité aux seules victimes des dictatures chilienne ou argentine, mais aussi aux victimes espagnoles du régime franquiste.

Outre la suppression du monopole catholique sur la morale publique – autre legs du franquisme –, et la reconnaissance de l'égalité des droits pour les homosexuels, les trois grandes réformes entreprises par le gouvernement de M. Zapatero sont allées dans ce sens. D'abord, la mise en place d'un système de modernisation des statuts d'autonomie dans un sens

* Journaliste et écrivain espagnol. Dernier roman paru : *L'Eau à la bouche*, Métailié, Paris, 2006.

AUTODISSOLUTION D'ETA, SURDITÉ DU GOUVERNEMENT ESPAGNOL

Bataille pour la paix au Pays basque

Laurent Perpigna Iban, « Bataille pour la paix au Pays basque », *Le Monde diplomatique*, juin 2018.

LE MOMENT est solennel. Ce 4 mai 2018, des personnalités du monde entier se pressent à la villa Arnaga de Cambo-les-Bains, dans les Pyrénées-Atlantiques, à l'occasion de la rencontre internationale pour avancer dans la résolution du conflit au Pays basque (*1*). Elles sont accueillies par M. Jean-René Etchegaray, président de la communauté d'agglomération Pays basque, et par l'avocat sud-africain Brian Currin (2). M. Gerry Adams, l'ancien chef du parti nationaliste irlandais Sinn Féin, se tient aux côtés de M. Jonathan Powell, directeur de cabinet du premier ministre britannique Anthony Blair lors des négociations avec l'Armée républicaine irlandaise (IRA) à la fin des années 1990, et de M. Michel Camdessus, ancien directeur général du Fonds monétaire international (FMI). Tous sont venus renouveler leur soutien au processus d'abandon de la lutte armée entamé en octobre 2011 au palais d'Aiete, à Saint-Sébastien. Ils mesurent le chemin parcouru depuis par Euskadi ta Askatasuna (Pays basque et liberté, ETA), qui vient d'annoncer sa dissolution.

Cette décision a été prise à l'issue d'un long débat interne. Sur 1 077 militants ayant participé à la consultation, 997 se sont prononcés en faveur de la dissolution : « *ETA veut mettre un terme à un cycle dans le conflit qui oppose le Pays basque aux États, caractérisé par l'usage de la violence politique* (...). *ETA est née du peuple et, à présent, elle se dissout en lui* », affirme son ultime communiqué, le 3 mai 2018. Quelques jours plus tôt, l'« *organisation socialiste révolutionnaire basque de libération nationale* » avait reconnu sa « *responsabilité directe* » dans la « *souffrance démesurée* », et les « *dommages irréparables* » causés au cours du conflit (3).

Pays basque

CINQUANTE ANS DE LUTTE ARMÉE

Juillet 1959. Sous le régime dictatorial de Francisco Franco, des étudiants inspirés par les mouvements de libération révolutionnaires fondent Euskadi ta Askatasuna (ETA).

Juin 1968. L'ETA fait sa première victime, un garde civil tué près de Saint-Sébastien.

Décembre 1973. L'ETA frappe pour la première fois à Madrid et tue l'amiral Luis Carrero Blanco, successeur désigné de Franco.

Novembre 1975. Mort de Franco : les prisonniers de l'ETA sont amnistiés, mais l'organisation continue les attentats.

Mars 1980. Les nationalistes modérés remportent les premières élections au Parlement basque, créé par le nouveau statut d'autonomie.

Automne 1983. Apparition des Groupes antiterroristes de libération (GAL), composés de policiers, de membres des services de renseignement et des services antiterroristes, qui mènent une lutte clandestine contre l'ETA.

Janvier 1989. L'ETA annonce sa première trêve et négocie à Alger avec des émissaires du gouvernement de M. Felipe González. Mais le dialogue se grippe, et l'ETA rompt la trêve en avril.

Juillet 1997. L'assassinat de Miguel Ángel Blanco, un jeune conseiller municipal basque du Parti populaire enlevé par un commando *etarra*, suscite une vague d'indignation.

Septembre 1998. Accords de Lizarra-Garazi. L'ETA décrète un cessez-le-feu total et illimité. Mais le processus de paix vole en éclats en novembre 1999.

30 décembre 2006. Un attentat à la voiture piégée à l'aéroport de Madrid marque l'échec des négociations en cours avec le gouvernement de M. José Luis Rodríguez Zapatero.

20 octobre 2011. Trois jours après la conférence internationale pour la paix au palais d'Aiete, à Saint-Sébastien, l'ETA annonce la fin de la lutte armée et appelle au dialogue avec la France et l'Espagne.

8 avril 2017. Face à l'immobilisme des États français et espagnol, des acteurs de la société civile organisent le désarmement de l'ETA.

20 avril 2018. Dans un communiqué, l'ETA reconnaît sa « *responsabilité directe* » dans la « *souffrance démesurée* » du « *peuple basque* » et exprime des regrets.

3 mai 2018. Dissolution de l'organisation.

Antoni Segura I Mas, « Entre autonomie et nation », *Le Monde diplomatique*, janvier 2006.

Entre autonomie et nation

LA CATALOGNE parle le catalan, langue romane qui est aussi celle de la région autonome de Valence, des Baléares, d'Andorre (Etat souverain), de la Catalogne française (département des Pyrénées-Orientales), de la partie orientale de l'Aragon, et de la petite région de l'Alghero (en Sardaigne). Le catalan a commencé à se distinguer nettement du latin à la fin du Ier millénaire, et les premiers récits en prose sont des chroniques historiographiques des XIIIe et XIVe siècles, même si auparavant une poésie de tradition provençale s'était déjà développée.

La Catalogne commence à constituer une entité historique et culturelle à partir du IXe siècle, plusieurs décennies après que les comtés créés par Charlemagne sont devenus héréditaires et indépendants. L'art roman catalan rend compte de cette singularité dans des œuvres remarquables (vallée de Boí). L'entité juridico-politique apparaîtra plus tard, après l'unification des divers comtés avec celui de Barcelone, qui précédera l'union avec l'Aragon au XIIe siècle, puis la conquête de Majorque et de Valence au XIIIe siècle. La nouvelle entité politique atteindra alors son apogée territoriale et commerciale. C'est à ce moment qu'apparaissent les premiers auteurs universels de la littérature catalane : Ramon Llull, Joanot Martorell et Ausias March.

Vers le milieu du XVe siècle, la crise sociale de la campagne catalane, la guerre civile (1462-1472) et les épidémies marquent le déclin du royaume médiéval. En 1474, le mariage de Ferdinand II d'Aragon et d'Isabelle de Castille rassemble les deux principales couronnes d'Espagne, chacune conservant cependant ses institutions et son patrimoine. Cela n'empêcha pas que, à l'époque de Philippe IV (au XVIIe siècle), « soit remis sur la table, et avec plus de virulence que jamais, le contentieux entre l'union théorique entre égaux, héritée du bas Moyen Age, et la volonté d'uniformiser l'apport financier de toutes les pièces du conglomérat des territoires hispaniques au financement de la politique impérial (1) ».

La réponse catalane fut la guerre « dels Segadors » (des Moissonneurs), qui débuta en 1640 avec la prise de Barcelone par une armée de paysans. Après une tentative de sécession et d'incorporation à la France, la paix revint avec le traité des Pyrénées (1649), qui intégra les régions septentrionales de la Catalogne à la France. Cependant, les institutions avaient été préservées, mais seulement pour un demi-siècle. A la mort de Charles II Habsbourg, sans descendance, les puissances européennes rivalisèrent pour imposer leur candidat à la tête de l'Espagne. La Castille opta pour Philippe d'Anjou, petit-fils de Louis XIV, tandis que la couronne d'Aragon (Aragon, Baléares, Valence et Catalogne), qui redoutait l'implantation d'un système de gouvernement ouvertement centralisateur, appuyait l'archiduc Charles d'Autriche. En 1714, au terme de mois de siège, les troupes de Philippe V Bourbon entrèrent dans Barcelone, et les institutions catalanes furent supprimées peu après.

* Professeur d'histoire contemporaine et directeur du Centre d'études historiques internationales de l'université de Barcelone.

Lorsqu'il arrive au pouvoir en 1939, le général Francisco Franco supprime ces statuts. Le Caudillo impose un nationalisme officiel, celui d'une Espagne « *une, grande et libre* », qui avive les résistances nationalistes locales, notamment au Pays basque, où l'organisation Euskadi ta Askatasuna (ETA) est créée en 1959.

Il faudra attendre la Constitution de 1978, adoptée durant les premières années de la transition démocratique, pour que soit reconnu et garanti, dans un esprit fédéraliste, « *le droit à l'autonomie des nationalités et des régions qui* (...) *composent* (...) *la nation espagnole* [et son "*indissoluble unité*"], *patrie commune et indivisible à tous les Espagnols* ». Dans cet exercice d'équilibrisme, le texte fondamental autorise les dix-sept régions qui constituent l'Espagne à former des communautés autonomes auxquelles sont dévolues de nombreuses compétences : « autogouvernement » (pouvoirs politique, administratif et législatif propres), éducation, santé, culture, logement, aménagement du territoire, transports, agriculture, protection de l'environnement, etc. Un dispositif qui n'empêche pas les tensions et les crises de perdurer dans l'Espagne actuelle.

Christophe Ventura

Catalogne

GÉNÉALOGIE D'UNE CRISE

6 décembre 1978. Approbation par référendum de la nouvelle Constitution espagnole.

18 décembre 1979. Adoption du nouveau statut d'autonomie de la Catalogne.

20 mars 1980. Premières élections au Parlement catalan. Victoire de la coalition nationaliste de centre droit Convergencia i Unio (CiU).

16 novembre 2003. Une coalition de gauche constituée par le Parti socialiste catalan (PSC) et la Gauche républicaine de Catalogne (ERC) remporte les élections parlementaires de Catalogne.

30 septembre 2005. Le Parlement catalan se prononce en faveur d'un nouveau statut d'autonomie élargie. Ce texte évoque l'existence d'une « nation » catalane.

30 mars 2006. Le Parlement espagnol approuve une version amendée du nouveau statut d'autonomie de la Catalogne. Le texte rectifié reconnaît la « *réalité nationale de la Catalogne comme une nationalité* ». Le Parti populaire (PP) et ERC votent contre (ERC s'abstient au Sénat).

18 juin 2006. Référendum d'approbation du nouveau statut en Catalogne. Le « oui » l'emporte avec près de 75 % des suffrages exprimés.

28 juin 2010. À la suite d'un recours en inconstitutionnalité présenté par le PP, la Cour constitutionnelle annule certaines dispositions du statut d'autonomie et déclare que « *la Constitution ne reconnaît pas d'autre nation que l'espagnole* ».

10 juillet 2010. Plus d'un million de personnes manifestent à Barcelone derrière le slogan « Nous sommes une nation ».

9 novembre 2015. Le Parlement catalan adopte une résolution annonçant le « *début du processus de création de l'État catalan indépendant sous la forme d'une république* ».

1er octobre 2017. « Référendum d'autodétermination de la Catalogne » Victoire du « oui » avec 90 % des voix dans le cadre d'une faible participation de 42 %. Le résultat est déclaré illégal par Madrid. Début de la crise catalane.

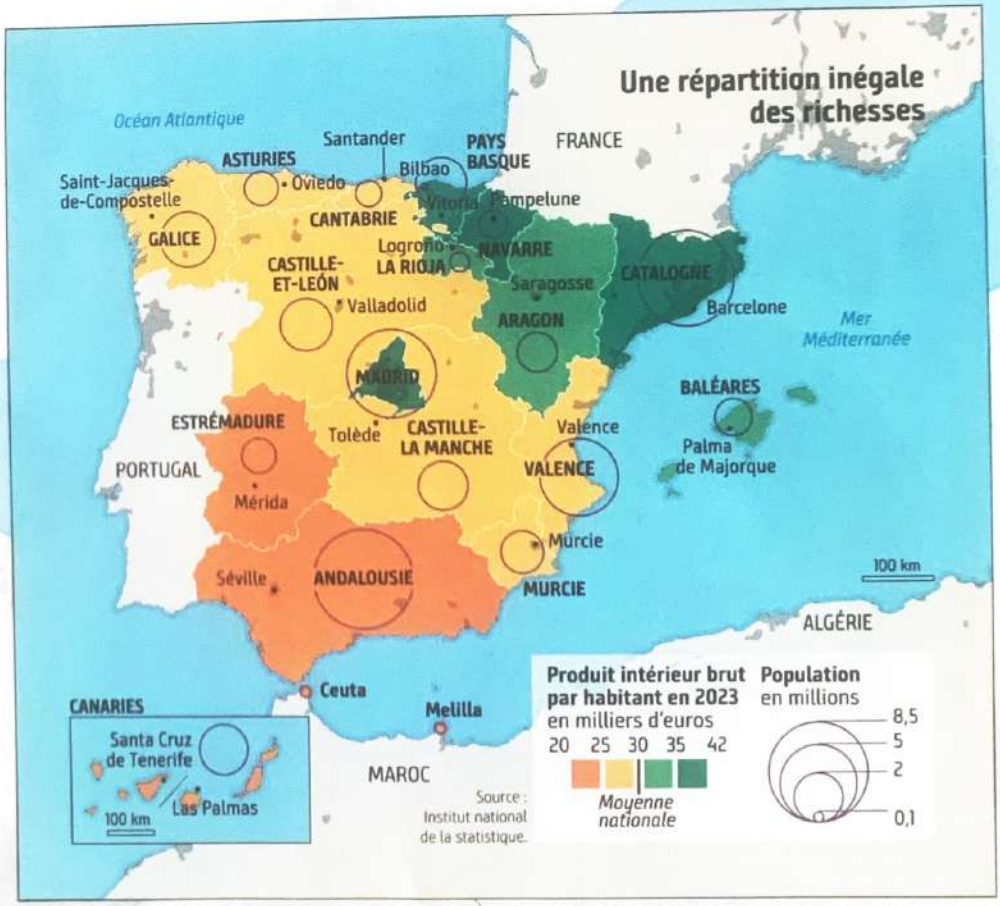
10 octobre 2017. M. Carles Puigdemont, président de la Généralité, proclame unilatéralement l'indépendance de la Catalogne, avant d'en suspendre la mise en œuvre dans l'espoir d'ouvrir la négociation avec Madrid.

21 octobre 2017. Le président du gouvernement Mariano Rajoy (PP) décide d'activer l'article 155 de la Constitution, qui permet au gouvernement central de prendre le contrôle d'une communauté autonome.

27 octobre 2017. Le Parlement catalan adopte une résolution déclarant que la région devient un « *État indépendant prenant la forme d'une République* ». Le jour même, Madrid destitue le gouvernement de M. Puigdemont, dissout le Parlement et convoque de nouvelles élections le 21 décembre.

2021-2025. ERC domine la coalition indépendantiste au gouvernement de la Généralité. Le parti soutient M. Pedro Sánchez à Madrid et cherche à négocier avec lui l'organisation d'un nouveau référendum d'autodétermination. Le président du gouvernement se dit favorable à plus d'autonomie et au transfert de nouvelles délégations de compétences à la région.

26 juin 2025. La Cour constitutionnelle espagnole valide la loi d'amnistie pour les indépendantistes catalans adoptée par le Parlement en mai 2024.



DANS LES ARCHIVES //// NOVEMBRE 1999 //// PAR RAMÓN CHAO*

Le pays du bout du monde

La Galice est l'une des quatre « nations historiques » (avec la Castille, la Catalogne et le Pays basque) qui constituent l'Espagne. Longtemps, ses libertés, sa langue et sa culture furent ignorées, voire réprimées. Le retour à la démocratie, en 1978, s'y est accompagné d'un spectaculaire renouveau dans les domaines économique et culturel, et a favorisé la renaissance du chemin de Saint-Jacques.

La Galice, c'est le bout du monde, le dernier quartier nord-ouest de l'Espagne. Un pays sur la frange océane, vert, humide. Des landes à l'intérieur des terres, qui rappellent bien davantage la Bretagne ou les Cornouailles que toutes les autres côtes espagnoles. Battus par l'Atlantique, à la longitude de l'Irlande, ses 29 434 kilomètres carrés sont entourés, au nord et à l'ouest, par l'océan Atlantique, au sud par le Portugal et à l'est par la province castillane de León. Le pays repose sur un socle granitique et montagneux. La main d'un dieu a dessiné les célèbres rias, ces fjords qui s'étendent en tout sur 1 289 kilomètres.

Pays de population celte, il a été occupé par les Romains, par les Suèdes et par les Wisigoths, mais la culture arabe ne parvint pas jusque-là. Pendant les siècles du Moyen Âge, Compostelle fut un des hauts lieux de la chrétienté et l'aboutissement du très légendaire pèlerinage.

Dans l'Antiquité, les hommes d'Orient voulaient atteindre les « bornes de l'Occident », où le soleil disparaissait la nuit. La limite se trouvait dans la prestigieuse Gadès (Cadix), aux bouches du fleuve Bétis (actuel Guadalquivir). Plus tard, avec le développement de la navigation, le cap Finisterre, en Galice, allait devenir l'extrémité du monde connu. On peut donc affirmer, sans crainte d'être démenti, que, des siècles durant, la Voie lactée servit de guide aux pèlerins de l'inconnu qui accouraient des quatre points cardinaux, toujours vers l'ouest, jusqu'à une terre dont le nom peut soit venir du grec *kakhos* (beau), soit avoir des racines celtes qui évoquent les « excellentes montagnes » aussi bien que le « parage aux loups ». Ce en quoi la Galice se démarque, une fois de plus, du reste de la péninsule Ibérique, que les Phéniciens appelèrent Hispania (littéralement « terre aux lapins »).

Le galicien et le castillan sont langues officielles, et la Galice a son hymne et son drapeau, blanc, avec une bande diagonale couleur bleu ciel. La première chose qui surprend, en entrant en Galice, est son orographie intimiste. Le vieux massif s'est fracturé à l'époque des cataclysmes. La terre en est sortie morcelée, avec de grandes différences d'altitude. Cette morphologie particulière imposa la dissémination de l'habitat en petits groupes, conditionnant l'histoire politique et économique du pays. Un des problèmes de la Galice est ce *minifundio*, l'atomisation des exploitations agricoles. Chaque paysan cultive son lopin, qui lui permet de subsister, mais il l'abandonne sans regret lorsque l'occasion se présente. C'est ce qui explique le morcellement des champs. Malgré quelques décennies d'industrialisation, la Galice reste foncièrement rurale et garde ses traditions. Des siècles d'exploitation et de servage ont créé chez ses habitants une double morale, faite de soumission et de méfiance, qui leur a permis de s'accommoder des pleins pouvoirs castillans.

Le vieux massif s'est fracturé à l'époque des cataclysmes. La terre en est sortie morcelée, avec de grandes différences d'altitude, ce qui imposa une dissémination de l'habitat

Cortège de la « Santa Compaña »

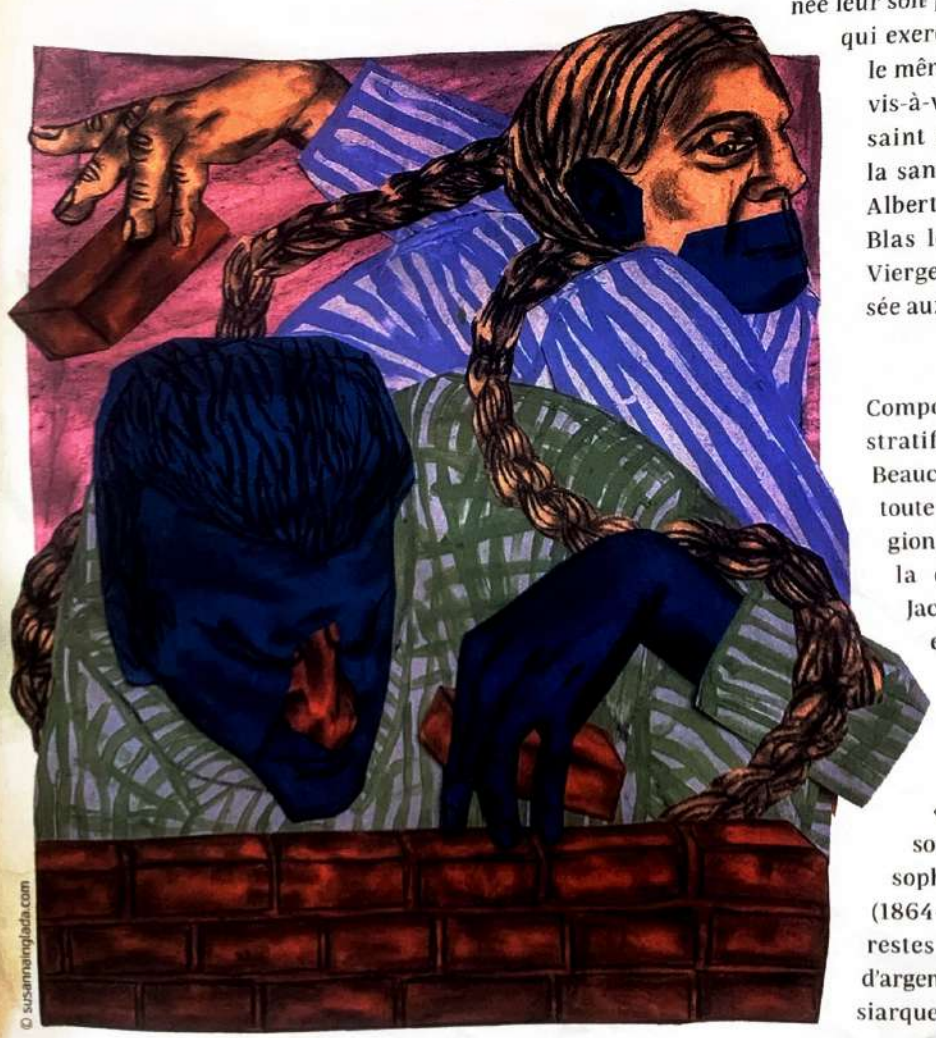
Dans ce monde incertain, l'état de vie et de mort est tout aussi flou. Les relations entre les âmes de l'un et de l'autre monde sont familières et quotidiennes. La *Santa Compaña*, ce cortège nocturne de villageois déjà morts ou qui vont mourir dans l'année, s'étire le long des chemins, un cierge à la main, n'importe quel jour de la semaine, sauf le dimanche. Le docteur Roberto Novoa Santos (1885-1933) a étudié l'attirance qu'exerce la mort sur les Galiciens : « *Cette volonté ins-*

* Journaliste et écrivain (1935-2018).

tinctive de mourir ne se manifeste que chez les gens ayant un subtil instinct poétique. » Ce qui, ailleurs, n'est que le mal du pays commence en Galice par la *morrina* (petite mort), pour ensuite devenir *saudade* (solitude), quand il acquiert une dimension pathologique.

En Galice, encore moins qu'ailleurs, le christianisme n'a jamais réussi à éradiquer les croyances primitives. Comme en Bretagne ou en Irlande, les dieux sont partout et nulle part : dans la maison, dans les chemins, dans la mer. Au large du Finisterre ou de la côte de la Mort, les curés continuent de bénir les sources ; les marins, comme les légions de Junius Brutus, ressentent encore, à la vue de l'océan, une « terreur religieuse », et les paysans s'arrêtent devant les croix de pierre pour y déposer des offrandes à la déesse Cérès, en priant le saint adéquat pour que la journée leur soit propice. Intermédiaires qui exercent devant la divinité le même rôle que les caciques vis-à-vis de l'administration : saint Antoine se charge de la santé des animaux ; saint Albert guérit l'aphonie ; saint Blas les maux de gorge ; la Vierge au corselet est préposée aux exorcismes.

Susanna Inglada //// De la série « Ladrillos » (Briques), 2023



© susannainglada.com

Un éclat d'os

Compostelle symbolise cette stratification des croyances. Beaucoup de randonneurs de toute religion, voire sans religion, se concentrent devant la cathédrale de Saint-Jacques. La plupart d'entre eux ignorent encore qu'on chercherait en vain l'ombre d'un éclat d'os de l'apôtre du Christ, que celui-ci surnomma « fils du tonnerre » en raison de sa fougue. Le philosophe Miguel de Unamuno (1864-1936) soutient que les restes conservés dans l'urne d'argent appartiennent à l'hérésiarque Priscillien, évêque ☛

© susannainglada.com

Susanna Inglada
De la série « Ladrillos »
(Briques), 2023

Le pays du bout du monde

d'Avila. Premier dignitaire chrétien exécuté par le pouvoir séculier, Priscillien fut vénéré durant plusieurs siècles par les Galiciens, mais son culte a été détourné au IXe siècle vers Jacques (ou Jacob, l'Usurpateur dans le livre de la *Genèse*) par le clergé orthodoxe. Les Arabes campaient dans toute l'Espagne, et les chrétiens avaient besoin d'un mythe afin de galvaniser leurs troupes.

On sait que les Galiciens ont fourni des contingents à Rome pour la garde personnelle de Jules César et pour contenir les incursions barbares, et ce au moins depuis le Ier siècle avant notre ère. Plus tard, ils ont repeuplé l'Andalousie, en partie vidée des Arabes. Ensuite, ils poussèrent leurs essaims vers l'Amérique latine : tous les petits Galiciens répètent aujourd'hui que la plus grande ville de Galice, c'est Buenos Aires. Et de Montevideo à Mexico, à Cuba, combien de colonies *gallegas* ! Enfin, le miracle économique européen des années 1960-1970 est dû, en grande partie, aux émigrants installés en Europe.

Petites mailles et filets déchirés

Souvent, lorsque les Galiciens ne sont pas outre-mer, ils sont en mer. Les journaux font leurs gros titres sur les conflits de pêche dans la mer de Norvège, les chenaux du cap Horn ou le golfe de Biscaye ; des histoires de garde-côtes, de mailles trop petites, de filets déchirés.

L'émigration était une loi de la nature, une fatalité, et ceux qui restaient dans le pays s'en remettaient aux caciques, ces notables médiévaux qui faisaient la pluie et le beau temps dans de vastes zones rurales.

Pour mieux pénétrer les mystères de cette région, il est préférable de connaître la langue galicienne. Ses intonations en sont mélodieuses, proches de celles du portugais brésilien. Il est parlé par 80 % de la population – paysans, ouvriers, marins et intellectuels. Langue romaine, l'une des plus proches du latin, elle possède un rythme dactylique qui enrichit le castillan de tournures insolites et légèrement archaïques. C'est l'un des mystères de la prose de quelques-uns des meilleurs écrivains espagnols du siècle : Ramón María del Valle Inclán (1866-1936), Álvaro Cunqueiro (1911-1981) et Gonzalo Torrente Ballester. Par son système syntaxique et grammatical, la langue galicienne se développe en spirale. De ce fait, les Galiciens ne sont généralement pas catégoriques, mais aptes à réaliser l'harmonie des contraires. Il en découle le plus souvent un être doux, doté d'un sens aigu de l'humour et dépourvu de tout instinct d'agressivité. La femme, habituée à commander et à diriger les affaires de la famille, ignore les tabous. Grâce à elle, l'ascétisme castillan n'a pas eu droit de cité ici.

La Galice regarde son avenir avec confiance. Nul ici n'a oublié que l'effondrement, réel ou mythique, de l'Atlantide l'a épargnée. Et depuis, ses habitants croient fermement en leur destin.

RAMÓN CHAO

ET POUR QUELQUES TOMATES DE PLUS

Tomates à toute heure, tomates en toutes saisons. Oui, mais à quel prix ? Celui de l'exploitation d'une main-d'œuvre immigrée vulnérable et de la densification polluante des trafics routiers dans toute l'Europe. Mais également celui du goût d'un fruit savoureux devenu insipide, dont le commerce enrichit la grande distribution. Voyage à Almería, en Andalousie.

PAR PIERRE DAUM*

Tous les ans, c'est la même chose. À partir d'octobre, les tomates de pays, c'est-à-dire produites localement, disparaissent peu à peu des étals des marchés et supermarchés d'Europe de l'Ouest, pour laisser place à la tomate espagnole – dure, croquante ou farineuse, sans véritable goût, et qui, au lieu de finir de mûrir dans votre corbeille à fruits, reste pâle et pourrit très vite. *« Les Français veulent manger des tomates toute l'année, et même en plein hiver,* constate M. Robert C.[1], responsable des fruits et légumes dans un hypermarché Carrefour du sud de la France. *Donc, nous fournissons ! »*

Or, comme les Allemands, les Britanniques, les Néerlandais, les Polonais et d'autres, les Français refusent de payer leur kilo de tomates plus cher, même pendant la mauvaise saison. La solution à cette contradiction agronomique – les faire pousser en hiver – et économique – réussir à les produire au moindre coût – a été trouvée dans une minuscule région d'Andalousie, Almería, coincée entre la Méditerranée et l'imposante sierra de Gádor. Une région qui combine le taux d'ensoleillement le plus élevé d'Europe avec la main-d'œuvre la plus mal payée.

Le promeneur de passage dans ces lieux autrefois désertiques, qui servirent de décors naturels à quelques-uns des plus fameux westerns-spaghettis[2], ne peut qu'être frappé par le spectacle de milliers de serres en plastique, certaines bâties comme des forteresses, d'autres à moitié déchirées et battues par les vents. Des dizaines de milliers d'immigrés – marocains, subsahariens, latino-américains et roumains –, dont une bonne partie sans papiers, y travaillent afin de fournir en permanence des fruits et des légumes aux consommateurs européens. Souvent non déclarés, ils ne coûtent presque rien à leur patron.

* Journaliste. Ce reportage est paru dans *Le Monde diplomatique* dans une version illustrée par le dessinateur Aurel.

1. Il a demandé que son identité et son lieu de travail ne soient pas divulgués.

2. *Pour une poignée de dollars* (1964), *Et pour quelques dollars de plus* (1965), *Le Bon, la Brute et le Truand* (1966), tous réalisés par l'Italien Sergio Leone.

Podcasts

Mémoires de guerre
Conçue à partir de documents sonores d'époque, cette série immerge l'auditeur dans les trois années de la guerre civile espagnole qui ont opposé les prolétaires aux capitalistes, les athées aux catholiques, les républicains aux putschistes nationalistes. Elle rend aussi compte de l'empreinte que le conflit, annonciateur de la seconde guerre mondiale, a eu sur la culture.
« Une guerre perdue et oubliée », sur la plate-forme de Radio France, cinq épisodes (cinquante-huit minutes).

Un thème par jour
Créé par El Diario, média en ligne destiné à un public jeune, ce podcast disséque quotidiennement un sujet de politique nationale, internationale ou de société qui fait l'actualité. Parmi les sujets récemment traités : « "Non à la guerre" à Gaza : la protestation comme marqueur générationnel » ou « L'échec des bracelets électroniques pour les auteurs de violences conjugales ».
« Un tema al día » (en espagnol), sur les plates-formes, cinq épisodes par semaine (une quinzaine de minutes).

Nation-phare des luttes féministes
On a coutume de désigner les hommes convaincus de leur supériorité masculine par le vocable espagnol *macho*. Or, après avoir cantonné les femmes au foyer sous le franquisme, l'Espagne semble avoir pris la tête du mouvement féministe à l'échelle mondiale. Cette série analyse les spécificités du combat pour l'avancée des droits de l'autre côté des Pyrénées.
« Féminisme, l'avant-garde espagnole », dans l'émission « La série documentaire » (France Culture), sur la plate-forme de Radio France, quatre épisodes (cinquante-huit minutes).

La vie sous Franco
Ce programme parcourt les quatre décennies de dictature et s'interroge sur le retentissement qu'elles continuent d'avoir dans l'Espagne contemporaine.
« L'Espagne de Franco », dans l'émission « Histoire vivante », sur la plate-forme de la Radio télévision suisse (RTS), cinq épisodes (trente minutes).

Une fierté nommée football

Le « beau jeu » est rare. Le meilleur exemple en fut le Brésil de Pelé en 1970. Mais l'équipe espagnole de football a démontré entre 2008 et 2012 que la beauté du geste pouvait se traduire en titres prestigieux.

En 1982, l'Espagne postfranquiste organise avec faste la Coupe du monde, mais son équipe s'avère incapable de remporter le trophée, subissant même une élimination sans gloire au deuxième tour. Géant européen quand il s'agit de ses clubs, dont le Real Madrid et le FC Barcelone, le ballon rond ibérique est alors un nain sur le plan planétaire et ne compte qu'une ligne à son palmarès : une victoire au Championnat d'Europe des nations en 1964. Dans un pays où le football est une seconde religion, les contre-performances de la *Roja*, surnom de l'équipe nationale, alimentent les moqueries mais aussi des débats plus sérieux durant les années 1990. L'un d'eux est particulièrement vif : faut-il s'aligner sur l'évolution européenne du sport-roi en privilégiant les grands gabarits et les tactiques de jeu hermétiques fondées sur la performance athlétique (courses incessantes, mouvements collectifs, etc.) ? À cette question, les formateurs des principaux clubs, notamment le FC Barcelone, répondent par la négative. Contrairement à ce qui se passe aujourd'hui encore en France, les joueurs de petite taille ne sont pas recalés à l'entrée des centres de formation. Seuls comptent les qualités techniques, la capacité à dribbler, la précision dans la passe et le mouvement vers l'avant : bref, un jeu à la méditerranéenne comme on peut encore l'admirer dans les ruelles et les terrains vagues de Naples, Rome, Alger ou Istanbul.

Au début des années 2000, l'image de l'équipe nationale change peu à peu. Longtemps synonyme de rugueux et brouillon, le jeu de la *Roja* est loué pour sa virtuosité. Après un échec face à la France en 2006 lors de la Coupe du monde en Allemagne, l'Espagne impose sa loi en 2008 en finale du Championnat d'Europe. Deux ans plus tard, lors d'une glaciale soirée d'hiver austral, elle est enfin championne des nations en Afrique du Sud. Et 2012 sera l'année d'une nouvelle consécration européenne. En quatre ans, le football espagnol et son *jogo bonito* (selon l'expression portugaise) devient ainsi une référence, et les techniciens convergent vers Madrid, Barcelone ou Bilbao pour s'inspirer de ses méthodes de formation.

Avec les titres accumulés par le Real Madrid et le FC Barcelone, sans oublier la longue domination de Rafael Nadal en tennis, les Espagnols puisent dans leurs victoires sportives une fierté certaine à l'heure où la presse d'Europe du Nord tire à boulets rouges sur l'inconséquence budgétaire des membres « Club Med », comprendre les pays du sud du continent, dont la Grèce et l'Espagne. Mais cette revanche à un coût. Comme nombre de ses pairs, le football ibérique est prisonnier d'une course au gigantisme qui pourrait mener à son effondrement. Les clubs sont surendettés, et des rumeurs persistantes de matchs truqués par des réseaux criminels font craindre une catastrophe financière et sportive comparable à celle connue par l'Italie à la fin des années 1970. Pour autant, et après un passage à vide depuis 2012, la *Roja* a renoué avec le succès en 2024 en s'octroyant un quatrième titre européen. Avant de remporter la Coupe du monde qui aura lieu l'été prochain ?

Akram Belkaïd

ET POUR QUELQUES TOMATES DE PLUS

Les mieux lotis de ces immigrés vivent entassés dans de petites HLM. Ceux qui ont moins de chance se retrouvent dans ce que l'on nomme ironiquement des *cortijos*, cabanes de parpaings sans eau ni électricité, utilisés normalement par les propriétaires agricoles pour stocker leurs réserves de produits chimiques[3]. Les plus miséreux tentent de survivre dans des *chabolas*, baraques construites de planches et de morceaux de plastique, dans les endroits les plus inaccessibles – et les plus cachés – au milieu des serres. « *J'ai de la chance*, nous explique dans un mauvais espagnol Al-Mehdi, 23 ans, venu de Tétouan, au Maroc, *le patron est sympa, il ne m'a pas demandé si j'avais des papiers.* » Le lieu est lugubre, sans fenêtre, ni eau potable, ni électricité, ni chauffage. Des bonbonnes de sulfate sont entassées dans une pièce voisine. « *C'est moi qui le répands, avec un masque.* » Al-Mehdi n'a qu'un seul employeur, le propriétaire des deux serres attenantes. Il s'échine huit à dix heures par jour pour quelques dizaines d'euros, « *mais seulement lorsqu'il y a du boulot* ». Il est content, « *car l'été, quand il n'y a pas de travail pendant deux mois, le patron me permet de continuer à habiter ici* ».

Trois journées de folie raciste

Ces *sin papeles* (sans-papiers), l'Europe en entendit soudain parler lorsque, dans les premiers jours de février 2000, le meurtre d'une jeune femme espagnole par un déséquilibré marocain entraîna trois journées de folie raciste à El Ejido. Des milliers d'Espagnols poursuivirent et attaquèrent à coups de barre de fer le moindre *Moro* (le Maure, le Marocain), dans les rues, les bars et les commerces. Ces violences firent cinquante-quatre blessés, dont une vingtaine de policiers espagnols et autant d'immigrés.

Ingénieur technique de Casur, la plus grande coopérative agricole d'Almería, M. Isidoro Martinez nous fait visiter avec fierté son usine. Ses clients s'appellent Carrefour en France, Netto en Allemagne ou au

3. Le *cortijo* est en réalité l'ensemble des bâtiments caractéristiques des grandes propriétés terriennes andalouses (comme des haciendas latino-américaines).

Danemark, Lidl dans toute l'Europe. A peine arrivée, chaque tomate passe dans un lavoir automatique, avec jets d'eau, détergent, brosses tournantes et ventilateurs séchants à air chaud, afin, nous explique notre guide, *« d'enlever toute trace superficielle de cuivre ou de soufre, qui risquerait de rebuter le consommateur »*. Avant d'ajouter, un sourire aux lèvres : *« Mais, en vérité, les produits les plus dangereux restent invisibles, sous la peau. »*

Une fois rangées selon la qualité et le calibre, les tomates, installées sur des palettes, passent une ou deux journées dans une chambre froide jusqu'à ce que leur température descende à 10 °C, puis sont chargées dans des semi-remorques réfrigérés, prêts à s'élancer dans toute l'Europe. Mille neuf cents kilomètres séparent Almería de Paris (deux jours et demi de route, en comptant les pauses obligatoires) ; deux mille trois cents de Londres (trois jours et demi) ; deux mille sept cents de Berlin (quatre jours et demi) ; trois mille trois cents de Varsovie (cinq jours). *« Vu le nombre de jours écoulés entre la cueillette et l'arrivée en supermarché, c'est-à-dire entre cinq et huit jours, nous n'envoyons que des tomates encore vertes »*, poursuit M. Martinez, en nous présentant un éventail de couleurs, du plus vert au plus rouge, numérotées de un à dix. *« Si le client à Londres veut du huit, je lui envoie du quatre. »*

Un semi-remorque s'ébranle – vingt-six palettes au total, représentant quinze tonnes de chargement. Destination, la plate-forme logistique Carrefour de Béziers, un de ces gigantesques hangars situés en général à l'abri des regards, dans lesquels sont déchargés les produits, avant d'être rechargés quelques heures plus tard en direction des supermarchés et hypermarchés des alentours. Le chauffeur s'appelle Antonio Pacheco Sánchez. Il a 47 ans, dont trente-quatre années passées sur la route. *« J'ai commencé à 13 ans, assis à côté de mon père. Je lui lisais la carte. À 16 ans, je le relayais la nuit, parce qu'il y voyait mal. »* Le camion, un superbe Volvo, semble tout juste sorti d'usine.

© www.mayormaestre.com

Francisco Mayor Maestre ////
« La cara de pan »
(La face du pain), 2024

ET POUR QUELQUES TOMATES DE PLUS

Durée du transport, manipulations multiples : le succès de la tomate espagnole est intimement lié à sa dureté. « *Si une palette présente des tomates un peu molles, elle est immédiatement refusée* », nous explique M. Thierry B., ancien responsable des produits frais sur une plate-forme Carrefour[4]. Explication de M. Robert C., responsable fruits et légumes dans cette entreprise : « *Il faut que les tomates arrivent très dures. Les clients les manipulent beaucoup, et nous devons pouvoir les maintenir deux à trois jours en rayon.* »

La première variété de cette tomate, résistant le plus possible au temps et aux chocs, la tomate Daniela, a été mise au point en 1989. Depuis, elle fait l'objet de nombreuses recherches, notamment afin de développer ses qualités organoleptiques – couleur, flaveur, texture, jutosité, tendreté. En France, des laboratoires comme ceux de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) participent depuis longtemps à des programmes sur de nouvelles variétés de tomates, ainsi qu'à des projets d'optimisation de la logistique des fruits et légumes[5]. Des recherches menées avec de l'argent public et essentiellement utiles à la grande distribution.

Refusée au cul d'un camion

En France, celle-ci détient 60 % des parts de marché dans le commerce de l'alimentation[6]. Bien souvent, le consommateur qui pense éviter la tomate d'Almeria en achetant chez le primeur de son quartier s'illusionne. Celle-ci provient des mêmes serres, a subi les mêmes traitements et a été transportée par les mêmes camions. Pis même : « *Lorsqu'une palette est refusée au cul d'un camion par une grande surface, il arrive souvent qu'on m'appelle pour me proposer la marchandise,* nous avoue Joël, cadre chez Robert Hortal, une des plus importantes sociétés du marché de gros de Montpellier. *En général, je la prends, ce qui me permet de faire profiter mes clients d'un bon prix.* » Ses clients ? Tous les magasins de détail de la ville, des plus populaires aux plus huppés.

Nombreux sont les critères utilisés par la grande distribution pour refuser des palettes : dureté insuffisante, mauvais calibre, coloration, température de sortie du camion… D'où le nombre important de tomates destinées à un supermarché qui se retrouvent en vente sur les marchés, chez le petit épicier du quartier ou du centre-ville.

Quelle possibilité reste-t-il au consommateur ? Peut-être celle de suivre l'exemple de M. Jacques Pourcel, un des grands chefs français, propriétaire, entre autres, du restaurant étoilé le Jardin des sens à Montpellier : « *Moi, je ne cuisine vraiment la tomate que l'été, lorsqu'elle a poussé dans la terre, en plein champ, qu'elle a mûri au soleil, pas trop arrosée, soumise au minimum de produits chimiques. Elle devient alors savoureuse, pas trop juteuse, relevée d'une légère acidité.* »

Pierre Daum

4. Au moment du reportage, M. Thierry B. travaillait au marché de gros de Montpellier mais, s'exprimant sur Carrefour, il avait demandé l'anonymat.

5. Claire Doré et Fabrice Varoquaux (sous la dir. de), *Histoire et amélioration de cinquante plantes cultivées*, INRA, Paris, 2006.

6. « Parts de marché du commerce de détail selon la forme de vente », Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), 24 juin 2025.

© instagram.com/olmocalvo

TOUS UNIS POUR GAZA

Malgré l'entrée en vigueur quelques jours plus tôt d'un accord de cessez-le-feu à Gaza, des dizaines de milliers d'Espagnols ont à nouveau battu le pavé des grandes villes le 15 octobre 2025, consacré jour de grève nationale en soutien aux Palestiniens. L'engagement du pays en faveur de ce peuple relève d'une longue tradition diplomatique et universaliste, que les massacres perpétrés par Israël ont ravivée.

PAR LILITH VERSTRYNGE*

Dès le début de la guerre dévastatrice lancée par Israël à Gaza en réponse aux attaques du Hamas du 7 octobre 2023, Madrid défend les Palestiniens et s'attire les foudres du premier ministre israélien Benyamin Netanyahou. L'Espagne s'impose ainsi comme un acteur diplomatique singulier en Europe. Selon des modalités et des niveaux d'engagement différents, toutes les forces de la coalition dirigeant le pays soutiennent la résistance du peuple palestinien en raison de leur appui à toutes les luttes de décolonisation.

L'engagement de Madrid s'inscrit aussi dans une certaine tradition diplomatique. La reconnaissance de l'État de Palestine (avec l'Irlande et la Norvège) intervenue le 28 mai 2024, le soutien à la procédure intentée le 28 octobre 2024 par l'Afrique du Sud devant wla Cour internationale de justice (CIJ) contre Israël pour génocide et la suspension partielle des exportations d'armes vers ce dernier pays ne procèdent pas seulement des circonstances politiques.

Il faut attendre 1986 et l'intégration à la Communauté économique européenne (CEE) pour que l'Espagne, dirigée par le socialiste Felipe González, reconnaisse Israël. Après tous les autres pays du Vieux Continent. De fait, au lendemain de la seconde guerre mondiale et de la défaite des puissances de l'Axe – Allemagne, Italie, Japon –, la dictature franquiste au

Olmo Calvo /// Gran Via de Madrid lors de la manifestation « Stop au génocide », janvier 2025

* Politiste, ancienne secrétaire d'État espagnole à l'Agenda 2030.

pouvoir depuis 1939 se retrouve isolée sur la scène diplomatique, en butte à l'hostilité de Londres et de Paris, à l'écart de l'Organisation des Nations unies (ONU) comme de l'Alliance atlantique. Madrid opte pour des politiques de substitution. Les dirigeants renforcent leurs liens avec l'Amérique latine et le monde arabe, notamment avec les monarchies de Jordanie, d'Arabie saoudite et d'Égypte. Plusieurs facteurs facilitent ce virage : les relations personnelles nouées par le général Francisco Franco avec les militaires africains et arabes depuis l'époque du protectorat franco-espagnol au Maroc (1912-1956), la nostalgie d'Al-Andalus – période de présence musulmane dans la péninsule Ibérique entre 711 et 1492 –, entretenue dans certains cercles arabes, l'anglophobie et la francophobie des franquistes, partagées en Afrique ou au Proche-Orient.

Ces monarchies arabes fournissent à l'Espagne des ressources vitales – pétrole, denrées alimentaires – ou plaident en faveur de son intégration au sein des Nations unies, qui interviendra fin 1955. Elles servent d'intermédiaires pour réhabiliter le pays aux yeux des États-Unis et rompre son isolement. Le roi Abdallah de Jordanie devient, en 1949, le premier chef d'État étranger à fouler le sol espagnol depuis la guerre. Ces rapports privilégiés avec le monde arabe finissent par façonner un lien culturel singulier. En 1966, Sabino Alonso Fueyo, alors directeur du journal *Arriba* – organe officiel de la Phalange –, propose au ministère de l'éducation d'introduire l'enseignement de l'arabe au lycée, dans l'optique de renforcer les relations entre Madrid et Riyad. Il faudra donc attendre le retour de la démocratie pour que l'Espagne reconnaisse Israël. Et 1996 pour que le roi Juan Carlos effectue sa première visite officielle à Tel-Aviv.

Le roi Abdallah de Jordanie devient, en 1949, le premier chef d'État étranger à fouler le sol espagnol depuis la guerre civile

Dans des pays comme l'Allemagne, l'Italie ou la France, la construction progressive d'une mémoire de la Shoah s'accompagne d'un large soutien à la création de l'État d'Israël en 1948. L'Espagne a, elle, ignoré cette dynamique, du fait de son repli intérieur et de son isolement international. Le régime franquiste a bien sûr cherché à adapter son discours aux mutations de l'Europe d'après-guerre, rappelé sa « neutralité » de façade durant le conflit mondial et tendu à exagérer le rôle de son corps diplomatique dans le sauvetage de milliers de Juifs durant cette période. Mais la rhétorique antisémite a survécu au sein du régime, notamment dans l'institution catholique nationale.

Reconnaissance de l'État palestinien

C'est au nom du respect et de la défense du droit international que Madrid s'est mobilisé, au côté de Dublin et d'Oslo, pour infléchir la position commune de l'Union européenne en faveur de la reconnaissance de l'État palestinien. Parallèlement, le gouvernement de M. Pedro Sánchez a adopté une ligne sans cesse plus critique à l'égard d'Israël, dénonçant sa guerre contre la population gazaouie et ses violations répétées de la légalité internationale.

La presse ibérique a néanmoins révélé en février 2025 que, malgré ses décisions relatives à la suspension des exportations d'armes à destination d'Israël, les autorités avaient laissé transiter par l'aéroport de Saragosse plus de soixante mille pièces (artillerie, lance-roquettes, mitrailleuses, grenades...), notamment en provenance des États-Unis, vers l'aéroport Ben-Gourion de Tel-Aviv au cours de l'année précédente[1]. « *J'implore le gouvernement espagnol, qui s'est imposé comme l'un des défenseurs les plus visibles du droit international, de suspendre tous les vols militaires à destination d'Israël*[2] », avait aussitôt interpellé M^me^ Francesca Albanese, rapporteuse spéciale des Nations unies pour les territoires palestiniens.

Dans une étude de l'Institut royal Elcano publiée en mai 2024, 78 % des Espagnols considéraient que les États européens devaient reconnaître un État palestinien souverain, une position majo-

1. Olga Rodríguez et Pol Pareja, « Más de 60 000 piezas de armamento han salido en aviones desde España a Israel en una ruta que continúa en 2025 », www.eldiario.es, 19 février 2025.

2. « La relatora de la ONU para Palestina pide a España que detenga los vuelos con material militar a Israel », www.eldiario.es, 25 février 2025.

3. Carmen González Enríquez et José Pablo Martínez, « La opinión pública española ante el reconocimiento del Estado de Palestina », Real Instituto Elcano, 17 mai 2024.

ritaire au sein de tous les courants politiques constitués. Cette solidarité populaire ne se confond pourtant pas avec une lecture simpliste du conflit : les Espagnols font la différence entre l'histoire longue et les ravages commis par l'armée israélienne dans la bande de Gaza depuis le 7 octobre 2023. Si 48 % des enquêtés estimaient qu'Israéliens et Palestiniens partageaient la responsabilité de la perpétuation du conflit, 50 % désignaient Israël comme à l'origine de la situation qui a conduit à la destruction de l'enclave[3].

Malgré l'indignation croissante face à l'escalade de la violence israélienne, la solution à deux États pour résoudre le conflit demeurait privilégiée par 60 % des personnes interrogées, en ligne avec la position de l'Union européenne et des Nations unies. Toutefois, une minorité active (37 %) défendait une option alternative : l'instauration d'un seul État, binational et démocratique, où Israéliens et Palestiniens coexisteraient sur un pied d'égalité. Promue par des collectifs militants et des organisations propalestiniennes de gauche comme le Réseau de solidarité contre l'occupation de la Palestine ou Boycott, désinvestissement, sanctions (BDS) Espagne, cette option revient à constater qu'une solution à deux États est devenue inapplicable en raison de l'extension des colonies israéliennes et de la fragmentation des territoires palestiniens.

La ligne de conduite du gouvernement espagnol repose sur un principe universaliste intangible : le droit des peuples à n'être ni envahis ni massacrés. Dans la Bible, le livre d'Abdias évoque un lieu d'exil pour les juifs de Jérusalem, désigné sous le nom de « Sepharad ». C'est ainsi que les juifs expulsés d'Espagne en 1492 par les Rois catholiques nommaient aussi, depuis l'âge médiéval, la péninsule Ibérique. Par une ironie dont l'histoire est coutumière, une héritière de « Sepharad » veut jouer un rôle pour mettre un terme à l'un des plus anciens conflits territoriaux.

Lilith Verstrynge

Olmo Calvo /// Manifestation en soutien au peuple palestinien, Madrid, octobre 2025

© instagram.com/olmocalvo

CHOISIR RABAT, MÉNAGER ALGER

Peut-on admettre la marocanité du Sahara occidental sans braquer l'Algérie, qui soutient les indépendantistes du Front Polisario ? Pour Madrid, l'équation s'avère des plus complexes, d'autant que les deux protagonistes n'hésitent pas à recourir à l'arme de l'immigration clandestine.

PAR IGNACIO CEMBRERO*

Il n'est guère facile pour les pays d'Europe du Sud-Ouest d'entretenir de bonnes relations avec les deux poids lourds du Maghreb en conflit permanent. Le gouvernement socialiste espagnol a clairement fait le choix du Maroc, au détriment de l'Algérie. Les pressions exercées par Rabat expliquent en bonne partie cette préférence. Elles commencèrent en décembre 2020, avec l'annulation d'un sommet bilatéral entre les deux gouvernements, et ont atteint leur paroxysme cinq mois plus tard, lorsque plus de dix mille migrants, dont 20 % de mineurs, ont été encouragés à se faufiler à Ceuta en moins de quarante-huit heures. Ce fut un épisode traumatisant pour les autorités espagnoles.

Pour le Maroc, l'enjeu est de taille. La position de l'ancienne puissance coloniale en charge de ce territoire peut engendrer un effet d'entraînement diplomatique

Scellée en avril 2022, la réconciliation hispano-marocaine a valu à Rabat le soutien de l'Espagne à son plan d'autonomie de 2007 pour le Sahara occidental. Un plan au demeurant assez maigre car il ne tient qu'en trois feuillets et ne prévoit ni autodétermination ni indépendance pour les Sahraouis. Pour Rabat, l'enjeu est de taille car la position de l'Espagne, ancienne puissance coloniale en charge de ce territoire vaste comme le Royaume-Uni, peut engendrer un effet d'entraînement diplomatique.

S'il a été plusieurs fois désavoué par le Congrès des députés espagnol, ce revirement majeur en matière de politique étrangère a permis à Madrid d'obtenir deux concessions de Rabat. D'abord, la réouverture du bureau des douanes de Melilla, que les autorités du royaume chérifien avaient fermé unilatéralement en août 2018, et la mise en place d'un autre bureau à Ceuta. L'une et l'autre initiatives auraient constitué un geste important de la part de Rabat, qui considère ces deux villes comme occupées par l'Espagne, si ces douanes avaient réellement fonctionné. Entre leur inauguration en février et le mois de juillet 2025, elles ont tourné au ralenti. Depuis, elles sont pratiquement fermées. Traverser ces frontières, à pied ou en voiture, est le plus souvent une épreuve, qui peut durer des heures en fonction de l'humeur des agents marocains.

Presque tous à la nage

Autre signe de bonne volonté, Rabat déploie également davantage d'efforts depuis 2023 pour freiner l'émigration irrégulière par mer vers les îles Canaries et la péninsule Ibérique. En revanche, les autorités marocaines se montrent moins soucieuses de l'enrayer à Melilla et surtout à Ceuta. D'ici à la fin de l'année, plus de trois mille migrants au total devraient être arrivés en 2025 dans cette seconde enclave espagnole, presque tous à la nage, soit 34 % de plus qu'en 2024. Combien de malheureux se sont noyés en chemin ? Entre janvier et octobre, plus de quarante cadavres avaient été récupérés sur les plages de Ceuta, mais nul ne connaît le nombre de ceux qui ont été rejetés par la mer du côté marocain. L'été dernier, la municipalité de Ceuta avait sous sa tutelle plus de 600 mineurs non accompagnés, un record pour une ville de 83 000 habitants.

* Journaliste.

Bibliographie

Aroa Moreno Durán, *Mañana matarán a Daniel*, Random House, Barcelone 2025.

Peu avant la mort de Franco, dans la nuit du 27 septembre 1975, trois jeunes hommes sont exécutés dans la sierra de Madrid. Daniel, Hidalgo et Pito, sur les traces desquels la romancière revient, sont accusés d'avoir tué un policier et un garde civil. Condamnés à la va-vite après une parodie de procès militaire, ils sont les derniers fusillés du franquisme.

Henry Buckley, *The Life and Death of the Spanish Republic*, I. B. Tauris, Londres - New York, 2013.

Henry Buckley vivait déjà en Espagne et en parlait parfaitement la langue quand éclata la guerre civile, qu'il couvrit pour le *Daily Telegraph*. Longtemps égaré, son récit des événements a été réédité en 2013. Il s'étire de la fondation de la Seconde République, le 14 avril 1931, jusqu'à la défaite des républicains, le 31 mars 1939.

Secundino Serrano, *Maquis. Histoire des guérillas antifranquistes*, Nouveau Monde, Paris, 2021.

Cette enquête retrace l'histoire des maquis antifranquistes en action à la fin de la guerre civile. Afin d'échapper à la répression, ceux qui ne veulent ou ne peuvent s'exiler se réfugient dans les zones escarpées et perpétuent la guérilla. En 1945, ils espèrent le secours des Alliés pour les débarrasser de la dictature. Mais la guerre froide dicte d'autres priorités...

Alfonso Zapico, *Le Chant des Asturies*, quatre tomes, Futuropolis, Paris, 2023-2024.

Dans une mine du côté d'Oviedo en Espagne, les paysans dépérissent. Entre mourir d'un coup de grisou ou d'un tir d'escopette, ils ont choisi : ce sera la révolution totale. Cette épopée graphique en quatre volumes rend compte des affrontements entre ouvriers et patrons, militants républicains et nationalistes dans la vallée des Asturies en 1934.

Afin d'éviter les sujets soubresauts avec Rabat, M. Pedro Sánchez, le chef du gouvernement, a également eu l'idée d'associer le Maroc à la candidature de l'Espagne et du Portugal pour l'organisation de la Coupe du monde de football 2030. Il a même laissé au roi Mohammed VI le soin d'annoncer, en mars 2023, la formation de ce triumvirat, finalement choisi par la Fédération internationale de football association (FIFA).

« *Sánchez a ainsi acquis une sorte de police d'assurance auprès de Rabat qui durera au moins jusqu'en 2030* », commente un ancien ambassadeur d'Espagne à propos de ce projet qui enthousiasme les dirigeants marocains. L'éventualité d'un retour de la droite au pouvoir en Espagne à l'issue des prochaines élections générales – actuellement prévues pour la mi-2027 – ne devrait pas trop changer la donne, même si les autorités marocaines ont déjà manifesté à plusieurs reprises leur mécontentement envers le Parti populaire (PP). La formation conservatrice a en effet invité un représentant du Front Polisario lors de son dernier congrès, en juillet passé.

Rabat peut accorder des périodes de répit, mais il a d'autres revendications de poids envers l'Espagne qu'il finira par mettre sur la table. La première est que le contrôle de l'espace aérien du Sahara occidental, qui est toujours exercé depuis Las Palmas (îles Canaries) pour les vols civils, lui soit transféré. Il voudrait aussi obtenir de la Moncloa, le siège du gouvernement espagnol, la reconnaissance de la souveraineté marocaine sur cette ancienne colonie espagnole, comme la Maison Blanche, en décembre 2020, ou l'Élysée, en juillet 2024, l'ont fait.

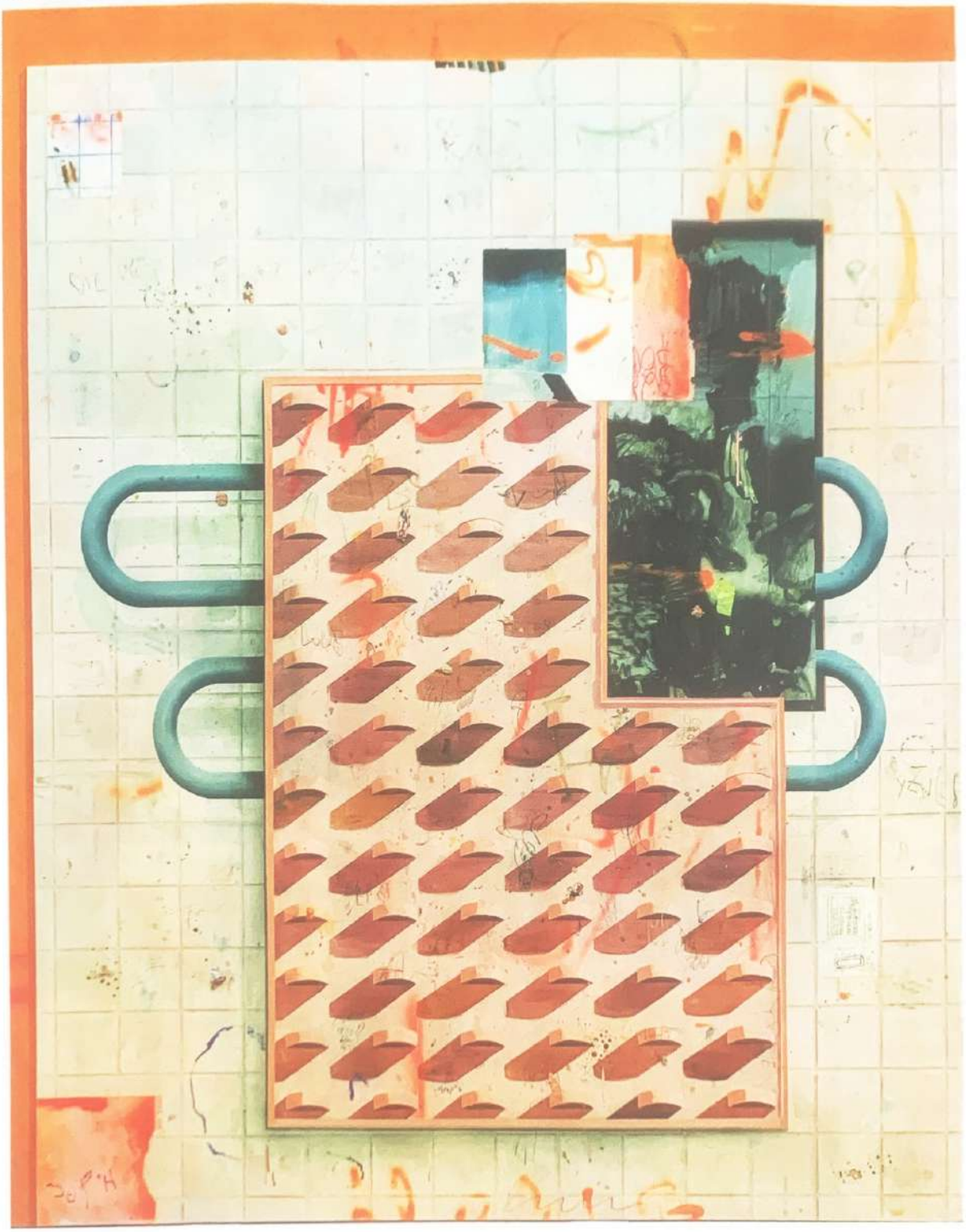
À plus long terme, le pays réclame la restitution de Ceuta et Melilla, ainsi que la ribambelle d'îlots et de rochers, tenus par de petites garnisons militaires, que l'Espagne possède tout au long de la côte marocaine. Si Mohammed VI n'a revendiqué publiquement ces deux villes qu'en 2007, Rabat semble avoir mis en œuvre, depuis 2018, une stratégie pour étouffer économiquement les deux enclaves.

© www.mayormaestre.com

Francisco Mayor Maestre
« No quiero ver a nadie » (Je ne veux voir personne), 2024

CHOISIR RABAT, MÉNAGER ALGER

© www.mayormaestre.com



Francisco Mayor Maestre /// « Todo lo que es verdad » (Tout ce qui est vrai), 2023

Largement subventionnées par l'État espagnol, elles tentent de s'en sortir en attirant l'industrie du jeu en ligne grâce à des avantages fiscaux.

Mais le rapprochement ibéro-marocain a un coût. En mars 2022, l'Algérie s'est brouillée avec l'Espagne à cause de la main tendue au Maroc au sujet du Sahara occidental – tout comme elle le fera deux ans plus tard avec la France. Le président Abdelmadjid Tebboune a rappelé son ambassadeur à Madrid pour consultation. Il a également mis fin au rapatriement des immigrés en situation irrégulière et, surtout, il a inter-

rompu les échanges commerciaux, à l'exception des exportations de gaz à travers le gazoduc sous-marin Medgaz.

Mais, contrairement à ce qui passe avec la France, la mauvaise humeur algérienne n'a pas duré longtemps. En décembre 2023, Alger a envoyé un nouvel ambassadeur à Madrid, après avoir interprété à sa guise un discours de M. Sánchez à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) évoquant le Sahara. Puis les relations commerciales entre les deux pays ont repris tout au long de l'année 2024. Les tensions avec Paris comptent sans doute pour beaucoup dans cet apaisement. Alger ne pouvait pas se permettre d'être en délicatesse avec deux de ses principaux partenaires économiques.

Pas la cordialité d'antan

La relation algéro-espagnole n'a cependant pas retrouvé sa cordialité d'antan. Après le rapprochement avec le Maroc au début de l'année 2022, plus aucun membre du gouvernement espagnol ne s'était rendu en Algérie jusqu'à la visite de M. Fernando Grande-Marlaska, ministre de l'intérieur, en octobre 2025. Prévu en février 2024, le déplacement du ministre des affaires étrangères José Manuel Albares avait été annulé par Alger à la dernière minute.

La relation bilatérale est par ailleurs assombrie pour la première fois par la question de l'immigration irrégulière. Partis des côtes algériennes, plus de 6 000 *harragas* (soit une hausse de 75,4 % par rapport à 2024), en majorité originaires d'Afrique subsaharienne (52 %), sont arrivés jusqu'à la mi-octobre sur les îles Baléares. D'autres, moins nombreux et presque tous algériens, ont débarqué dans le sud-est de la péninsule, à Murcie et à Almería.

Des chiffres sans précédent qui questionnent les autorités espagnoles : Alger recourrait-il à son tour aux méthodes employées par le Maroc pour faire fléchir Madrid ? Toutefois, les Algériens qui débarquent en Espagne n'y restent généralement pas. La plupart essaient de gagner la France. D'où l'ébauche d'une autre hypothèse : cette émigration soudaine depuis les côtes algériennes ne serait-elle pas une autre facette du conflit opposant Paris et Alger, dans lequel l'Espagne se retrouverait prise en étau ?

Ignacio Cembrero

Une rupture en trompe-l'œil

L'Espagne a adhéré à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) le 30 mai 1982, devenant ainsi le seizième membre de l'Alliance atlantique. Officiellement, elle consolide son ancrage dans le camp des démocraties occidentales, après la chute de la dictature. En réalité, dès les années 1950, les États-Unis ont fait du régime franquiste un pilier du dispositif de défense de l'Occident contre la « menace » communiste. Des accords militaires bilatéraux sont signés en 1953, renouvelés en 1963. Ils permettent l'accueil de sous-marins lanceurs d'engins équipés de missiles nucléaires Polaris dans le port de la Rota (province de Cadix) en 1968 et l'ouverture de trois bases aériennes américaines, en échange d'équipements militaires et d'une aide économique. Un nouvel accord, paraphé en 1970, autorise la livraison d'un système de défense aérienne intégré au système de l'OTAN, mais sans la garantie de sécurité que réclame Madrid. En 1974, la « révolution des œillets » au Portugal et la crise chypriote opposant la Grèce et la Turquie, deux membres de l'OTAN, fragilisent aux yeux des Américains le flanc sud de l'organisation, ce dont Francisco Franco tire parti. Madrid et Washington se lient par un traité d'amitié et de coopération en 1976.

Après la mort de Franco en 1975, le souvenir du soutien apporté par les États-Unis à son régime explique l'impopularité de l'OTAN. En campagne pour les élections générales de 1982, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) promet un référendum sur la sortie de l'organisation s'il accède au pouvoir. Mais, après sa victoire éclatante, le président du gouvernement Felipe González se ravise. Convoqué tardivement en 1986, le référendum invite à se prononcer sur le maintien dans l'Alliance, sous conditions : non-incorporation à la structure de commandement militaire intégrée de l'OTAN, interdiction des armes nucléaires et réduction progressive de la présence militaire américaine. Mais il n'évoque pas le démantèlement immédiat des bases américaines, comme envisagé lors du congrès du PSOE de janvier 1977. Ce revirement provoque des tensions au sein du parti et entraîne la démission du ministre des affaires étrangères, Fernando Morán, opposé au changement du cap. Le « oui » l'emporte à 53 % avec une forte abstention (40 %) et une part significative de votes blancs (7 %).

Seules les bases aériennes de Torrejón et Saragosse sont restituées, respectivement en 1992 et 1994. Mais celles de Rota et de Morón sont utilisées pour ravitailler les bombardiers américains qui attaquent l'Irak en 2003. Le gouvernement de droite de M. José María Aznar II (2000-2004) y enverra 1300 hommes. La même année, il signe la « lettre des huit », appelant à l'unité avec les États-Unis sur le dossier irakien, aux côtés de MM. Václav Havel (République tchèque), José-Manuel Durão Barroso (Portugal), Silvio Berlusconi (Italie), Anthony Blair (Royaume-Uni), Péter Medgyessy (Hongrie), Leszek Miller (Pologne) et Anders Fogh Rasmussen (Danemark). Entre-temps, il a fait réadmettre l'Espagne dans le commandement militaire intégré de l'Alliance (1996-1999). Son successeur socialiste, M. José Luis Rodríguez Zapatero, retire les troupes espagnoles d'Irak mais renforce leur participation à la coalition de l'OTAN contre l'Afghanistan en 2004.

Hélène Richard

Voix de faits

« ¡NO PASARÁN! »

Dolores Ibárruri est née dans une famille populaire près de Bilbao, en 1895. Huitième enfant d'une fratrie de onze, elle commence à travailler en tant que femme de ménage et se marie avec un mineur et militant socialiste. L'engouement provoqué par la révolution russe de 1917 la pousse à écrire ses premiers articles, qu'elle signe sous le nom de *la Pasionaria*, un pseudonyme qui la suivra toute sa vie. Membre fondatrice du Parti communiste espagnol en 1920, elle est élue députée en 1936. Le 19 juillet de cette même année, elle prononce à la radio un discours retentissant appelant à l'unité de tous les militants républicains face au coup d'État fomenté par les fascistes : « ¡No pasarán! » (« Ils ne passeront pas ! »).

Contrainte à l'exil, Dolores Ibárruri part vivre en URSS, avant de revenir en Espagne après la mort de Franco en 1975. Elle redevient députée en 1976, quarante ans après son célèbre « ¡No pasarán! », devenu le slogan de la lutte antifasciste à travers le monde.

« Toi aussi tu aurais peur. S'il n'y avait pas la peur, tous les cireurs de souliers d'Espagne deviendraient des toréadors. »

Ernest Hemingway, *La Capitale du monde* (1936).

« Nous avons l'honneur de vous informer que depuis la débandade espagnole non seulement des réfugiés mais des miliciens et surtout quelques anarchistes se cachent dans Le Bousquet-d'Orb. Tandis que nos enfants sont partis, nous ne pouvons supporter que ces indésirables vivent ici à l'abri dans la fainéantise la plus complète. Et c'est précisément parce que les pouvoirs locaux ferment les yeux sur cet état de choses que nous nous permettons de vous les signaler avec l'espoir que vous y mettrez fin rapidement en ordonnant une perquisition sévère, car dans le cas contraire nous devrions nous adresser plus haut. »

Lettre adressée par le préfet de l'Hérault au ministre de l'intérieur le 15 mai 1939.

Source : archives de l'Hérault, cité dans Vincent Parello, « Réactions xénophobes à l'égard des réfugiés espagnols de la guerre civile dans le département de l'Hérault », *Bulletin hispanique*, tome 114, n° 2, Presses universitaires de Bordeaux, 2012.

787

Cette année-là à Cordoue, la basilique Saint-Vincent, construite sur le site d'un temple romain dédié à Janus, est transformée en mosquée et devient un monument majeur de l'art omeyyade. Elle sera réinstituée (1236) en tant que cathédrale par Ferdinand III de Castille après la Reconquista. Vestige et principal témoin de l'histoire longtemps occultée de la présence arabo-musulmane en péninsule Ibérique du VIIIe au XIIIe siècle, la mosquée-cathédrale de Cordoue est inscrite au patrimoine mondial de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco). Elle a échappé à un incendie qui a éclaté vendredi 8 août 2025, avant d'être rapidement éteint.

Ce que la France doit à l'Espagne

Après la guerre civile de 1936-1939, de nombreux Espagnols rejoignirent les rangs de la Résistance ou les armées de la France libre, déterminés à combattre le Reich hitlérien, allié du fascisme espagnol. Affectés tantôt au Maghreb, tantôt en Afrique subsaharienne (Tchad, Cameroun), des milliers d'entre eux appartiennent aux colonnes du général Leclerc. Ce dernier ordonne le 24 août 1944 à la neuvième compagnie de blindés, commandée par le capitaine Raymond Dronne, d'accélérer la progression vers Paris. Composée uniquement d'anarchistes espagnols, la « nueve » pénètre dans la capitale par la porte d'Italie à 20 h 41. Le char « Guadalajara » est le premier à franchir les boulevards extérieurs. À 21 h 22, chars et *half-tracks* se garent place de l'Hôtel-de-Ville. Les cent vingt soldats espagnols sont accueillis en héros par une foule en liesse. On leur demande s'ils sont américains.

Ils avaient un rêve chevillé à l'esprit : revenir en vainqueurs en Espagne, avec l'appui des Alliés. Espoir trahi. Car Franco est demeuré au pouvoir jusqu'en 1975. Et la France, pour laquelle ils versèrent leur sang, les a oubliés.

Source : Denis Fernandez Recatala, « Ces Espagnols qui ont libéré Paris », *Le Monde diplomatique*, août 2004.

Assassiné par le ciel,
entre les formes qui vont vers le serpent
et les formes qui cherchent le cristal,
je laisserai mes cheveux pousser.
Avec l'arbre à moignons qui ne chante pas
et l'enfant au blanc visage d'œuf.
Avec les bestioles à la tête brisée
et l'eau haillonneuse aux pieds secs.
Avec tout ce qui est fatigue sourde-muette
et papillon noyé dans l'encrier.
Me heurtant à mon visage différent de chaque jour.
Assassiné par le ciel !

Federico García Lorca, ***Vuelta de paseo*** (« Retour de promenade »), publié dans le recueil ***Poetas en Nueva York***, 1930.

Vous avez dit grippe espagnole ?

L'épidémie de grippe qui a touché le monde en deux vagues meurtrières, l'une de mi-septembre à décembre 1918, l'autre de février à mai 1919, a causé la mort de plus de 60 millions de personnes. Avec le développement des moyens modernes de communication, elle s'est abattue sur tous les continents et a touché tous les types de populations. Elle est injustement connue sous le nom « grippe espagnole » parce que l'Espagne est l'un des rares pays à avoir officiellement parlé de cette maladie, alors que la censure sévissait ailleurs en Europe. Il semble pourtant probable que ce virus soit apparu en Asie. Il aurait été transmis par des poulets avant de muter pour contaminer l'homme, et se serait répandu aux États-Unis, puis en Europe, accompagnant les soldats américains. En France, il a causé 400 000 morts.

Source : FranceArchives

500 MILLIONS

Nombre d'exemplaires de *Don Quichotte* écoulés depuis sa première publication en 1605, ce qui fait de l'œuvre de Miguel de Cervantes le roman le plus vendu au monde.

Source : *Ouest-France*

465 000

Nombre de réfugiés espagnols qui traversent en 1939 les Pyrénées pour rejoindre la France alors que le régime de Francisco Franco écrase les derniers bastions républicains. Dépassée par l'ampleur de la Retirada, la France aménage des camps précaires dans lesquels seront entassés près de 350 000 de ces exilés. Celui d'Argelès-sur-Mer (Pyrénées-Orientales) est ainsi édifié à la hâte, et les réfugiés dorment en attendant dans des trous qu'ils ont aménagés eux-mêmes sur une plage balayée par les vents et entourée de barbelés. À Bram (Aude), ils sont hébergés dans des locaux en bois, à Vernet (Ariège) sous des tentes militaires.

Source : FranceArchives.

« Lorsque j'étais arrivé pour la première fois à Barcelone, j'avais cru que c'était une ville où il n'existait guère de distinctions de classe ni de grandes différences de richesse. C'était bien, en tout cas, ce qu'elle avait l'air d'être. Les vêtements "chics" y étaient devenus une exception, personne ne faisait de courbettes ni n'acceptait de pourboire ; les garçons de restaurant, les bouquetières, les cireurs de bottes vous regardaient bien en face et vous appelaient "camarade". Je n'avais pas saisi qu'il y avait là surtout un mélange d'espoir et de camouflage. La classe ouvrière croyait en une révolution qui avait été commencée mais jamais consolidée, et les bourgeois étaient apeurés et se travestissaient momentanément en ouvriers. Dans les premiers mois de la révolution, il doit bien y avoir eu plusieurs milliers de personnes qui, de propos délibéré, revêtirent des salopettes et clamèrent les mots d'ordre révolutionnaires, histoire de sauver leur peau. »

George Orwell, *Hommage à la Catalogne*, Payot, Paris, 2024 (initialement publié sous le titre *Homage to Catalonia* à Londres en 1938).

« Vous me confiez l'Espagne et je puis vous assurer que mon poing ne tremblera pas et ma main restera toujours ferme. Je conduirai la patrie au plus haut ou je mourrai à la tâche »

a déclaré Franco le 1er octobre 1936 à Burgos, alors qu'il était proclamé « generalísimo » et chef de l'État dans la zone nationaliste.

Source : Francisco Campuzano Carvajal (sous la dir. de), *Les Nationalismes en Espagne*, Presses universitaires de la Méditerranée, Montpellier, 2002.

Le général Franco aux enfers

(extrait)

Tu ne mérites pas de dormir
Bien que tes yeux soient déchirés
d'aiguilles : tu dois être éveillé, général,
éveillé éternellement
Entre la pourriture des jeunes accouchées
Mitraillées en automne. Toutes, tous les tristes enfants
Écartelés, brisés, roides, sont suspendus.
Ils attendent dans ton enfer
Ce jour de fête froide : ton arrivée.

Pablo Neruda, *L'Espagne au cœur*, Denoël, 1938.

EXCUSES

« Nous sommes conscients que, dans cette longue période de lutte armée, nous avons provoqué beaucoup de douleur, et beaucoup de dommages qui n'ont pas de solution. Nous voulons montrer respect aux morts, aux blessés et aux victimes qu'ont provoqués les actions d'ETA (...). Nous le regrettons vraiment. » Après plus de quarante ans de terrorisme et plus de huit cents morts, le groupe séparatiste basque Euskadi ta Askatasuna (ETA), sur le point d'être dissous, demande « pardon » aux victimes de ses violences dans un communiqué publié dans le quotidien basque *Berria*, le 20 avril 2018.

« Porque te vas »

Hoy en mi ventana brilla el Sol
Aujourd'hui à ma fenêtre le soleil brille
Y el corazón, se pone triste
Et mon cœur s'attriste
Contemplando la ciudad
En contemplant la ville
Porque te vas
Parce que tu pars
Como cada noche desperté
Comme chaque nuit je me suis éveillé
Pensando en ti
En pensant à toi
Y en mi reloj todas las horas vi pasar
Et sur ma montre j'ai vu défiler toutes les heures
Porque te vas
Parce que tu pars

Écrite par José Luis Pérales et interprétée par Jeannette en 1974, la chanson *Porque te vas* rencontre d'abord un succès modeste avant d'être popularisée un an après la mort de Franco dans le monde entier par la sortie en 1976 du film de Carlos Saura *Cría cuervos*, qui en fait sa bande originale.

« Qu'est-ce que la vie ? Une fureur. Qu'est-ce que la vie ? Une illusion, une ombre, une fiction, et le plus grand bien est peu de chose, car toute la vie est un songe, et les songes mêmes ne sont que songes. »

La vie est un songe, Pedro Calderón de la Barca (1635).

« Pourquoi avoir accepté le ministère de la culture que me proposait Felipe González ? Certainement pas par un goût des honneurs, ni de la notoriété. Cet aspect du pouvoir ne m'aura jamais passionné : dorures, tapis rouges, prestige et préséances, aucun intérêt. (...) La réalité du pouvoir m'intéressait bien entendu comme possibilité d'intervenir dans le cours des choses, de modifier – même au minimum, dans les marges – la réalité opaque, enchevêtrée, étouffante, si souvent, du cours naturel de l'histoire »

note l'écrivain Jorge Semprún (1923-2011), issu d'une famille républicaine exilée en France, ancien résistant communiste pendant la seconde guerre mondiale, rescapé de Buchenwald, et ministre de la culture pendant la transition démocratique en Espagne.

Source : Jorge Semprún, *Federico Sanchez vous salue bien*, Grasset, Paris, 1993.

Dans les années 1950, Salvador Dalí donne une conférence devant le public de l'Ateneo, un club fréquenté par la bonne société madrilène : *« Mesdames, messieurs, commence-t-il, Picasso est un génie, moi aussi. Picasso est communiste, moi non plus. »* La formule fit rire toute l'Espagne.

Source : Michel del Castillo, *Dictionnaire amoureux de l'Espagne*, Plon, Paris, 2005.

« Je le respectais énormément, j'appréciais son intelligence et son sens politique. (...) Je n'ai jamais laissé quiconque le critiquer devant moi »

écrit Juan Carlos à propos de Franco dans ses Mémoires (*Réconciliation*, Stock), tout juste publiés en France.

Travaux en cours

Le chef-d'œuvre de l'architecte Antonio Gaudí, auquel il a consacré quarante-trois ans de sa vie, la *Sagrada Família*, attire chaque année des millions de visiteurs du monde entier. La construction de l'édifice a commencé à Barcelone en 1882. Il devrait, une fois les travaux achevés en 2026 si tout se passe comme prévu, culminer à 172,5 mètres. Il s'agira alors de la plus « haute » église du monde.

TRÉMOLO

Ce jeu de vitesse et d'alternance entre l'index, le majeur et le pouce est au cœur de la pratique de la guitare classique et flamenca espagnole, dont il fait résonner toute la complexité. Dans l'Espagne de la fin du XIXe siècle, de nombreux virtuoses en font un usage caractéristique, que l'on retrouve dans l'*Asturias* d'Isaac Albéniz ou dans les *Recuerdos de la Alhambra* de Francisco Tárrega.

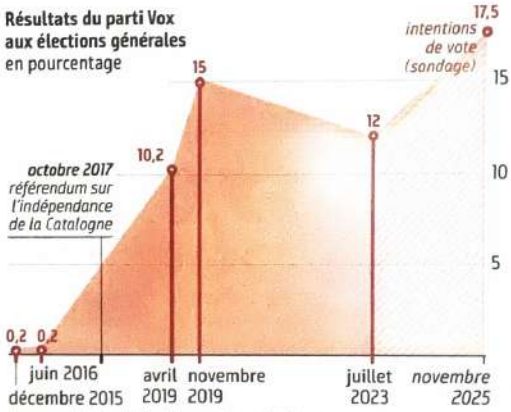
Hypocrisie

« Après un cycle politique intense et accéléré, je suis arrivé à la limite de la contradiction entre le personnage et la personne. Entre un mode de vie néolibéral et le fait d'être le porte-parole d'une formation qui défend un monde nouveau, plus juste et plus humain. (…) On ne peut pas demander aux gens de voter différemment de la manière dont ils agissent dans leur vie quotidienne. » Le 24 octobre 2024, M. Íñigo Errejón provoque un mini-séisme politique en publiant ce message cryptique qui annonce son retrait total de la vie publique. Il est l'une des trois personnalités à l'origine du parti Podemos, fondé dix ans plus tôt. Au cours de son parcours politique, le quarantenaire, devenu porte-parole de la coalition Sumar au Parlement, n'a cessé de dénoncer les abus du patriarcat. Or c'est la plainte pour agression sexuelle à son encontre de l'actrice et animatrice de télévision Elisa Mouliaá qui est à l'origine de la décision de cet ancien espoir du renouveau de la gauche espagnole. Quelques mois plus tard, il sera rejoint dans sa disgrâce par un deuxième cofondateur de Podemos, M. Juan Carlos Monedero, rattrapé à son tour par deux plaintes anonymes de militantes.

22 MINUTES

Durée de la standing ovation ayant suivi la projection du film mexicano-espagnol *Le Labyrinthe de Pan*, de Guillermo del Toro, qui traite de la guerre civile espagnole et du début du franquisme, à l'édition 2006 du Festival de Cannes. Un record toujours inégalé.

L'extrême droite en progression



Sources : ministère de l'intérieur ; 40dB. et *El País*, 2025.

ÎLE DES FAISANS (« FAISAIEN IRLA », EN BASQUE)

Posée sur la Bidassoa, le fleuve qui constitue la frontière naturelle entre la France et l'Espagne, au Pays basque, cette bande de terre longue de 200 mètres change de gouvernance entre les deux pays tous les six mois. C'est sur ce condominium (un territoire sur lequel plusieurs États exercent leur souveraineté) qu'a notamment été signé le traité des Pyrénées en 1659, qui mit fin à vingt ans de guerre opposant la France à l'Espagne.

Source : France Bleu.

« Nous nous cachions. Nous étions clandestins. C'est au début des années 1970 que j'ai commencé à réaliser des films en Super 8. Nous tournions à la campagne. Cela nous permettait d'utiliser la lumière naturelle et personne ne pouvait voir ce que nous faisions. J'ai finalement réalisé mon premier long métrage en 1979. Avant, cela aurait été impossible. Soudain, nous nous retrouvions dans une véritable démocratie. Si Franco avait vécu dix années de plus, je pense que j'aurais dû partir en France ou ailleurs. »

Pedro Almodóvar sur ses débuts en tant que réalisateur, *The Irish Times*, 3 mai 2013.

10 400

Nombre de personnes mortes ou disparues en Méditerranée en essayant de rejoindre l'Espagne au cours de l'année 2024, selon l'organisation non gouvernementale Caminando Fronteras, soit une trentaine de victimes par jour en moyenne.

Source : *Le Monde*.

De A à A+, grâce à l'immigration

Un mois avant qu'elle ne rétrograde la notation souveraine de la France de A+ à AA- en octobre 2025, l'agence de notation américaine S & P avait relevé celle de l'Espagne, saluant son *« marché du travail dynamique nourri par une migration ciblée destinée à compenser les pénuries de main-d'œuvre nées après la pandémie »*. Depuis 2023, la population espagnole s'est accrue de 1,2 million de personnes, portée par l'arrivée d'étrangers. En un an et demi, plus de 800 000 nouveaux venus se sont installés dans la péninsule. Le pays compte désormais un peu plus de 49 millions d'habitants, dont 7 millions d'étrangers (14,3 %).

94 MILLIONS

de visiteurs internationaux se sont rendus en Espagne au cours de l'année 2024, soit 10 % de plus qu'en 2023, qui avait marqué un précédent record avec 85,1 millions d'arrivées. L'Espagne se hisse à la deuxième place du tourisme mondial, derrière la France et ses 100 millions de visiteurs étrangers en 2024.

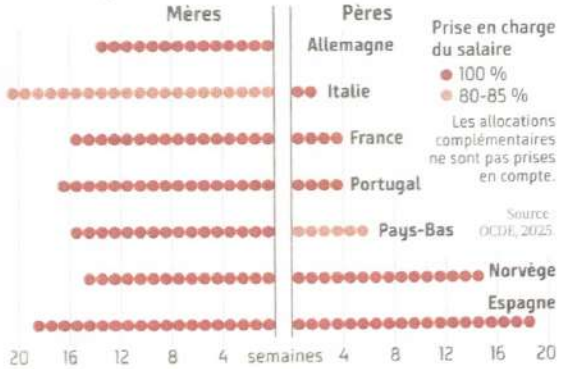
Source : *L'Écho touristique*.

9,7 %

Taux d'augmentation des loyers sur un an en moyenne en Espagne au cours du deuxième trimestre de l'année 2025. En France, l'augmentation sur la même période s'élevait à 1,04 %. Si le prix moyen de la location immobilière nationale s'établit à 14,60 euros par mètre carré, il grimpe jusqu'à 20 euros dans la région de Madrid et 19,20 euros en Catalogne.

Source : « Brèves économiques d'Espagne », direction générale du Trésor, Paris, 30 juillet 2025.

Congés maternité et paternité



Source : OCDE, 2025.

57,6 KM

Distance avant la ligne d'arrivée officielle de la Vuelta – le Tour d'Espagne cycliste – à laquelle ont dû s'arrêter en 2025 les coureurs : des manifestations favorables à la cause palestinienne et dénonçant la participation d'une équipe israélienne à l'épreuve ont empêché les cyclistes d'achever le parcours.

« CHUPINAZO »

Chaque mois de juillet, des dizaines de milliers de festivaliers se pressent à Pampelune, capitale de la Navarre, pour assister au *chupinazo*, la cérémonie d'ouverture des fêtes de San Fermín. Dès que le clocher sonne midi, les membres du conseil municipal se rendent sur le balcon de l'hôtel de ville, puis, tandis que résonne le cri *« Pamploneses, Pamplonesas, Viva San Fermín, Gora San Fermín ! »*, douze fusées pyrotechniques explosent en plein ciel : les festivités sont officiellement lancées. Elles sont souvent considérées comme les troisièmes du monde en nombre de participants, derrière le carnaval de Rio et la fête de la bière à Munich.

Source : Eurostat, 2025.

L'espagnol est la deuxième langue maternelle au monde, avec une communauté hispanophone de plus de 500 millions de personnes. En ajoutant les locuteurs non natifs, le nombre d'hispanophones s'élève à plus de 600 millions de personnes, soit 7,5 % de la population mondiale.

Source : ministère des affaires étrangères, Madrid.

IDENTITÉ CELTIQUE

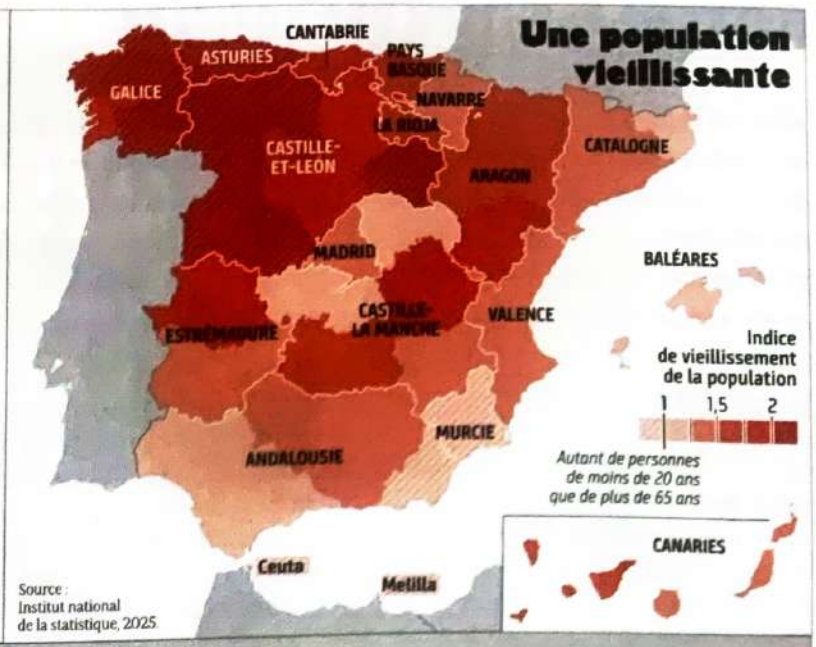
La Galice, dans le nord-ouest de l'Espagne, constitue la deuxième terre d'exil historique des Celtes – après l'Armorique, actuelle Bretagne –, qui ont fui les îles Britanniques au Vᵉ siècle sous la pression des invasions anglo-saxonnes. Des liens perdurent aujourd'hui à travers des échanges culturels réguliers. Des délégations de Galice se rendent ainsi chaque année au Festival interceltique de Lorient, à laquelle l'édition 2019, intitulée « Année de la Galice », rendait hommage.

Source : Festival interceltique.

« ¿Qué vamos a comer hoy? Tortilla! »

- Lavez, pelez, puis coupez des pommes de terre en dés. Dans une poêle bien huilée, faites-les cuire pendant quinze à vingt minutes en remuant régulièrement.
- Pendant ce temps, cassez des œufs dans un saladier et battez-les en omelette. Salez et poivrez. Pelez, dégermez et émincez finement des oignons. Lorsque les pommes de terre sont cuites, ajoutez une nouvelle cuillère à soupe d'huile d'olive. Versez les œufs et mélangez rapidement le tout avant que l'omelette ne se forme. Ajoutez les oignons émincés.
- Quand les œufs sont presque cuits, couvrez la poêle avec une grande assiette. Retournez la poêle et déposez la tortilla sur l'assiette. Glissez là de nouveau dans la poêle afin de faire cuire l'autre face un court instant.
- Déposez la tortilla dans un plat et servez-la après avoir versé un filet d'huile d'olive dessus.

¡Buen provecho!



PAIX

« Je me présente donc devant vous pour vous informer qu'à la réunion d'aujourd'hui du conseil des ministres, le gouvernement espagnol approuvera la reconnaissance officielle de l'État de Palestine. L'Espagne rejoindra ainsi les plus de 140 pays dans le monde qui reconnaissent déjà la Palestine comme un État. Il s'agit d'une décision historique ayant un seul objectif : aider les Israéliens et les Palestiniens à parvenir à la paix. »

M. Pedro Sánchez, président du gouvernement espagnol, dans son discours de reconnaissance de la Palestine, le 28 mai 2024.

65 935

Nombre d'annonces d'hébergement touristique que le gouvernement espagnol a demandé à la multinationale Airbnb d'enlever de sa plate-forme en mai 2025, jugeant celles-ci illégales. Très critiquée en Espagne, Airbnb est accusée d'avoir contribué à la raréfaction de l'offre de logements et à l'explosion des prix de l'immobilier.

Source : *Le Monde*.

Avec 1,3 million de tonnes produites lors de la saison 2021-2022, soit 42 % de la production mondiale, l'Espagne est le premier producteur d'huile d'olive, loin devant sa rivale d'antan, l'Italie (10 %).

Source : Conseil oléicole international.

« NÚMERO UNO »

En 2020, *La Casa de papel* se classe en tête des séries les plus vues sur les plates-formes en France, selon Médiamétrie. Du jamais-vu pour une production espagnole.

DATES DE PARUTION DES ARTICLES

« Manière de voir » propose tous les deux mois un dossier complet sur les enjeux contemporains et les points chauds du globe par le biais d'articles inédits et de textes issus du fonds d'archives du « Monde diplomatique » ayant fait l'objet d'un travail d'actualisation. Des cartographies, des infographies, une chronologie et des compléments documentaires enrichissent cette mise en perspective. Un soin particulier est apporté à l'iconographie du magazine, donnant à voir ce que seuls l'œil du photographe et le trait du dessinateur savent restituer.

Hubert Peres, « L'inamovible M. Sánchez » (inédit). ***José Vidal-Beneyto***, « Le difficile chemin de la démocratie espagnole », novembre 1975. ***Ignacio Ramonet***, « L'Espagne, une démocratie écartelée », avril 1981. ***Comte de Casa Rojas***, « L'air de Madrid », octobre 1956. ***Eduardo Haro Tecglen***, « Passion et mort de l'Union du centre démocratique espagnol », octobre 1982. ***Luis Sepúlveda***, « Le chat de Felipe González », août 2012. ***Margarita Rivière Martí***, « Chronique noire du socialisme espagnol », novembre 1994. ***Jean-Jacques Kourliandsky***, « L'Espagne dans l'attente de la consécration européenne », octobre 1982. ***Thierry Maliniak***, « L'Espagne lasse du "social-libéralisme" », mai 1993. ***José Vidal-Beneyto***, « Pourquoi la droite triomphe en Espagne », avril 2000. ***Pauline Perrenot et Vladimir Slonska-Malvaud***, « Le franquisme déchire toujours l'Espagne », novembre 2019. ***Pablo Castaño***, « L'Espagne, une monarchie zombie », mars 2023. ***Philippe Marcovici***, « Espagne : trois visages qui font des siècles d'histoire », janvier 1977. ***Maëlle Mariette***, « Impossible recentrage du Parti populaire espagnol », juillet 2023. ***Maëlle Mariette***, « Podemos ou l'illusion du neuf », janvier 2022. ***Hèctor Estruch et Vladimir Slonska-Malvaud***, « Madrid, refuge latino-américain », mai 2024. ***Élisa Perrigueur***, « Comment l'Espagne est devenue la maison de retraite de l'Europe », août 2024. ***Lola Parra Craviotto***, « Et l'Europe créa Compostelle », août 2018. ***Angélique Mounier-Kuhn***, « Sans elles, l'Espagne s'arrête » (inédit). ***Christophe Ventura***, « La tentation indépendantiste » (inédit). ***Ramón Chao***, « Le pays du bout du monde », novembre 1999. ***Aurel et Pierre Daum***, « Et pour quelques tomates de plus », mars 2010. ***Lilith Verstrynge***, « Madrid s'insurge contre les massacres à Gaza », avril 2025. ***Ignacio Cembrero***, « Choisir Rabat, ménager Alger » (inédit).

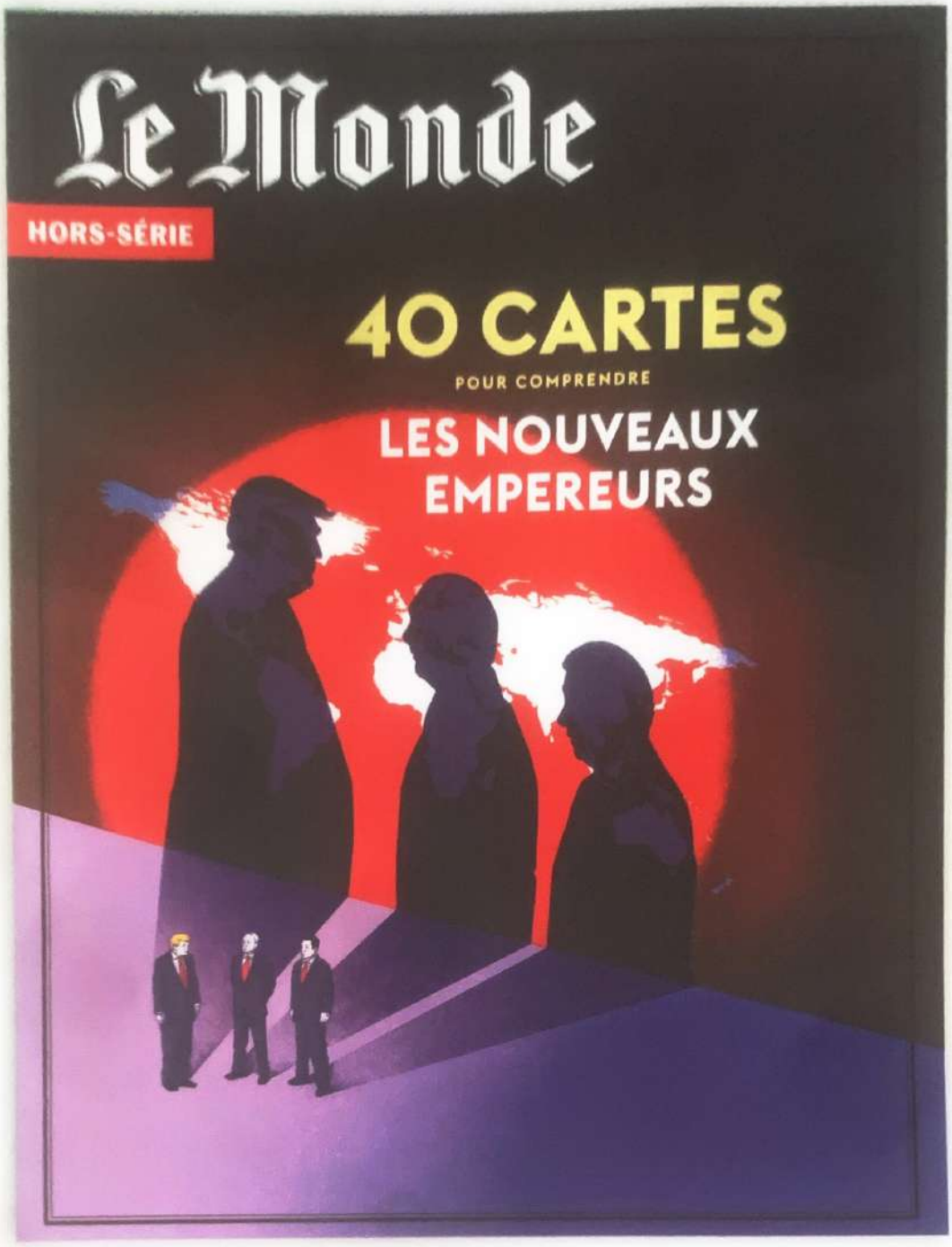
L'iconographie du numéro 204

Olmo Calvo. Ce photojournaliste indépendant multirécompensé consacre l'essentiel de son travail aux droits humains, dont il a documenté les violations en Amérique latine, en Afrique et au Proche-Orient. Il a aussi photographié la crise économique et sociale en Espagne et des migrants sur les chemins de l'exil vers l'Europe. « *Les histoires que nous racontons portent en elles-mêmes une charge dramatique suffisante pour qu'il soit inutile d'inventer des artifices visuels* », confiait-il à *El País* il y a quelques années.

Susanna Inglada. Née en 1983, l'artiste a d'abord étudié le théâtre à Barcelone avant de se consacrer entièrement aux arts visuels. Ses collages et ses installations examinent les relations de pouvoir, l'autorité, la corruption, la complicité et les inégalités de genre. Ils fonctionnent comme des chapitres d'une histoire relatée à travers des corps entremêlés et en lutte.

Manuela Lorente. Ancrées dans la tendance du *costumbrismo* (représentation des coutumes et des mœurs typiques d'une région), les œuvres de la photographe madrilène explorent les relations humaines, la tradition et l'identité de la capitale de l'Espagne. Elles font appel à la malice pour fusionner réalité et fiction. Les images présentées dans ce numéro sont issues de la série *¿Es usted quien creo que es ?* (Êtes-vous bien celle que je crois ?) relatant les tribulations d'une diva déchue du *destape* (nu), un sous-genre cinématographique qui a prospéré en Espagne après la suppression de la censure (1977).

Francisco Mayor Maestre. Le peintre, qui a grandi à Rivas-Vaciamadrid, une localité située à une quinzaine de kilomètres du centre-ville de Madrid, observait avec fascination les transformations du paysage sur les trajets qui le conduisaient, enfant, au cœur de la capitale. Ses peintures explorent les limites entre urbanisme et nature, bâtiments et habitants, espace et matière, encourageant le spectateur à s'interroger sur le sens de la vie et le passage du temps.



Gaza, Ukraine, Taiwan, Groenland, plus la liste des théâtres de guerre et de tensions s'allonge, plus la rhétorique impériale fait son retour dans les affaires du monde. Cette nouvelle compétition entre puissances – classiques ou nouvelles comme les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) – s'exerce dans un ordre mondial en transition géopolitique qui intrigue autant qu'il inquiète. Pour comprendre ces dynamiques en cours et saisir les contours d'un nouveau temps impérial, *Le Monde* propose un hors-série contenant entretiens, éclairages et surtout un atlas de 40 cartes stratégiques indispensable pour mieux décrypter les cartes mentales des Donald Trump, Vladimir Poutine, Xi Jinping et ...

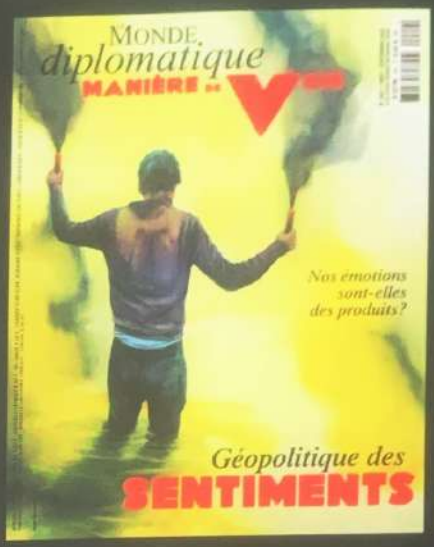
40 CARTES POUR COMPRENDRE LES NOUVEAUX EMPEREURS

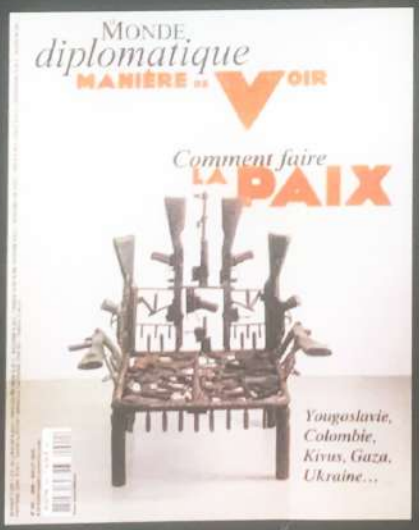
Un hors-série du « Monde »
100 pages - 13,50 €
Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique

TOUS LES DEUX MOIS CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

LE MONDE diplomatique
MANIÈRE DE VOIR

Un sujet d'actualité mis en perspective
par l'équipe du *Monde diplomatique*





Retrouvez les anciens numéros sur www.monde-diplomatique.fr/mdv